Université de Yaoundé II
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
PROGRAMME DE FORMATION EN
GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé - Cameroun

GPE

The University of Yaounde II
Faculty of Economics and Management
Economic Policy Management Programme

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé-Cameroon

Arrêté n° 06/0104/MINESUP/DDES du 14 Septembre 2006

MASTER PROFESSIONNEL EN GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE (GPE)

MEMOIRE PROFESSIONNEL DE FIN DE FORMATION

EFFETS DE LA PERFORMANCE BUDGETAIRE SUR L'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE INTERNE AU CAMEROUN

Par

SANGON LECCO Philippe Bienvenu

Titulaire d'une Maitrise en Sciences Economiques

Sous l'encadrement du :

Professeur BONDOMA YOKONO Dieudonné

Professeur Titulaire des Universités

Année Académique : 2024-2025
22ème promotion

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE 1

PREMIERE PARTIE : EXECUTION DE DEPENSES BUDGETAIRES ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN 12

CHAPITRE I : FONDEMENT THEORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE EXECUTION DE DEPENSES BUDGETAIRES ET LA DETTE PUBLIQUE INTERIEUR 13

SECTION I : CADRE CONCEPTUEL DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES ET DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE 14

SECTION II : REVUE DE LITTERATURE THEORIQUE ET EMPIRIQUE 27

CHAPITRE II: EXECUTION BUDGETAIRE ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN : ANALYSE EMPIRIQUE 37

SECTION I : FAITS STYLISES ET STRATEGIES METHODOLOGIQUES 37

SECTION II : ANALYSE STATISTIQUE ET VALIDATION ECONOMETRIQUE DES DONNEES 53

DEUXIEME PARTIE : MOBILISATION DES RECETTES FISCALES ET DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN 65

CHAPITRE III : CONTRIBUTION THEORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES SUR LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN 66

SECTION I : CONTRIBUTION THEORIQUE DE LA MOBILISATION DES RECETTES FISCALE SUR LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE 66

SECTION II : REVUE DE LITTERATURE THEORIQUE 71

CHAPITRE IV : MOBILISATION DES RECETTES FISCALES ET DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN : EVIDENCE EMPIRIQUE 78

SECTION I: FAITS STYLISES ET STRATEGIE METHODOLOGIE 78

SECTION II : ANALYSE STATISTIQUE ET VALIDATION ECONOMETRIQUE DES DONNEES 88

CONCLUSION GÉNÉRALE 100

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 106

TABLE DES MATIERES 112

AVERTISSEMENT

« Le Programme en Gestion de la Politique Economique, n'attend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à l'auteur».

DEDICACE

À mon épouse Barbara et mes enfants,

Ce travail célèbre la beauté du labeur comme acte d'amour et de transmission

Puisse cet effort témoigner de ma gratitude envers votre soutien et vous inspirer la noblesse et la persévérance

À ma famille,

source inépuisable d'amour et d'encouragements,

À tous ceux qui, dans l'ombre ou sous les projecteurs,
croient que la rigueur dans la gestion des finances publiques
est une condition sine qua non du développement de l'Afrique.

Ce travail vous est humblement dédié.

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire est le fruit d'un parcours intellectuel exigeant, rendu possible grâce au soutien, aux conseils et à l'accompagnement de nombreuses personnes à qui nous tenons à exprimer notre profonde gratitude.

Nos remerciements vont en premier lieu à notre directeur de mémoire le **Professeur BONDOMA YOKONO Dieudonné**, dont la rigueur scientifique, la disponibilité et les orientations éclairées ont guidé chaque étape de ce travail. Ses précieuses corrections et ses exigences académiques ont considérablement enrichi la qualité de cette recherche.

Nous remercions l'ensemble du corps professoral et administratif du programme de formation en Gestion de la Politique Economique (GPE) de l'Université de Yaoundé II - Soa pour la qualité de la formation dispensée tout au long de notre cursus. Leurs enseignements et encadrements ont fourni les fondements théoriques et méthodologiques indispensables à l'élaboration de cette étude.

Nous adressons également nos sincères remerciements aux membres du jury, pour avoir accepté de consacrer de leur temps à l'évaluation de ce travail et pour l'enrichissement scientifique que leurs observations apporteront.

Nos remerciements s'étendent aux responsables et agents du Ministère des Finances et du Ministère de l'Economie de la Planification du Territoire du Cameroun, dont les données et rapports ont constitué la matière empirique de cette recherche.

Notre gratitude sincère à l'endroit du personnel la Paierie Spécialisée MINTP-MINHDU pour leur encouragement et surtout leur patience durant tout le long de cette exaltante et riche expérience.

À notre famille, parents, frères et sœurs, nous exprimons toute notre reconnaissance pour leur amour inconditionnel, leur soutien moral constant et leurs sacrifices consentis tout au long de notre formation.

Enfin, nous remercions chaleureusement nos camarades de promotion et tous nos amis pour les échanges enrichissants, la solidarité et les encouragements mutuels qui ont ponctué ces années d'études. Que chacun trouve ici l'expression de notre sincère amitié et de notre reconnaissance.

L'Auteur

LISTE DES ABREVIATIONS

ADL : AutoRegressive Distributed Lag

BEAC : Banque des États de l'Afrique Centrale

BIP : Budget d'Investissement Public

CAA : Caisse Autonome d'Amortissement

CEMAC : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale

DGB : Direction Générale du Budget

DGI : Direction Générale des Impôts

DSCE : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

FMI : Fonds Monétaire International

F-Stat : Statistique de Fisher

INS : Institut National de la Statistique

Ln : Logarithme népérien

MINFI : Ministère des Finances

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OLS (MCO) : Ordinary Least Squares (Moindres Carrés Ordinaires)

PIB : Produit Intérieur Brut

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

R^2 : Coefficient de détermination

SIGFIP : Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

Std. Dev. : Écart-type

TCE : Taux de Croissance Économique

TDE : Taux d'Endettement

TDR : Termes de Référence

Tobit : Modèle de régression censurée

T-Stat : Statistique de Student

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

β (Beta) : Coefficient estimé

ε (Epsilon) : Terme d'erreur

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Statistiques descriptives.....55

Tableau 2: Analyse des résultats de base estimé par la méthode de Tobit censuré.....56

Tableau 3: Robustesse des résultats de base par la méthode des Triples moindres carrés.....57

Tableau 4: Résultats de base 91

Tableau 5: Robustesse.....93

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Évolution des dépenses publiques 38

Graphique 2: Observation des dépenses publiques 39

Graphique 3: Évolution des dépenses publiques (deuxième version)..... 40

Graphique 4: Évolution de la dette publique interne..... 41

Graphique 5: Budget de l'administration centrale 42

Graphique 6: Dette de l'administration centrale.....43

Graphique 7: Évolution simultanée du budget administratif et de la dette 44

Graphique 8: Dette publique intérieure et taux de dépenses publiques (2007-2024) 45

Graphique 9: Évolution de la dette intérieure selon le type de dépenses publiques 46

Graphique 10: Évolution du taux de dépenses publiques selon le type de dépenses 47

Graphique 11: Évolution du budget de l'administration selon le type de dépenses publiques.....48

Graphique 12: Distribution du taux de dépenses publiques par période (Boxplot) 49

Graphique 13: Distribution de la dette publique intérieure par période (Boxplot)..... 50

Graphique 14: Évolution du taux de recettes fiscales..... 79

Graphique 15: Évolution de la collecte des recettes fiscales..... 79

Graphique 16: Évolution de la dette publique interne..... 80

Graphique 17: Évolution simultanée du taux de recettes fiscales et de la dette publique Intern..... 81

Graphique 18: Évolution de la dette intérieure selon la collecte fiscale 81

Graphique 19: Évolution de la dette des administrations selon la collecte fiscale 82

Graphique 20: Distribution du taux de recettes fiscales par période (Boxplot) 83

Graphique 21: Distribution du budget de l'administration par période (Boxplot) 83

Graphique 22: Distribution de la dette publique intérieure par période (Boxplot final) 84

RESUME

La présente étude analyse l'impact de la performance budgétaire sur l'évolution de la dette publique intérieure au Cameroun sur la période 2007-2024. Face à la montée préoccupante de l'endettement domestique - qui atteignait 3 900,2 milliards de FCFA en mars 2025, soit 12,1 % du PIB - la recherche s'interroge sur le rôle des déséquilibres budgétaires dans la dynamique de cette dette.

En mobilisant un cadre théorique combinant les approches classique, keynésienne et néo-institutionnelle, et en s'appuyant sur un modèle économétrique Tobit censuré complété par des estimations en 3SLS à des fins de robustesse, ce travail identifie les principaux déterminants de la dette publique intérieure camerounaise.

Les résultats révèlent que la dette intérieure augmente principalement sous l'effet de trois facteurs : une mobilisation fiscale insuffisante (avec un taux de pression fiscale de 12-13 % du PIB, bien en deçà de la norme CEMAC de 17 %), une progression des dépenses publiques administratives, et un fort effet de persistance de la dette passée. À l'inverse, une amélioration de la collecte des recettes contribue significativement à réduire l'endettement domestique.

Ces résultats conduisent à formuler six recommandations structurées : la rationalisation des dépenses administratives, l'élargissement de l'assiette fiscale, la mise en place d'un plan triennal d'apurement des arriérés, le renforcement de la programmation budgétaire pluriannuelle, le développement du marché des titres publics et l'encadrement des exonérations fiscales liées aux investissements directs étrangers. Au total, l'étude conclut que la maîtrise durable de la dette publique intérieure au Cameroun passe avant tout par une réforme qualitative de la gestion des finances publiques.

Mots-clés : *Performance budgétaire, dette publique intérieure, mobilisation fiscale, dépenses publiques, modèle Tobit, Cameroun, CEMAC.*

ABSTRACT

This study examines the impact of fiscal performance on the evolution of domestic public debt in Cameroon over the period 2007-2024. Against the backdrop of a worrying rise in domestic indebtedness, reaching 3,900.2 billion FCFA in March 2025, equivalent to 12.1% of GDP, the research investigates the extent to which budgetary imbalances drive domestic debt dynamics.

Drawing on a theoretical framework that integrates classical, Keynesian, and neo-institutional perspectives, and using a censored Tobit econometric model supplemented by 3SLS robustness checks, the study identifies the main determinants of Cameroon's domestic public debt.

The results show that domestic debt is primarily driven by three factors: insufficient tax mobilization (with a tax-to-GDP ratio of 12, 13%, well below the CEMAC threshold of 17%), rising administrative expenditures, and a strong persistence effect from past debt levels. Conversely, improvements in revenue collection significantly reduce domestic indebtedness.

These findings lead to six structured policy recommendations: rationalizing administrative spending, broadening the tax base, implementing a three-year arrears clearance plan, strengthening medium-term budget programming, developing the domestic government securities market, and conditioning tax exemptions granted to foreign investors on deferred fiscal performance clauses. Overall, the study concludes that achieving lasting control over Cameroon's domestic public debt requires a qualitative reform of public financial management.

Keywords: *Fiscal performance, domestic public debt, tax mobilization, public expenditure, Tobit model, Cameroon, CEMAC.*

INTRODUCTION GENERALE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La dette publique interne

La dette publique intérieure n'est plus seulement un outil de financement : elle reflète désormais, clairement, les failles silencieuses de la gestion budgétaire. Pour les économies en développement, il ne s'agit plus de décider si l'État doit s'endetter, mais de comprendre pourquoi il le fait mal. Ce constat est particulièrement frappant aujourd'hui, alors que la dette intérieure s'impose de plus en plus dans les équilibres macroéconomiques, surtout dans les pays africains.

La CNUCED (2025) signale que la dette publique mondiale a atteint un sommet historique de 102 000 milliards de dollars, dont 31 000 milliards pour les pays en développement. Même si ce chiffre regroupe toutes les dettes publiques (internes et externes, bilatérales et multilatérales), il attire l'attention sur une évolution inquiétante : dans beaucoup de pays, les intérêts de la dette dépassent désormais les dépenses publiques pour la santé ou l'éducation. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, relaye ce constat en soulignant une inversion des priorités budgétaires qui menace directement l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Dans ce contexte, il devient indispensable de s'attarder sur la dette publique intérieure, dont la progression rapide reflète, au-delà des contraintes de financement, des choix budgétaires discutables. Schclarek (2004) et Afonso et Jalles (2013) relient l'usage excessif de l'endettement domestique à une exécution budgétaire laxiste, des retards de paiement et une mauvaise traçabilité des dépenses. Avant de montrer ces limites, il faut cadrer le concept.

Pour Blancheton (2022), la dette publique intérieure regroupe tous les engagements de l'État envers des créanciers résidents : banques locales, institutions publiques ou citoyens. Elle se distingue de la dette extérieure, contractée auprès de créanciers étrangers, plus fréquemment débattue à l'international. Au Cameroun, la dette publique intérieure a une dimension bien concrète : celle des factures impayées envers les acteurs économiques locaux. Dans cette étude, l'analyse se concentre sur la dette liée aux prestataires de services et autres fournisseurs de l'État, souvent appelée « restes à payer » ou arriérés commerciaux. Economy-Pedia (2023) rappelle que cette forme de financement domestique, moins exposée au risque de change, peut néanmoins créer des tensions sur les marchés financiers locaux et entamer la liquidité bancaire.

Bien que la définition de la dette publique intérieure soit désormais claire, elle reste sous-explorée dans la recherche académique. Benayed et Gabsi (2020) notent que les études sur ses effets économiques, surtout en Afrique subsaharienne, sont rares, éparses, et souvent occultées par celles

portant sur la dette extérieure. Cela inquiète davantage car la dette intérieure pèse de plus en plus lourd dans la dette totale de nombreux pays en développement, sans que ses impacts spécifiques soient bien compris.

Certes, la dette extérieure se rattache généralement aux crises de balance des paiements, aux restructurations ou aux interventions du FMI ; la dette intérieure agit de manière plus discrète mais non moins importante. Elle influence directement la politique monétaire, la stabilité bancaire et la capacité de l'État à investir. Christensen (2005) montre qu'en Afrique, le recours excessif à la dette domestique écarte le crédit privé et freine l'investissement productif. Muhanji et Ojah (2011) relèvent quant à eux que financer les dépenses courantes avec de la dette intérieure, plutôt que des projets structurants, fragilise la soutenabilité budgétaire et retarde la croissance.

La dette intérieure demeure, dans les pays en développement, un levier stratégique souvent négligé pour répondre aux défis structurels de financement. La Banque mondiale (2025) précise que pour les pays à faibles revenus, recourir à la dette domestique aide à contourner les incertitudes des marchés extérieurs et à consolider la souveraineté financière, tant que la gestion reste rigoureuse et transparente.

Cette dynamique dépend, avant tout, de la mobilisation fiscale, de la solidité des institutions et du niveau des taux d'intérêt. En Afrique centrale, l'exemple du Cameroun est parlant : d'après le ministère de l'Économie (2025), le gouvernement a dû repousser certains paiements de dette intérieure pour dégager des marges de trésorerie, reflétant les tensions entre financement et soutenabilité.

De l'autre côté, alors que la littérature sur la dette publique est abondante, la performance budgétaire vue comme cause directe de la dette intérieure manque cruellement d'analyse empirique. Jusqu'ici, les économistes se sont majoritairement penchés sur les déterminants classiques : taux d'intérêt, déficit budgétaire, croissance ou qualité institutionnelle (Reinhart & Rogoff, 2010 ; Presbitero et al., 2012). Pourtant, la performance budgétaire — la capacité de l'État à exécuter efficacement dépenses et recettes, selon les objectifs fixés — joue sans doute un rôle essentiel dans la dynamique de la dette intérieure. Au Cameroun, le décalage est encore plus net. Les rapports de la Direction Générale du Budget soulignent d'importants écarts entre prévisions et réalisations tant pour les recettes que pour les dépenses, sans faire systématiquement le lien avec l'évolution de la dette intérieure.

La performance budgétaire mesure, en somme, l'efficacité de la gestion publique. Selon le Guide de la performance, publié en 2020 par la Direction du Budget française, elle repose sur une logique de résultats où les moyens doivent se confronter aux objectifs atteints. On ne parle donc pas juste de respecter les normes comptables : l'enjeu est d'optimiser l'impact des politiques publiques.

Sur le plan académique, Sponem et Lambert (2010) proposent une typologie des styles budgétaires : interactif, souple ou strict, chacun ayant ses répercussions sur la performance. Pour eux, la performance budgétaire dépend du système dans lequel elle s'inscrit : incitations, marges de manœuvre, degré de participation des acteurs.

Les rapports de la Direction Générale du Budget mettent régulièrement en lumière de faibles taux d'exécution pour les recettes et les dépenses, preuve d'une performance budgétaire mitigée. Selon la Banque mondiale (2025), dans plusieurs États d'Afrique subsaharienne, le taux moyen d'exécution des dépenses ne dépasse pas 70 %, avec des sous-exécutions marquées dans les secteurs sociaux. Au Cameroun, d'après les chiffres du ministère des Finances, la dette publique intérieure représentait environ 25 % du PIB en 2023 et connaissait une croissance annuelle moyenne de 8 % sur 2018–2023. Cette progression résulte en partie de déficits budgétaires récurrents, eux-mêmes liés à une faible mobilisation fiscale, dont le taux reste à moins de 13 %, loin du plancher de 20 % fixé par l'Union africaine.

Les rapports annuels de performance budgétaire (RAP), annexés aux lois de finances, révèlent aussi de fortes disparités selon les secteurs. Par exemple, les programmes d'éducation et de santé affichent souvent des taux d'exécution inférieurs à ceux des infrastructures ou de la défense, interrogeant sur l'alignement des priorités budgétaires avec les défis sociaux. Cette situation justifie le besoin d'études approfondies sur la relation entre performance budgétaire et dette intérieure, surtout dans un pays comme le Cameroun, aux marges de manœuvre étroites et aux besoins de financement grandissants.

Malgré les nombreuses réformes budgétaires récentes au Cameroun, la dette publique intérieure ne cesse d'augmenter, signe d'une tension structurelle dépassant les ajustements techniques. Les derniers chiffres sont clairs : selon la Caisse autonome d'amortissement (CAA), fin mars 2025, la dette intérieure de l'administration centrale atteignait 3 900,2 milliards de FCFA, en hausse de 11 % sur un an. Ce volume équivaut aujourd'hui à 12,1 % du PIB : un niveau inquiétant vu la faible croissance et la pression sur les finances publiques. Cela traduit une difficulté à mobiliser des ressources, et une accumulation de dettes impayées (« restes à payer ») qui pèsent sur la trésorerie publique et fragilisent les entreprises prestataires de l'État.

Mais la hausse de la dette n'est qu'une partie du problème. Elle s'accompagne d'une baisse de la capacité de l'État à respecter ses engagements. En 2024, le Cameroun n'a remboursé que 52,7 % de sa dette intérieure prévue — 435,5 milliards de FCFA sur 826,3 milliards budgétisés. Ce sous-remboursement contraste fortement avec la gestion de la dette extérieure, honorée à plus de 100 %, signe d'une nette priorité donnée aux créanciers internationaux plutôt qu'aux acteurs économiques

locaux. Cette asymétrie interroge sur la soutenabilité de la dette intérieure et sur les choix des autorités financières. Les arriérés, qui grossissent la dette intérieure, atteignaient 853,7 milliards de FCFA au 31 mars 2025, dont près de 63 % concernent des dettes âgées de plus de trois mois. Ces retards de paiement touchent surtout les postes des biens et services, investissements et subventions, compromettant l'exécution des politiques publiques et la dynamique économique. Le FMI, lors de sa dernière mission au Cameroun, a d'ailleurs fait part de ses préoccupations et préconisé un emprunt ciblé pour apurer en partie ces dettes.

Au Cameroun, la dette intérieure n'est pas seulement un indicateur macroéconomique : elle incarne une réalité bien palpable, faite d'arriérés, de tensions de trésorerie, d'une économie productive fragilisée. Derrière chaque facture impayée, il y a plus qu'une écriture comptable : c'est la confiance entre l'État et ses partenaires économiques qui vacillent. Ce constat renforce la pertinence de cette étude : interroger le lien entre performance budgétaire et dette intérieure, dans l'espoir d'offrir des pistes de réforme adaptées au contexte du pays.

II. PROBLÉMATIQUE

L'analyse de la performance budgétaire et de son influence sur la dette publique interne nous ramène au cœur d'un débat théorique ancien, mais qui reste très actuel : l'opposition entre les partisans de la rigueur budgétaire et ceux qui préfèrent une approche plus souple et contracyclique des dépenses publiques. Cette tension est particulièrement marquée dans les pays en développement où les marges budgétaires sont limitées alors que les besoins sociaux sont immenses. Le Cameroun, comme beaucoup de ses voisins, se retrouve à la croisée de ces deux logiques : il doit financer infrastructures et services publics, tout en gardant un œil sur une dette intérieure qui ne cesse d'augmenter.

La première approche théorique à considérer est celle de la pensée classique, notamment portée par David Ricardo, puis reprise par les économistes néoclassiques. Selon cette vision, la dette publique, qu'elle soit interne ou externe, représente un fardeau pour l'économie parce qu'elle mobilise des ressources qui auraient pu servir à l'investissement privé. Ce phénomène, qu'on appelle effet d'éviction, repose sur le principe que l'État, en empruntant sur le marché domestique, fait concurrence aux entreprises pour accéder au crédit. Cette concurrence fait monter les taux d'intérêt et réduit la capacité des acteurs privés à investir. Ricardo (1817) estimait déjà que l'endettement public devait rester limité, car il diminuait les ressources disponibles pour l'économie réelle.

Mais cette approche repose sur des hypothèses fortes : rationalité parfaite des agents et existence de marchés financiers développés, ce qui n'est pas souvent le cas dans les pays en développement. En

Afrique subsaharienne, et singulièrement au Cameroun, le marché du crédit reste segmenté, les taux d'intérêt sont souvent administrés, et les comportements des agents sont fortement influencés par le contexte institutionnel et social. L'application mécanique de cette théorie devient donc problématique.

La théorie keynésienne, elle, offre une lecture plus nuancée du rôle de la dette publique, surtout dans les contextes de sous-développement et de sous-emploi. John Maynard Keynes, dans ses travaux fondateurs, soutenait que l'État devait intervenir activement dans l'économie en période de ralentissement, en augmentant ses dépenses pour relancer la demande globale. Des économistes comme Thirlwall (1979) et Taylor (1991) ont adapté cette logique aux pays en développement, montrant que l'investissement public pouvait porter la croissance, même si cela implique un endettement temporaire. Dans cette perspective, la dette publique interne n'est pas forcément un problème, du moment qu'elle finance des dépenses productives et qu'elle s'accompagne d'une stratégie efficace de mobilisation des recettes.

La performance budgétaire, dans ce cadre, devient un outil central du pilotage macroéconomique. Une exécution rapide et ciblée des dépenses soutient l'activité économique, crée de l'emploi, et génère des recettes fiscales supplémentaires. À l'inverse, une meilleure mobilisation des recettes permet de financer les investissements sans recourir à la dette de façon excessive. Dans sa thèse sur la mobilisation des recettes publiques en Afrique, Diarra (2012) montre que les pays qui améliorent leur performance fiscale réduisent leur dépendance à la dette intérieure et renforcent leur souveraineté budgétaire.

Toutefois, cette vision exige une capacité institutionnelle forte, une planification budgétaire stricte et une bonne transparence dans l'allocation des ressources. Mais dans de nombreux pays africains, ces conditions ne sont pas toujours réunies. Les retards dans l'exécution des projets, les pertes de recettes et la corruption brident l'efficacité de la dépense publique. Donc, même si la théorie keynésienne offre des arguments en faveur de l'endettement, elle souligne aussi l'importance de la performance budgétaire pour réussir.

Prenons le cas du Rwanda, souvent cité comme modèle africain en matière de gestion budgétaire. Selon l'OCDE (2023), le Rwanda a réussi à stabiliser sa dette intérieure autour de 15 % du PIB grâce à une réforme ambitieuse de la budgétisation axée sur les résultats, une optimisation de la collecte fiscale et une transparence accrue dans l'allocation des ressources. À l'inverse, des pays comme le Cameroun, le Tchad ou la République Centrafricaine affichent des indicateurs de performance budgétaire plus faibles, avec des taux d'exécution souvent sous les 75 % et une pression fiscale inférieure au seuil recommandé. Dans ces pays, la dette publique intérieure progresse fortement, dépassant parfois les

20 % du PIB. Le rapport de la Banque mondiale (2023) sur le Cameroun pointe du doigt les retards dans l'exécution des projets, les arriérés de paiement et la faible mobilisation des recettes comme facteurs clés de cette situation.

Face aux évolutions récentes des finances publiques au Cameroun, marquées par une montée de la dette publique intérieure et des difficultés persistantes dans la gestion budgétaire, il devient crucial d'analyser les mécanismes qui expliquent cette dynamique. Dans cette perspective, la performance budgétaire, qui allie maîtrise des dépenses publiques et capacité à mobiliser des recettes fiscales, reste l'élément central à scruter.

La question principale de cette étude se pose donc ainsi : dans quelle mesure la performance budgétaire, à travers les dépenses publiques et les recettes fiscales, influe-t-elle sur l'évolution de la dette publique intérieure au Cameroun ?

Cette interrogation générale se décline en deux questions spécifiques. D'un côté, il faut examiner l'effet des dépenses publiques sur la dynamique de la dette publique intérieure. De l'autre, il s'agit d'analyser dans quelle mesure la mobilisation des recettes fiscales permet d'expliquer l'évolution de la dette intérieure.

III. OBJECTIF DE LA RECHERCHE

L'objectif général de cette étude est d'analyser l'incidence de la performance budgétaire sur l'évolution de la dette publique intérieure au Cameroun sur la période 2007–2024. Cet objectif général se décline en deux objectifs spécifiques complémentaires :

OS1 - Évaluer l'impact de l'exécution des dépenses publiques (taux d'exécution et budget de l'administration centrale) sur la dynamique de la dette publique intérieure.

OS2 - Apprécier le rôle de la mobilisation des recettes fiscales (taux de recettes fiscales et collectif des recettes) dans l'explication de l'évolution de l'endettement domestique.

IV. HYPOTHESES DE LA RECHERCHE

En cohérence avec ces objectifs et au regard de la revue de littérature, deux hypothèses principales structurent cette étude :

H1 : L'augmentation des dépenses publiques exécutées, en l'absence de ressources internes suffisantes pour les couvrir, exerce un effet positif et significatif sur la dette publique intérieure au Cameroun.

H2 : Une faible mobilisation des recettes fiscales exerce un effet positif et significatif sur la dette publique intérieure, en contraignant l'État à recourir davantage à l'endettement domestique pour financer ses besoins budgétaires.

V. INTERET DE L'ETUDE

L'intérêt de cette étude est double : il réside, d'une part, dans son apport théorique à la compréhension des liens entre performance budgétaire et endettement intérieur, et, d'autre part, dans sa portée pratique pour l'orientation des politiques publiques au Cameroun.

1. Intérêt théorique

Ce thème permet d'approfondir les fondements des théories de la soutenabilité budgétaire, de l'impôt optimal et de la gestion de la dette publique. Il offre un cadre d'analyse pour tester empiriquement les modèles de Domar (1944), Bohn (1998) ou Barro (1979) dans un contexte africain, souvent sous-représenté dans la littérature. En étudiant le cas du Cameroun, il contribue à combler une lacune scientifique sur les interactions entre performance budgétaire et endettement domestique dans les économies à faible pression fiscale et à forte informalité.

2. Intérêt positif

L'étude de l'impact de la performance budgétaire sur la dette publique intérieure contribue à améliorer la gouvernance financière en apportant des recommandations adaptées. Ces suggestions visent à optimiser la gestion des ressources publiques, à prévenir le surendettement et à garantir une meilleure soutenabilité de la dette.

VI. LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Pour examiner précisément comment la gestion budgétaire influence la trajectoire de la dette publique locale au Cameroun, l'usage du modèle Tobit censuré est envisagé. L'approche retenue s'appuie sur des outils économétriques choisis selon les caractéristiques propres à la variable analysée.

Pas comme les méthodes traditionnelles en ligne droite, la dette intérieure se distingue surtout quand on l'observe via les restes à payer : elle reste cachée. Cette mesure ne descend jamais sous zéro, parfois même touche presque rien, montrant peu ou pas de retard accumulé. Pour coller ensemble tous les éléments dans le temps, l'étude s'appuie sur les années entre 2007 et 2024.

Grâce à ses caractéristiques spécifiques, le choix du modèle Tobit repose sur des raisons solides

Parfois, la variable dépendante prend une forme contrainte. Ce cas se produit avec la dette publique intérieure quand on l'observe via les arriérés. Elle ne descend jamais en dessous de zéro. Des valeurs exactement nulles peuvent apparaître dans les données

Quand une variable est censurée, le recours au modèle Tobit s'impose pour séparer deux étapes : celle où la dette émerge, puis celle qui mesure son ampleur si elle se manifeste. Bien qu'il intègre les valeurs nulles de façon structurée, il traite aussi celles positives avec une logique continue. Puisque certains ménages n'ont pas d'endettement, l'estimation doit différencier absence réelle et seuil non franchi. Alors que des méthodes comme OLS biaisent les résultats, ce cadre statistique corrige cet effet par construction. Quelques alternatives existent, mais elles ignorent souvent la nature mixte des données. En revanche, ici, la double dynamique - entrée dans la dette et intensité - trouve un traitement adapté sans simplification excessive.

Ce que l'on observe ici, c'est que la dette intérieure ne se limite pas à un indicateur stable ; elle émerge plutôt sous certaines conditions précises. En réalité, sa formation dépend de facteurs qui en modulent l'évolution au fil du temps.

Ce que l'on cherche à comprendre ici, c'est la dette publique nationale autrement dit, les dettes accumulées par le gouvernement vis-à-vis d'institutions locales. Elle inclut surtout ce qu'on appelle la dette commerciale, faite des paiements dus à divers fournisseurs publics. Les montants non réglés sont enregistrés comme des restes à payer, ou RAP pour faire court. L'état est donc redevable de ces sommes jusqu'à leur règlement effectif. C'est cet arriéré qui sert de mesure principale dans l'analyse proposée.

À travers elle se révèle ce que vaut la gestion des fonds publics, justement là où portent nos questionnements. Un indicateur parle souvent plus qu'un discours entier sur les priorités choisies. Chaque grandeur chiffrée trace en filigrane une décision passée. Ce sont moins les montants bruts qui comptent, davantage leur orientation dans le temps. L'examen attentif de ces données dévoile des logiques parfois silencieuses mais bien présentes. Elles reflètent non seulement des choix budgétaires, mais aussi leurs conséquences tangibles. Rien ne reste abstrait quand on suit sérieusement ces marqueurs concrets

Le fonctionnement des dépenses se mesure par le taux d'exécution budgétaire (Exptt), qui compare ce qui a été réellement dépensé au montant prévu. Ce ratio évalue dans quelle mesure une forte dépense validée, mais non payée, contribue à l'accumulation des dettes en souffrance. Lorsque les engagements augmentent plus vite que les paiements effectifs, cela peut signaler un décalage entre décisions et ressources disponibles. Un niveau élevé d'exécution sans accompagnement financier

concret tend ainsi à alourdir le poids des obligations impayées. Cette dynamique apparaît quand les autorisations de dépenser ne sont pas suivies immédiatement par des transferts monétaires.

Un montant attribué à l'administration centrale figure dans le budget. Ces ressources financent les institutions publiques. Leur mode d'affectation peu flexible pèse sur les comptes publics depuis longtemps. Cette inflexibilité contribue régulièrement aux déséquilibres budgétaires au Cameroun.

Performance de la Recette :

Un indicateur clé reste le taux de recettes fiscales (TxRectt). Cet outil évalue dans quelle mesure un pays parvient à financer ses dépenses publiques sans s'endetter excessivement. La performance dépend largement de l'efficacité du système fiscal en place. Certains gouvernements y arrivent mieux grâce à une assiette large. D'autres peinent malgré des niveaux d'imposition élevés. Ce ratio reflète donc non seulement les politiques menées, mais aussi leur mise en œuvre concrète sur le terrain. Son évolution donne des signes tangibles sur la santé financière d'un État.

Parfois, le Collectif des recettes (CollRectt) montre des ajustements budgétaires faits pendant l'année. Ces modifications traduisent plus précisément la performance effective du prélèvement fiscal. Souvent, ce suivi en temps réel éclaire l'écart entre prévisions et résultats concrets. Rarement, les écarts restent négligeables sur l'ensemble du cycle. En général, chaque correction apporte une vision affinée de la situation financière réelle.

Tout dépend du cadre économique global - des facteurs comme l'inflation ou les taux d'intérêt influencent la stabilité prédictive. Ce sont eux qui filtrent les distorsions extérieures. Plutôt que de tout mixer, on neutralise ce qui vient de l'environnement. Ainsi, chaque mesure garde son sens propre. Sans cela, les résultats dérivent. L'ajustement se fait en amont, pas après coup

Un indicateur clé, le Crédit Intérieur montre comment l'État s'appuie sur les banques locales quand il doit couvrir un manque de recettes. Parfois, ce levier devient central dans la gestion budgétaire. L'accès au crédit intérieur reflète alors une stratégie parmi d'autres pour équilibrer les comptes publics.

L'inflation mesure comment l'augmentation des prix affecte la tension sur les budgets ainsi que le coût emprunter. Parfois, elle amplifie les difficultés financières quand les dépenses dépassent les revenus ajustés. Elle modifie aussi la valeur réelle des dettes au fil du temps. Certains secteurs en souffrent davantage selon leur structure de coûts. Même limitée, elle influence les décisions d'investissement à long terme.

L'argent venu de l'étranger sous forme d'investissements directs influence la structure financière des pays. Ce flux s'ajoute parfois aux avoirs extérieurs, comme les réserves en devises. Ces éléments combinés offrent une vision plus claire du recours au financement interne. Plutôt que d'accumuler des dettes locales, certains États privilégient ces entrées massives de capitaux. La manière dont ils équilibrent ces sources varie selon le contexte économique. En définitive, leur stratégie apparaît à travers cette répartition entre dette nationale et soutien externe.

Ce contexte remet en question la performance des systèmes mis en place pour gérer les dépenses et lever les fonds. Plutôt que de supposer leur bon fonctionnement, examiner comment les sorties budgétaires influencent l'évolution de la dette nationale apparaît essentiel. Une étape initiale consiste à analyser ce rapport, d'abord par une approche conceptuelle, ensuite à travers des données concrètes. L'objectif ? Évaluer dans quelle mesure les coûts fixes liés à l'administration publique ainsi que les ruptures dans le processus de règlement alimentent une accumulation de dettes non choisie.

PREMIERE PARTIE : EXECUTION DE DEPENSES BUDGETAIRES ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN

La première partie de ce mémoire met en évidence une idée centrale : l'évolution de la dette publique intérieure au Cameroun ne s'explique pas uniquement par un déficit de ressources, mais surtout par des insuffisances dans l'exécution des dépenses budgétaires. Ainsi, au-delà des montants votés, c'est la manière dont les engagements publics sont effectivement traduits en paiements qui conditionne la trajectoire de l'endettement domestique.

En pratique, les décalages entre décisions budgétaires et règlements effectifs, les retards de paiement ainsi que la rigidité de certaines dépenses contribuent à la formation d'arriérés, lesquels constituent une part significative de la dette intérieure. Cette dynamique révèle une fragilité structurelle de la gestion budgétaire, avec des répercussions directes sur la trésorerie de l'État, la confiance des partenaires économiques et la vitalité du tissu productif local.

Dès lors, cette partie s'inscrit dans une logique analytique visant à démontrer que la qualité de l'exécution budgétaire constitue un déterminant majeur de l'accumulation de la dette publique intérieure, particulièrement dans un contexte de contraintes financières et institutionnelles comme celui du Cameroun.

Pour structurer cette analyse, la première partie s'articule autour de deux chapitres complémentaires :

Le chapitre 1 expose les fondements théoriques et empiriques de la relation entre l'exécution des dépenses budgétaires et la dette publique intérieure, en mobilisant les principales approches économiques et les résultats issus de la littérature.

Le chapitre 2 propose une analyse appliquée au cas du Cameroun, en mettant en évidence les mécanismes concrets à l'origine de l'accumulation de la dette intérieure et les limites du système budgétaire national.

CHAPITRE I : FONDEMENT THEORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE EXECUTION DE DEPENSES BUDGETAIRES ET LA DETTE PUBLIQUE INTERIEUR

L'équilibre des comptes publics préoccupe souvent les spécialistes de l'économie aujourd'hui. Après les analyses pionnières de John Maynard Keynes (1936), soulignant comment la dépense étatique peut corriger les fluctua00tions économiques, d'autres auteurs comme Olivier Blanchard (1990) ou Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff (2010) ont attiré l'attention sur les dangers d'une dette croissante. Face à des moyens limités, alors que les demandes sociales augmentent et que les pressions économiques se multiplient, chaque gouvernement doit ajuster ses priorités sans compromettre la solidité de ses finances. Bien qu'il faille agir vite, ignorer ces tensions pourrait nuire durablement aux politiques futures.

Ce que l'on observe ici, c'est le rôle central du budget de l'État dans la conduite des politiques économiques et sociales. Trois grandes missions lui sont attribuées par Richard Musgrave (1959) - affecter les ressources, corriger les inégalités de revenus, assurer la stabilité macroéconomique. Pourtant, plus encore que les chiffres votés chaque année, ce qui pèse vraiment sur l'efficacité des décisions publiques, c'est la manière dont ces dépenses sont ensuite mises en œuvre.

Certes, juger un système budgétaire juste sur la base des sommes autorisées ou des promesses écrites manque de pertinence. La mise en œuvre réelle repose plutôt sur l'aptitude administrative à convertir les budgets alloués en actions concrètes. Respecter les procédures, tenir les calendriers fixés, atteindre les buts visés – tout cela pèse autant dans l'évaluation. Sur ce point, selon Aaron Wildavsky (1986), le budget apparaît moins comme un simple état chiffré qu'un mécanisme vivant où s'expriment les choix politiques effectifs. Ainsi, quand l'utilisation des fonds publics fait face à des retards fréquents, à des dépassements imprévus, à une inertie des dépenses de fonctionnement ou à un suivi imparfait, les conséquences se font sentir durablement : déséquilibres structurels, pression accrue sur l'emprunt national.

Vu sous cet angle, la dette publique nationale sert fréquemment de levier pour absorber les difficultés passagères ou durables dans la gestion des recettes publiques. Quand elle reste contenue tout en étant affectée à des projets générant des retombées économiques, son rôle renforce parfois le fonctionnement du système financier local ainsi que l'appui au secteur public investisseur. Cependant, si elle découle d'un pilotage budgétaire instable ou mal anticipé, elle reflète alors davantage une faiblesse

ancienne dans l'équilibre des comptes publics, restreint progressivement les choix disponibles plus tard et capte une part accrue des moyens financiers internes.

Cette question pèse surtout dans les pays à revenu faible ou modéré, là où la demande de fonds est forte mais où lever des impôts reste difficile. Selon Vito Tanzi (1998), puis avec Howell Zee (2001), les lacunes fiscales, l'économie informelle et les insuffisances du contrôle étatique grèvent sérieusement les budgets publics. En Afrique subsaharienne, emprunter localement devient peu à peu courant, face aux obstacles pour accéder aux prêts mondiaux ainsi qu'aux règles strictes sur la dette internationale.

Au Cameroun, les pressions se font nettement sentir. Même si des pas ont été faits vers une gestion budgétaire plus actuelle, un fonctionnement public mieux cadré ou encore une dépense maîtrisée, le système financier national bute toujours sur des obstacles ancrés - certains postes coûtent trop peu de flexibilité, les infrastructures demandent davantage chaque année, les attentes sociales montent, tout en maintenant l'équilibre économique global. Rien n'est statique. Dernièrement, selon la Banque mondiale en 2023, il apparaît crucial d'approfondir le suivi des budgets mis en œuvre, d'éclaircir la visibilité autour des recettes fiscales, aussi bien que d'en renforcer l'utilisation concrète, afin d'assurer une évolution stable des comptes publics.

Examiner le lien entre mise en œuvre du budget et dette nationale offre deux types d'utilité. D'un côté, cela aide à saisir comment les décisions de dépense, leur organisation et la manière dont elles sont appliquées affectent le besoin de ressources publiques. En retour, on voit quelles mesures peuvent renforcer l'efficacité financière tout en freinant l'évolution continue de l'endettement interne.

Ce chapitre prend place selon ce raisonnement, visant à poser des repères idées, notions et observations utiles pour examiner le sujet. Sa construction suit un plan divisé en deux parties. D'un côté figure une partie centrée sur les idées clés liées à la mise en œuvre des dépenses publiques et à l'emprunt national. De l'autre apparaît un ensemble d'appuis théoriques accompagné des résultats issus d'études passées concernant les rapports entre efficacité budgétaire et dette intérieure.

SECTION I : CADRE CONCEPTUEL DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES ET DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE

Avant toute chose, comprendre le lien entre la mise en œuvre des dépenses budgétaires et la dette publique locale exige une définition claire des idées centrales. Bien souvent, on emploie sans distinction les termes de budget, de dépense publique, de rendement financier ou de dette nationale, pourtant chacun relève d'une logique économique, légale ou administrative différente. Préciser ces notions devient

crucial parce que la façon dont les budgets sont appliqués influence directement la stabilité financière de l'État. Partir de ce constat, il paraît utile d'aborder ici, dans un premier temps, ce qu'on entend par exécution des dépenses publiques, ensuite ce que recouvre la notion de dette intérieure. L'accent sera mis sur leur fonctionnement concret, les mesures qui les caractérisent, ainsi que leurs effets visibles au Cameroun.

1.1 Concept d'exécution des dépenses budgétaires

1.1.1 Clarification des concepts clés

Passer des crédits approuvés à leur utilisation réelle donne tout son sens au pilotage financier public. C'est par ce processus que les décisions gouvernementales se transforment peu à moins en interventions tangibles pour les citoyens ou les entreprises. En pratique, chaque dépense traverse plusieurs phases successives : d'abord l'engagement, puis la vérification du montant dû, ensuite la signature du titre de dépense, enfin le transfert effectif des fonds. À chaque palier, des règles précises s'appliquent- elles visent à assurer un suivi rigoureux selon les normes légales et comptables en vigueur. La cohérence globale dépend largement du respect scrupuleux de ces étapes encadrées.

L'étude montre que l'exécution budgétaire compte beaucoup : un retard dans le versement transforme souvent une dépense validée en dette due au prestataire. Quand les paiements traînent, cela gonfle peu à peu les restes à payer. Petit à petit, ces arriérés nourrissent la masse globale de la dette intérieure. Selon Richard Allen et Daniel Tommasi (2001), ce processus révèle surtout si l'État tient ses promesses financières à temps, condition clé pour une économie qui tourne normalement.

L'étape centrale du cycle budgétaire tient sa place selon Richard Musgrave et Peggy Musgrave (1989), puisqu'elle détermine si les buts économiques et sociaux seront vraiment atteints. Même très élaboré, un projet de budget échoue à produire des effets tangibles quand son application fait défaut. En revanche, une mise en œuvre rigoureuse soutient la régularité des services offerts aux citoyens, renforce la confiance envers l'autorité étatique tout autant que le bon usage des ressources publiques.

Pas seulement une question de chiffres, l'exécution budgétaire joue aussi un rôle central dans la gestion publique. Grâce à elle se tissent rigueur financière, conformité légale et performance économique. Lorsque les structures étatiques manquent de solidité, son importance s'accroît nettement : éviter les déséquilibres, freiner le gâchis ou réguler les flux de trésorerie devient prioritaire. Selon Richard Allen et Daniel Tommasi (2001), réussir ce processus demande avant tout des règles précises, une répartition nette des rôles, ainsi qu'un suivi concret des actions menées.

Au Cameroun comme dans d'autres pays africains, mettre en œuvre un budget se heurte souvent à des obstacles profondément ancrés. L'administration traîne parfois les pieds, tandis que les outils pour suivre l'argent manquent de fiabilité. Sans une anticipation claire des besoins, sans décisions rapides sur les priorités, le rythme du travail public s'en trouve freiné. Par ailleurs, certains fonds proviennent de partenaires étrangers, ce qui limite partiellement la marge de manœuvre nationale. Tout cela retarde les paiements nécessaires et affaiblit concrètement les effets attendus des programmes. Selon Ian Lienert (2005), toutefois, quand les règles budgétaires sont stables, quand chacun sait où va l'argent, alors l'exécution progresse. Des institutions solides rendent possible cette régularité, surtout si les entrées financières ne changent pas brutalement.

Quand les paiements tardent, freinés par des obstacles administratifs ou accumulés à la toute fin de l'année, l'utilisation efficace des fonds publics s'en trouve affaiblie. Souvent, cela révèle une faible articulation entre départements techniques, directions comptables et instances chargées du suivi financier. Ainsi se dessine une mise en œuvre budgétaire instable, où les logiques internes aux administrations dominent face aux objectifs collectifs attendus.

Examiner ce concept gagne à croiser les idées de Douglass North (1990), souvent associées au courant néo-institutionnel. Ses travaux insistent sur l'influence majeure des normes écrites - lois, règlements ou protocoles - mais aussi des usages implicites : routines administratives, habitudes internes aux organisations. Ce cadre suggère que réussir en matière budgétaire tient davantage à la solidité institutionnelle qu'à l'ampleur des moyens mis à disposition. Quand les dispositifs sont précis, durables et appliqués, cela renforce un suivi serré des budgets. En revanche, si les structures manquent de fermeté, chaque dépense risque alors de glisser vers le désordre et le gaspillage.

Proposée par Michael Jensen et William Meckling en 1976, la théorie de l'agence offre un angle particulier sur certaines tensions dans le fonctionnement public. Entre ceux qui prennent les décisions et les agents chargés de leur mise en œuvre, l'information circule rarement de façon équilibrée. Souvent, cela mène à des priorités mal alignées, sans que cela soit nécessairement visible au départ. Quand il s'agit du budget, certains comportements dérivent : prévisions exagérées, dépenses peu justifiées ou résultats flous. Ce désajustement pousse à renforcer des outils comme l'évaluation indépendante ou les rapports d'audit. Sans pression mesurable, la gestion publique peut lentement s'éloigner des attentes initiales.

Finalement, aujourd'hui, mesurer la performance d'un budget ne se limite plus au respect des règles légales. Ce qui compte aussi, c'est ce qu'il permet d'obtenir concrètement pour la société. Selon

Gerald Caiden (2006), l'administration actuelle s'appuie surtout sur les effets produits : chaque euro dépensé doit porter ses fruits économiques ou sociaux. Du coup, plusieurs États ont adopté progressivement des outils comme les budgets-programmes, la gestion fondée sur les objectifs ou encore les plans budgétaires pluriannuels.

Finalement, définir clairement ce qu'est l'exécution des dépenses budgétaires permet d'ouvrir une piste sérieuse pour examiner la manière dont l'argent public est utilisé, si l'État inspire confiance, ainsi que la capacité du pays à maintenir ses comptes dans un équilibre durable. Cette idée prend ici tout son sens parce que, lorsque ces processus fonctionnent mal, ils pourraient expliquer en partie pourquoi la dette intérieure ne cesse de croître au Cameroun.

1.1.2 Mesures des dépenses budgétaires

Examiner les dépenses budgétaires va bien au-delà de la lecture des chiffres votés chaque année. Ce travail repose sur des indicateurs capables de mesurer non seulement leur ampleur, mais aussi leur répartition, leur pertinence ou encore leurs effets concrets. De nos jours, gérer les deniers publics implique moins de compter les euros engagés que d'évaluer les méthodes utilisées, leur régularité ainsi que les impacts obtenus.

On commence souvent par regarder les dépenses publiques totales, soit en chiffres bruts soit rapportées au produit intérieur brut. Voilà comment mesurer l'importance de l'État dans l'activité économique. Dès le XIXe siècle, Adolph Wagner avait observé une hausse régulière de ces dépenses quand un pays se développe. Cette évolution s'explique par des besoins sociaux plus complexes et une intervention étatique qui s'étend. Pourtant, ce critère seul ne dit rien sur la qualité des choix budgétaires. Un montant élevé n'implique pas nécessairement des actions bien ciblées ou utiles.

Ce deuxième critère examine le niveau d'utilisation du budget, calculé en divisant les dépenses réellement engagées par le montant initial prévu. Chaque année, cette donnée reflète si les services publics mettent bien en œuvre leurs plans financiers. Souvent, quand ce taux reste bas, cela cache des blocages internes, des appels d'offres trop lents, des projets mal prêts ou un manque de liquidités. En revanche, dépasser souvent les limites fixées suggère parfois des prévisions optimistes ou une gestion floue des ressources. Sur ce point précis, selon Richard Allen et Daniel Tommasi en 2001, juger un budget suppose avant tout d'en observer la mise en pratique effective.

Troisième point clé : comment l'argent public est utilisé, tant par destination économique que par rôle dans la société. En matière d'économie budgétaire, on sépare souvent les sorties régulières - paie des agents, achats, aides versées - de celles destinées à construire ou moderniser. Du côté fonctionnel,

chaque euro peut être suivi selon qu'il va à l'école, aux hôpitaux, à l'armée, aux routes ou au fonctionnement de l'État. Observer cette répartition donne une idée précise des choix concrets du pouvoir politique. Dès 1959, Richard Musgrave insistait sur ce détail crucial : ce n'est pas seulement combien l'État dépense qui compte, mais surtout quoi en faire, car cela façonne sa réponse face aux ruptures sociales ou économiques.

Plusieurs économies africaines accordent une attention marquée aux déséquilibres dans leur répartition des ressources publiques. Des études nombreuses indiquent que les charges de fonctionnement absorbent souvent une part importante du budget national, ce qui limite les moyens disponibles pour le développement économique. Selon Kako Nubukpo, un obstacle majeur à la mutation profonde de ces États réside dans une orientation budgétaire peu favorable aux activités capables d'accroître la performance productive.

Une autre mesure concerne la structure inflexible des dépenses publiques. On observe ici les postes que l'on ne peut guère diminuer rapidement : salaires de fonctionnaires, retraites, aides imposées par la loi ou remboursements d'intérêts sur la dette. Quand ces éléments pèsent lourd dans le budget, l'espace disponible pour réagir face à une crise économique diminue nettement. Alors, ajuster les comptes publics prend une tournure délicate, poussant souvent vers un accroissement de l'emprunt national afin de couvrir les obligations fixes.

Dans ce pays, les coûts liés à l'administration et aux rémunérations pèsent souvent très lourd dans le budget national. Quand ils grignotent une grande partie des fonds disponibles, il reste peu pour construire de nouvelles infrastructures ou honorer les dettes locales. Parfois même, cela freine nettement toute initiative publique ambitieuse.

De nos jours, l'analyse des budgets publics intègre souvent des mesures liées à la performance. Plutôt que de se limiter au montant dépensé, on observe désormais ce qui est concrètement accompli grâce à ces fonds : progression du nombre d'enfants scolarisés, couverture médicale atteinte, état des routes ou bâtiments, gains en production nationale, baisse sensible du taux de pauvreté. Même lorsque les chiffres semblent impressionnants, certaines institutions soulignent un point crucial. Par exemple, la Banque mondiale comme le FMI insistent fréquemment sur un constat simple : dépenser beaucoup ne signifie pas réussir davantage. Sans impact visible, même un budget conséquent peut manquer son objectif.

Cette perspective reprend celle de Gerald Caiden (2006), selon lequel l'administration actuelle se juge par ses effets, pas uniquement par son usage budgétaire. Ce n'est pas la régularité financière qui prime désormais, cependant bien l'apport réel à la société.

Pour terminer, il est utile de rappeler que suivre les dépenses publiques demande d'inclure un suivi sur plusieurs périodes. Quand certains services versent beaucoup trop tard dans l'année, cela ralentit leur efficacité et rend plus difficile le contrôle quotidien des flux. Ce décalage persistant dans le calendrier des paiements entraîne parfois des difficultés pour régler à temps, ce qui augmente peu à peu les dettes entre entités publiques.

Finalement, évaluer les dépenses budgétaires implique plusieurs angles d'analyse à la fois. Des données chiffrées s'ajoutent à des critères organisationnels, chronologiques ou encore des aspects non mesurables. Cette diversité dans les méthodes prend du sens ici puisque, petit à petit, elle dévoile comment certains traits de la dépense étatique affectent l'accroissement de la dette nationale camerounaise.

1.1.3 Origine des dépenses budgétaires

Ce n'est pas toujours par choix que l'État accumule des dettes en son propre pays. Souvent, ce sont les dépenses qui dépassent ce qu'il arrive à collecter au fil du temps. Quand les rentrées d'argent ne suivent plus, emprunter localement devient une option courante. Parfois même, repousser certaines sorties d'argent fait partie des solutions utilisées. En arrière-plan, derrière chaque montant dû, il y a aussi la pression des règles existantes et des conditions économiques présentes. Le manque d'équilibre dans les comptes se transforme alors lentement en passif visible. Pas seulement un problème de chiffres, mais aussi de contexte réel.

Ce qui pèse avant tout, c'est le trou dans les comptes publics. Quand un pays dépense régulièrement davantage que ce qu'il ramasse en recettes, il cherche ailleurs de quoi combler l'écart. Selon Richard Musgrave (1959), emprunter peut-être courant pour couvrir un besoin passager, du moment que cela tient sur la durée. Mais si les manques à gagner s'enracinent, alors l'endettement enfle, année après année.

Parfois, dans les pays moins riches, le manque de base fiscale pèse sur les comptes. Le vaste secteur non déclaré joue aussi son rôle. Les rentrées d'argent varient beaucoup selon les périodes, ce qui complique tout. En plus, l'appareil administratif peine à suivre. Comme l'a souligné Vito Tanzi il y a longtemps, ne pas réussir à réunir assez de fonds locaux crée des pressions sérieuses. Au Cameroun,

construire routes ou écoles coûte cher. Ajouté aux dépenses pour la santé ou les retraites, cela tire tout vers le haut. La sécurité intérieure exige elle aussi toujours plus chaque année.

Pas seulement le déficit, mais aussi les pressions sur la trésorerie alimentent parfois la dette nationale. Quand les rentrées d'argent arrivent plus tard que les dépenses, même un compte public balancé vacille. L'État emprunte alors à court terme, via des bons du Trésor ou des prêts immédiats. Richard Allen avec Daniel Tommasi, dans une étude datant de 2001, montre ceci : tout repose sur la façon dont on gère ces flux d'argent au jour le jour. Un contrôle serré évite souvent les dettes internes inutiles.

Ce qui pèse aussi, c'est le retard dans les paiements publics. Quand le gouvernement dépense mais tarde à solder ses comptes, cela crée une dette cachée en interne. Des ardoises jamais réglées prennent alors du volume au sein de la dette nationale. En Afrique nombre d'États traînent ce fardeau invisible. Cela vide peu à peu les caisses des boîtes installées sur place. Moins d'argent disponible freine les nouveaux projets privés. Et tout cela étouffe doucement la machine économique. Bruno Bekolo Ebe observe cette usure silencieuse au Cameroun.

Quand les dépenses sont coincées dans des cases étroites, la machine financière perd du souffle. Surtout si les traitements, les rouages administratifs ou les dettes passées bloquent une grande part du budget. Du coup, quand l'économie tousse ou que l'argent entre moins bien, il reste très peu de place pour bouger. C'est là qu'on emprunte souvent davantage, faute d'autres options.

Parfois, ce sont les marchés locaux qui tirent la dette nationale vers le haut ou vers le bas. Quand les banques ont assez d'argent disponible, emprunter devient plus fluide. Un peu partout, on voit que des obligations bien organisées aident les pays à se financer autrement. Au fil du temps, dans la région CEMAC, les investissements en titres publics ont pris de l'épaisseur. Le Cameroun, comme ses voisins, profite lentement de cette évolution pour stabiliser son budget.

Encore aujourd'hui, on se demande jusqu'où monter la dette sans tout casser. Dès qu'elle devient trop lourde, les comptes publics vacillent et les projets sont mis de côté. Tout dépend en fait de comment tourne l'économie, qui dirige, et si les impôts rentrent vraiment. Bruno Bekolo Ebe insiste : regarder juste le rapport dette sur PIB ne suffit pas pour le Cameroun. Mieux vaut mesurer ce que produit vraiment le pays, et s'il arrive à nourrir sa propre expansion.

Quand même, si les prêts neuf payent surtout les dettes d'avant ou leurs intérêts, le cycle du renouvellement devient une routine. Ce point précis, Evsey Domar l'a clarifié en 1944 : tout repose sur comment évoluent ensemble la croissance, le prix de l'emprunt et ce que l'État arrive à économiser

chaque année. Plus tard, Henning Bohn précise un autre angle pourvu que les décideurs ajustent vraiment leur dépense quand la dette grimpe, elle peut rester gérable.

Au bout du compte, ce sont surtout les déficits qui alimentent la dette locale au Cameroun. Pourtant, sans trésorerie souple, chaque besoin urgent pousse à emprunter davantage. Les charges figées y contribuent aussi, bloquant toute marge de manœuvre. En parallèle, les rentrées fiscales insuffisantes creusent encore l'écart. Quand les retards de paiement s'accumulent, cela force la main aux autorités. Le contexte des marchés influence alors fortement les choix pris. Derrière ces mécanismes se cache une réalité plus profonde : la qualité des institutions façonne tout. Finalement, cette dette n'est pas qu'un outil bancaire ; elle expose en même temps les failles durables du système financier public.

1.1.4 Dynamisme du cycle des dépenses budgétaires

Chaque euro public suit un chemin bien précis, du moment où il est prévu dans le budget jusqu'à ce qu'il soit réellement payé. Ce trajet-là joue un rôle clé : sans lui, l'argent promis ne devient jamais réalité sur le terrain. Même si les montants sont votés, tout peut bloquer plus tard. L'efficacité d'un pays se mesure aussi à la façon dont il gère chaque étape après le vote. Le vrai test commence quand les décisions doivent passer à l'acte. Un bon budget ne suffit pas s'il traîne trop longtemps avant d'être appliqué.

Souvent, les dépenses publiques suivent un cheminement précis en quatre temps. Un engagement survient quand l'État accepte une obligation d'argent vis-à-vis d'une personne extérieure. Ce n'est qu'après vérification que la dette est confirmée, étape appelée liquidation. À ce moment-là, on fixe le prix juste sans erreur possible. Ensuite vient l'ordonnancement, autrement dit l'autorisation écrite de payer. Le dernier acte ? L'envoi réel de l'argent depuis les caisses officielles.

Pour Richard Allen et Daniel Tommasi en 2001, la chaîne de la dépense vise deux buts à la fois : elle veut que chaque acte suive la loi tout en veillant à ce que l'argent public ne soit pas mal utilisé. À chaque moment du processus, une vérification entre en jeu pour bloquer les erreurs, éviter les dépenses excessives ou prévenir des écarts dans le budget prévu.

Pourtant, sur le terrain, le processus ne suit pas toujours un chemin droit. Parfois, les choses ralentissent dès le départ, surtout quand les dossiers manquent au moment de libérer les fonds. Ce sont souvent les validations qui s'enlisent, traînant en longueur sans raison claire. Même lorsque tout est prêt, l'argent peut rester bloqué par manque de disponibilité. Chaque accroc entame un peu plus l'efficacité globale. Moins de résultats suivent alors, malgré les plans prévus.

Partout dans les pays moins riches, c'est au moment de régler qu'on voit des problèmes surgir. Quand une dépense passe par tous les niveaux mais reste impayée, elle devient ce que doit l'État à celui qui a fourni un service ou un bien. Petit à petit, ces dettes non soldées s'accumulent. Elles finissent par gonfler sans apparaître clairement dans les comptes officiels. Ce défaut de suivi touche autant le budget annuel que la montée cachée de l'emprunt national.

Au Cameroun, ce sujet pèse lourd. Quand les caisses sont vides, que chaque démarche traîne, que les décisions s'enlisent dans les bureaux ou que tout se paie au dernier moment, rien ne circule vite. Du coup, certaines boîtes qui travaillent pour le gouvernement attendent leurs paiements trop longtemps. Ce blocage étouffe peu à peu la trésorerie des entreprises locales.

Quand l'État tarde à payer, ça secoue le terrain pour pas mal d'entreprises. Surtout celles de taille modeste qui compte sur ses commandes. Bruno Bekolo Ebe a montré comment ces retards pèsent vraiment. Des dettes qui traînent, et hop, les boîtes freinent leurs dépenses. Elles repoussent des frais urgents. Parfois même, elles se tournent davantage vers la banque. Moins d'investissement suit souvent ce mouvement. Un cercle tendu commence là.

Ce n'est pas seulement le budget qui compte, mais aussi comment les institutions fonctionnent. Selon Douglass North en 1990, ce sont souvent les règles invisibles ou écrites qui orientent vraiment l'économie. Quand on regarde la manière dont l'argent public est géré, on voit que tout tourne autour d'étapes bien pensées, de rôles précis pour chacun, sans oublier des vérifications régulières. Sans cela, même un bon plan peut mal finir.

En même temps, certaines transformations récentes en matière d'administration mettent l'accent sur l'efficacité pendant toutes les étapes de la dépense. Aujourd'hui, il ne s'agit pas uniquement de respecter les procédures, cependant d'allouer à bon escient et au moment opportun. Du coup, on voit apparaître davantage de budgets liés à des objectifs concrets, un suivi fondé sur les impacts obtenus ainsi que des plans financiers pluriannuels dans divers pays du continent africain.

Finalement, c'est dans la manière dont l'argent public circule qu'on voit si l'État arrive vraiment à offrir des services ou à investir utilement. Quand tout avance sans accroc, cela renforce la stabilité financière et inspire davantage confiance. En revanche, si les paiements traînent, s'enlisent, alors la dette interne a tendance à grimper - au Cameroun, ce phénomène joue un rôle clé. La machine tourne mal quand rien ne suit son cours.

1.2. Concept de dette publique intérieure

1.2.1. Définition et formes

Ce que l'on appelle dette publique locale regroupe toutes les dettes prises par le gouvernement et ses services vis-à-vis d'acteurs installés dans le pays. Plutôt que de s'adresser à des étrangers, comme c'est le cas pour la dette versée hors des frontières, celle-ci se fait en devise du pays ou via les circuits financiers locaux. Quand ce que rapporte l'État ne paie plus ce qu'il doit débourser, il a souvent recours à cet outil pour combler le manque.

Le Fonds monétaire international explique que la dette intérieure inclut ce que l'État doit aux banques, sociétés ou particuliers du pays. Parfois, elle naît de prêts officiels. D'autres fois, elle vient des factures non réglées par le gouvernement au fil du temps. Chaque créancier local fait partie de ce calcul global. Même les caisses sociales peuvent être concernées. Les retards de paiement comptent comme une forme d'endettement réel.

Parfois, on trouve différents types de dettes publiques internes. D'abord viennent celles liées aux prêts obtenus par l'État via des bons du Trésor, des obligations ou d'autres titres vendus localement. Grâce à ces outils, des fonds sont réunis vite, en plus de renforcer peu à peu le système financier local.

Ce type de dette prend la forme d'obligations inscrites mais pas encore payées. Souvent, il s'agit de factures aux prestataires, arriérés de paie, retraites non versées. Des crédits d'impôt attendus traînent aussi dans ce registre, tout comme des aides promises sans être débloquées. Beaucoup de pays du continent accumulent ces montants par manque régulier de liquidités disponibles.

Parfois, une autre manière apparaît : celle de l'obligation sociale. Elle inclut ce qu'on doit aux administrations publiques ou semi-publiques - pensions, régions autonomes, structures officielles précises. Souvent, ces dettes restent invisibles dans les comptes longtemps. Elles n'intègrent le bilan national qu'après un certain délai.

Au Cameroun, la dette intérieure prend une tournure à part. Elle contient depuis longtemps beaucoup de dettes envers des fournisseurs liées au budget. Ces sommes dues aux sociétés locales viennent d'un décalage : les dépenses sont engagées bien avant d'être payées. Du coup, ce retard forme un pont entre le fonctionnement des finances publiques et la montée de la dette nationale.

Un peu comme un outil bien affûté, la dette publique intérieure, selon Richard Musgrave, aide parfois à maintenir l'économie stable si elle sert à financer des projets qui rapporteront plus tard. Pourtant, quand les retards dans le paiement s'accumulent ou que les dépenses ne sont jamais vraiment

surveillées, cette même dette cesse d'aider pour montrer plutôt qu'un problème profond existe quelque part dans la gestion de l'argent public.

Finalement, ce n'est pas seulement les bons du Trésor qui font partie de la dette intérieure. Tout ce que l'État doit aux organismes locaux entre aussi en compte. Du coup, il faut regarder plus loin que les apparences. Au Cameroun par exemple, les arriérés payables aux fournisseurs pèsent fort dans cette histoire.

1.2.2. Mesure

Ce n'est pas seulement un chiffre. La dette intérieure reflète tout ce que l'État doit aux personnes vivant dans le pays, à un moment précis. On y voit clair sur la manière dont les finances sont tenues. Ce suivi expose aussi si des pressions pourraient venir gêner l'équilibre économique plus tard. Sans cela, difficile de juger la stabilité réelle.

Souvent on se base sur la valeur dite nominale des dettes en cours. Cela veut dire le capital encore dû pour les bons du trésor, crédits bancaires ou dettes validées par l'État. Avec cette façon de faire, comparer dans le temps devient plus simple. Les chiffres officiels prennent appui dessus aussi souvent.

Ce calcul prend en compte ce que coûte vraiment rembourser une dette, surtout quand elle s'étale sur plusieurs années ou mélange différents taux d'intérêt. Plutôt complexe à première vue, il donne pourtant une image plus juste de son impact financier.

Parfois, on compare la dette nationale au PIB. Ce chiffre montre si l'économie peut porter ce poids. D'autres fois, les experts préfèrent regarder du côté des revenus de l'État. Cette proportion indique combien d'efforts sont nécessaires pour payer chaque année. La taille de la masse monétaire entre aussi dans le calcul. Chaque indicateur raconte une partie différente de l'histoire. L'un ne vaut pas mieux que l'autre - ils complètent seulement les angles morts.

Au Cameroun, évaluer la dette interne bute sur des obstacles précis. Ce sont surtout les dettes sans titre qui posent problème. On pense aux factures impayées versées aux vendeurs. Parfois aussi, les administrations s'envoient des créances sans tout régler. Beaucoup d'engagements traînent, jamais soldés. Sans compter ces cas, le montant total paraît plus bas qu'il ne l'est vraiment. La vraie taille de cette dette reste souvent cachée.

La Banque mondiale dit que tout repose sur la solidité des comptes. Quand l'info circule bien entre les services, le calcul tient la route. Sans bonnes données, difficile de suivre où va l'argent. L'éclairage

vient du haut quand chaque pièce est en place. Moins on cache, plus le cap reste net. Si rien ne manque dans les chiffres, la gestion avance droit.

Ce travail porte surtout sur les dettes envers les fournisseurs. On y observe avec attention ce qui reste dû. Les échéances de paiement sont passées au crible. Les sommes dues par certaines sociétés font aussi l'objet d'un examen précis. Chaque élément affiné donne un aperçu plus juste que la méthode habituelle centrée sur les obligations publiques.

Voilà pourquoi compter juste les dettes officielles ne suffit pas. Parfois, ce sont les promesses silencieuses du budget qui pèsent le plus. Sans les voir, on croit tout savoir - alors qu'on en manque une grande part.

1.2.3. Origine et dynamique

Loin d'être seulement un héritage du passé, la dette nationale naît surtout quand les entrées d'argent ne suivent plus le rythme des sorties. Si le Trésor constate un écart croissant entre ce qu'il perçoit et ses engagements financiers, il choisit souvent de s'endetter localement plutôt que de suspendre certains versements prévus. Parfois même, repousser des paiements devient une solution temporaire face à cette pression continue.

Loin d'être toujours nuisible, un trou dans les comptes publics trouve parfois sa justification selon Keynes quand il stimule l'économie sous perfusion. Ce choix politique transforme alors l'emprunt national en levier temporaire pour redresser la production. Pourtant, si ces manques à gagner persistent tandis que les rentrées fiscales stagnent, le fardeau de la dette finit par s'enraciner durablement.

Certains éléments contribuent à ce mouvement : un recouvrement fiscal en berne, des dépenses opérationnelles peu flexibles, une augmentation des coûts liés aux rémunérations, une planification budgétaire mal calibrée, des aléas extérieurs et parfois une gestion administrative imparfaite. Sous leur effet combiné, les finances publiques subissent une tension constante.

Au Cameroun, une part importante de la dette interne provient surtout des retards dans le règlement des fournisseurs. Quand les travaux commandés par l'État avancent sans être payés à temps, ce sont des entreprises privées qui finissent par porter ces montants sur leurs livres comme créances non honorées. Petit à petit, ces impayés deviennent des obligations pour le secteur public. En réalité, cela montre bien comment certaines étapes du budget ne fonctionnent pas correctement.

Quand les taux montent, le poids de la dette intérieure s'accroît souvent. L'emprunt à court terme utilisé pour solder des dettes passées devient risqué en période de ralentissement économique. Parfois,

chaque nouveau prêt alourdit encore la charge globale. Un cercle difficile se met alors en place sans qu'on y prenne garde. La pression croissante sur les finances publiques suit peu après.

Ce n'est pas seulement le niveau de la dette qui compte, mais aussi ce qu'il se passe autour. Olivier Blanchard insiste sur un point précis : tout tourne autour de la différence entre deux vitesses. Si celle du revenu national devance régulièrement celle des intérêts, alors les comptes tiennent mieux. Mais dès que cette dynamique bascule, chaque année ajoute une pression nouvelle. Ce déséquilibre lent change peu à peu la donne. Le fardeau grandit sans même qu'on augmente l'emprunt.

Ce n'est pas une donnée figée, la dette nationale change constamment. À mesure que les décisions fiscales avancent, elle se transforme aussi. Les contextes économiques influencent ses mouvements tout autant que la manière dont les autorités administrent les ressources. En étudiant son comportement dans le temps, on perçoit mieux ce qui s'est produit avec les comptes publics du Cameroun ces dernières années.

1.2.4. Enjeux économiques

Parfois, la dette publique interne pose des défis importants pour l'économie, puisqu'elle touche à la fois le budget national, la trésorerie des entreprises privées et la stabilité globale. Quand son encadrement est rigoureux, elle sert d'outil efficace pour mobiliser des ressources ; si sa trajectoire échappe au contrôle, elle pèse sur la confiance économique.

Le financement de l'action publique soulève une question importante. Grâce à l'endettement intérieur, l'État maintient ses dépenses d'investissement, prolonge les services essentiels et réagit aux aléas de trésorerie. Même quand les recettes courantes baissent, cet outil reste utile pour stimuler l'économie. Ainsi fonctionne ce levier dans certaines phases budgétaires.

Ce défi prend sa source dans ce qu'on appelle l'effet d'éviction. Dès lors que la puissance publique absorbe une part importante des ressources financières nationales, celles-ci deviennent plus rares pour le secteur marchand. En conséquence, les firmes peinent parfois à obtenir les prêts nécessaires à leur développement. Ce dilemme, selon Richard Musgrave, structure un choix fondamental en matière de gestion économique. Chaque décision budgétaire résonne ainsi bien au-delà du seul budget étatique.

Troisièmement, la pérennité des activités économiques locales pose question. Au Cameroun, quand l'État tarde à régler ses factures, les petites structures qui lui fournissent des services sont mises sous pression. Souvent, elles peinent à boucler leurs fins de mois, ce qui pousse certains employeurs à

licencier. D'autres choisissent d'attendre avant d'engager dans du nouveau matériel ou des projets ambitieux.

Loin d'être négligeable, la dette interne touche au cœur de la fiabilité financière d'un pays. Quand un gouvernement retarde trop longtemps ses règlements, cela ternit son image auprès des marchés, des établissements prêteurs ou encore des alliés commerciaux. En revanche, honorer les dettes à temps construit peu à peu une réputation solide dans le monde économique.

À la fin, le niveau de dette nationale affecte les choix en matière de gestion monétaire et budgétaire. Quand l'État emprunte trop, cela tire parfois les taux vers le haut, redistribue autrement les prêts dans l'économie, tout en renforçant la place des obligations d'État dans les portefeuilles bancaires.

À y regarder de près, les implications financières liées à la dette nationale vont au-delà du cadre strictement budgétaire. La croissance économique en dépend tout autant que le niveau d'emploi ou encore l'élan donné aux initiatives privées. Ce qui se joue aussi, c'est la crédibilité même du gouvernement face aux acteurs du marché. Au Cameroun plus particulièrement, régler les arriérés dus aux fournisseurs devient un levier clé pour stabiliser les comptes publics et relancer l'appareil productif.

SECTION II : REVUE DE LITTERATURE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

Parler d'argent public, c'est presque toujours parler de dettes. Pourtant, beaucoup oublient ce qui se passe vraiment entre le moment où on décide de dépenser et celui où l'on paie. Dans les pays pauvres, ça compte plus que prévu. Les blocages là-dedans créent des retards, du stress financier, parfois même de la dette cachée. L'économie en dit long dessus - mais trop reste centré sur les chiffres globaux. Ce qu'on néglige ? La façon dont ces budgets sont appliqués. Quand tout coince au milieu, les comptes débordent sans prévenir.

Au Cameroun, ce sujet attire surtout l'attention. Ce n'est pas juste un outil pour lever des fonds, la dette nationale montre aussi les blocages dans l'appareil étatique. Ensuite viennent les idées clés de la théorie, puis ce que disent les faits observés. Pour terminer, on y voit plus clair sur ce qui manque encore dans les analyses déjà publiées.

2.1 Revue de littérature théorique

2.1.1. Théorie de l'endettement public

(John Maynard Keynes, approche contra-cyclique)

Ce n'est pas seulement par hasard que l'approche keynésienne met en avant la dépense publique comme levier majeur pour influencer l'économie. Quand la demande globale faiblit, des mesures publiques plus larges peuvent ranimer activité et emploi sans attendre. Si les rentrées habituelles manquent à l'appel, emprunter s'avère alors pertinent plutôt qu'un simple pis-aller. La dette apparaît dès lors non comme une erreur, mais comme un outil cohérent dans certaines situations économiques.

Un ralentissement économique ouvre des marges à l'intervention. Selon Keynes, un déficit budgétaire entre alors dans ce cadre sans pour autant trahir l'équilibre global. Plutôt que d'obéir aux règles strictes du bilan, il sert un objectif plus large. L'effet attendu guide l'usage de la dépense publique. Ce qui compte, en fin de compte, se mesure par l'impact sur l'activité. Une lecture purement chiffrée laisse échapper cette dimension.

Ce type de stratégie fonctionne selon une idée claire : quand la crise frappe, le gouvernement emprunte. Pendant les temps forts de croissance, il réduit sa dette pas à pas. Les dépenses publiques jouent ici un rôle d'amortisseur face aux mouvements économiques. Elles corrigent les écarts sans attendre qu'on leur donne l'ordre. Leur effet se ressent lentement mais sûrement dans l'activité globale.

Ce modèle repose sur un suivi strict des fluctuations économiques. Lorsque les finances publiques ne sont pas assainies en phase de croissance, les déséquilibres persistent et le niveau d'endettement monte sans retour. Des pays émergents offrent des exemples concrets : leurs dépenses progressent alors que les entrées fiscales stables peinent à suivre.

Au Cameroun, recourir parfois aux dépenses publiques s'explique par la nécessité d'aménager les infrastructures, stimuler l'investissement ou faire face à des perturbations extérieures. Pourtant, que ces mesures portent leurs fruits repose avant tout sur la rigueur dans l'utilisation des fonds, la manière dont les budgets sont pilotés, ainsi que la marge disponible pour honorer plus tard ce qui a été emprunté.

[1] L'approche contra-cyclique désigne une politique économique consistant à soutenir l'activité en période de ralentissement puis à réduire les déficits lors des phases d'expansion.

2.1.2. Théorie de l'équivalence ricardienne

(David Ricardo / Robert Barro)

Quand bien même l'État emprunte pour payer ses dépenses, cette approche suppose un effet limité sur la croissance. Associée d'abord à David Ricardo avant que Robert Barro ne lui donne une structure rigoureuse, elle part du principe que les ménages prévoient déjà les hausses fiscales à venir liées à cet endettement.

Du coup, si un pays emprunte pour couvrir une montée de ses dépenses, les foyers prévoyants mettent davantage d'argent de côté, anticipant des impôts plus élevés plus tard. Résultat : la dépense des ménages stagne, faute de pouvoir réagir comme escompté. En somme, la relance attendue tombe à plat.

Vu sous cet angle, la dette et les taxes repoussées représentent des formes comparables de soutien aux dépenses publiques. L'emprunt ne s'ajoute pas au budget actuel ; il déplace simplement l'exigibilité fiscale vers demain.

Certes, cette approche suppose une information complète, des individus pleinement rationnels, un accès sans friction au financement, une vision à long terme entre générations ainsi que des marchés fonctionnant idéalement. Pourtant, dans plusieurs nations encore émergentes, chacune de ces prémisses s'applique imparfaitement - cela restreint alors l'applicabilité concrète du cadre envisagé.

Même au Cameroun, la théorie de Ricardo met en lumière une idée clé : quand la dette publique croît, elle influence parfois ce que prévoient ménages et firmes. Souvent, c'est à cause d'inquiétudes liées aux impôts plus tardifs ou aux troubles économiques généraux. Dès lors, la manière dont on perçoit l'avenir affecte fortement la portée réelle des politiques budgétaires. Ce sentiment dominant guide bien souvent leurs décisions.

L'équivalence ricardienne reste davantage un cadre théorique de référence qu'une réalité empirique absolue, notamment dans les économies émergentes.

2.1.3. Théorie de la soutenabilité budgétaire et contrainte intertemporelle

Ce n'est pas tant le montant de la dette qui compte, plutôt la persistance du pouvoir public à honorer ses engagements au fil du temps sans menacer l'équilibre général. Un risque apparaît même quand les chiffres semblent stables, dès lors que le financement futur devient incertain malgré une situation actuelle maîtrisée.

Ce n'est pas qu'un équilibre comptable, c'en est une condition : la dette d'aujourd'hui exige des surplus demain, correctement valorisés dans le temps. En somme, emprunter sans relâche suppose tôt ou tard soit plus de rentrées, soit moins de sorties publiques .

Ce n'est pas seulement le niveau de la dette qui compte, mais aussi ce qu'il se passe autour. Olivier Blanchard a mis en lumière un mécanisme central : tout tourne souvent autour de la différence entre deux grandeurs. Le taux d'intérêt réel joue ici un rôle clé face au rythme de l'expansion économique. Quand celui-ci avance plus vite que le coût emprunt, cela change profondément la donne. La pression sur les comptes publics diminue alors naturellement. Mais dès lors que les intérêts grimpent trop longtemps au-dessus de cette expansion, une autre logique prend place. Chaque année ajoute davantage de poids à supporter. Ce déséquilibre amplifie lentement la trajectoire de la dette.

Ce type de stratégie gagne en importance là où l'assiette d'imposition reste limitée, les dépenses difficiles à ajuster ou les secousses venues de l'étranger répétées. Lorsque ces conditions se croisent, ce sont souvent les emprunts nationaux qui mettent sous pression les comptes publics.

En analysant le cas du Cameroun, on observe que l'évolution des dépenses internes pèse sur la viabilité financière. Les dettes accumulées modifient peu à peu la marge de manœuvre économique. Sous cet angle, chaque hausse d'exigences envers les rentrées fiscales transforme les priorités publiques. Par conséquent, examiner comment fonctionne le budget devient une étape discrète mais déterminante. Cela permet surtout d'anticiper où pourrait aboutir le niveau d'endettement.

La contrainte budgétaire intertemporelle exprime l'idée qu'aucun État ne peut durablement accumuler des dettes sans ressources futures correspondantes.

2.1.4. Modèles d'optimisation budgétaire et discipline des finances publiques

Parfois, les outils pour gérer le budget visent à placer chaque euro là où il produit le plus. Quand les moyens manquent, le gouvernement choisit entre payer les salaires, construire des routes, aider les ménages ou rembourser ce qu'il doit. Chaque décision pèse sur l'économie - certaines accélèrent la reprise, d'autres évitent les déséquilibres. Ce dosage reflète toujours un compromis entre dynamisme futur et équilibre immédiat.

Cette approche met en lumière un point essentiel : ce n'est pas seulement le montant qui compte, mais aussi la manière dont il est utilisé. Lorsqu'elle sert à construire des routes, former des enseignants ou soigner les malades, la dépense devient un levier pour demain. Pourtant, si cet argent disparaît dans des projets vagues ou mal définis, il creuse les trous sans offrir de retour visible. Chaque euro engagé doit donc justifier sa place par ses effets réels.

Quant aux finances publiques, leur rigueur tient à l'obligation de suivre certaines normes : les estimations doivent être honnêtes, les écarts budgétaires limités, la dette encadrée, la comptabilité claire, l'utilisation des fonds surveillée. Grâce à ces garde-fous, on freine les abus et l'on rend le gouvernement plus digne de confiance.

Bien que Buchanan et Musgrave aient mis en avant des cadres institutionnels, leur analyse insiste sur un point : les dettes s'accumulent davantage sous la pression de logiques politiques qu'en raison de nécessités économiques strictes. Plutôt que de suivre une discipline financière claire, les décideurs agissent fréquemment selon des motivations liées au cycle électoral ou à la gestion du consensus. Ce désalignement entre intérêt collectif et incitation individuelle conduit alors à repousser les ajustements difficiles. L'écart se creuse quand les coûts futurs pèsent peu dans les calculs immédiats du pouvoir. Ainsi, ce ne sont pas tant les besoins réels qui mènent aux déficits, mais bien la structure même des choix publics. Sans contre-pouvoirs efficaces, la tentation reste forte d'éluder toute contrainte sérieuse.

Au Cameroun, prioriser la gestion des dépenses passe par une planification budgétaire plus rigoureuse, un choix avisé des investissements publics, un contrôle accru sur les paiements dus. Pourtant, réduire l'endettement interne n'exige pas seulement une meilleure administration des finances publiques mais aussi une prise en compte attentive de l'évolution économique globale.

2.2 Revue de littérature empirique

Des études sur les dépenses publiques et l'endettement donnent des conclusions différentes, suivant les pays ou leur niveau économique. Tout dépend aussi de la manière dont les budgets sont gérés, ainsi que du cadre institutionnel dans lequel ils s'inscrivent. Certaines analyses indiquent que ces dépenses stimulent parfois la croissance, renforçant alors la solvabilité. En revanche, quand elles augmentent sans contrôle, elles aggravent souvent les déficits, année après année. Cela pèse longtemps sur la dette, même si cela n'apparaît pas immédiatement.

Ce mémoire s'appuie sur des études concrètes pour inscrire la question caméléonienne au sein d'un contexte plus vaste, nourri par diverses expériences, celles venues d'autres pays, du continent ou produites localement.

2.2.1. Études internationales

Des analyses à travers le monde suggèrent souvent que lorsque les dépenses publiques augmentent sans relâche tandis que les revenus stagnent, la dette tend à se creuser progressivement.

Dans les pays riches, plusieurs travaux ont mis en lumière ce qui se joue sur le moyen et long terme concernant les finances de l'État.

Depuis un vaste ensemble de nations observées, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff [1]constatent que trop de dettes freinent la croissance dès lors que les comptes publics se resserrent. Quand les déficits s'accumulent sans contrôle, cela ouvre souvent la voie à une période longue d'emprunts soutenus. Ce déséquilibre apparaît régulièrement après des années où les dépenses ont dépassé les recettes. Loin d'être ponctuel, ce phénomène se répète dans des contextes très différents.

Par ailleurs, Olivier Blanchard[2]observe que ce n'est pas tant le montant total des dépenses qui compte, mais plutôt comment les taux d'intérêt s'ajustent face à la croissance et aux résultats budgétaires hors intérêts. Même élevée, une dépense publique devient acceptable quand ses effets relancent l'économie sur le long terme.

Certains travaux réalisés sous l'égide de l'OCDE indiquent que, lorsque les États appliquent des cadres budgétaires fiables, leur endettement s'avère souvent plus stable. Un suivi strict des dépenses publiques joue alors un rôle central dans ce résultat. Concrètement, prévoir sur plusieurs années modifie profondément la trajectoire financière. Ce type de discipline structurelle influence directement la soutenabilité de la dette. Des mécanismes contraignants en matière de finances publiques réduisent régulièrement les écarts observés.

Ce que montrent plusieurs études à l'échelle mondiale, c'est un point commun. Le niveau d'endettement public dépend moins du montant global des dépenses. Ce sont davantage la pertinence de ces dépenses, leurs retombées concrètes sur l'économie, ainsi que le cadre rigoureux dans lequel elles s'inscrivent qui font la différence.

2.2.2. Études africaines

Sur le continent africain, les dépenses du gouvernement sont souvent liées à un niveau limité de revenus fiscaux, ce qui pèse sur leur marge de manœuvre. Du fait de cette situation, bien des États accumulent des dettes internes tout en sollicitant davantage de financements depuis l'étranger. L'accès restreint aux ressources propres pousse certains budgets nationaux vers une expansion fragile. Par ailleurs, les pressions pour construire routes, écoles ou réseaux électriques augmentent la pression sur

[1] Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, This Time Is Different: Eight Centuries of Financial Folly, 2009.
[2] Olivier Blanchard, Public Debt and Low Interest Rates, travaux sur la soutenabilité budgétaire et la dynamique dette-croissance.

les finances publiques. En même temps, des difficultés administratives freinent parfois l'utilisation efficace des fonds disponibles.

Ce n'est pas tant le niveau des dépenses publiques qui freine plusieurs économies africaines, selon Kako Nubukpo[3], mais la manière dont ces fonds sont utilisés. Bien souvent, les postes liés à la gestion quotidienne grèvent une large portion du budget disponible. Loin d'être négligeable, cette pression pèse sur les capacités d'investir dans des projets porteurs. En conséquence, les priorités budgétaires semblent mal alignées avec les besoins de croissance durable.

Carlos Lopes[4] préfère souligner qu'il faut penser autrement l'emprunt en Afrique, en le liant clairement aux changements profonds attendus. Quand elle sert à construire ce qui rend plus efficace, la charge financière ne pose pas question - affirme-t-il. En revanche, dès que cet argent compense simplement des déficits récurrents, les risques augmentent. Ce n'est plus alors un levier de croissance, mais un fardeau.

D'après les travaux de la Banque Africaine de Développement, un nombre croissant d'États du continent affiche une hausse marquée de son encours de dette. Cette évolution s'explique par des déséquilibres publics prolongés, couplés à une collecte fiscale insuffisante ainsi qu'à des secousses extérieures survenues ces dernières années. En arrière-plan, les difficultés de liquidité ont aussi joué un rôle clé dans l'aggravation des dettes internes non réglées.

Loin d'être épargnés par les chocs externes, certains pays de la CEMAC voient leurs comptes publics fragilisés à cause du poids dominant du pétrole dans leurs revenus. Bien que les ressources énergétiques représentent une part majeure des entrées, toute chute brutale des cours internationaux frappe rapidement les budgets nationaux. Sans marges suffisantes pour s'ajuster, ces économies peinent à compenser le manque à gagner lorsque les matières premières perdent de leur valeur. Même quand les prévisions semblaient stables, des engagements de dépense inflexibles amplifient les déséquilibres dès qu'un revers survient.

2.2.3. Études camerounaises

En réalité, au Cameroun, ce qu'on observe montre comment l'exécution du budget se lie aux tensions sur la trésorerie ainsi qu'à la trajectoire de la dette locale. Tel est le cas, par exemple, lorsque les dépenses augmentent sans que les rentrées fiscales suivent à un rythme comparable.

[3] Kako Nubukpo, travaux sur la gouvernance macroéconomique et la qualité des dépenses publiques en Afrique de l'Ouest
[4] Carlos Lopes, travaux sur la transformation structurelle et le financement du développement africain

Bruno Bekolo Ebe observe : quand les finances publiques sont sous pression, les versements aux sociétés qui travaillent pour le gouvernement prennent souvent du retard. Ces arriérés deviennent alors une catégorie spécifique d'endettement local, pesant sur la trésorerie des acteurs économiques nationaux[5].

Des recherches menées en France, tout comme celles de François Koum, indiquent que la dette publique affecte les taux d'intérêt ainsi que la dépense des ménages, mettant en lumière un lien concret entre l'accumulation d'emprunts par l'État et les décisions économiques individuelles. On observe alors comment ces effets se propagent jusqu'à influencer l'activité économique globale[6].

En étudiant la dette locale, Tcheuna Biake Maurime montre comment elle augmente tout en changeant de forme. Ce constat expose une tendance claire : les retards de règlement pèsent davantage sur l'évolution globale au Cameroun. Lorsque l'État s'engage sans verser les fonds ensuite, cela creuse un fossé entre décisions et mise en œuvre. Sans ce déblocage rapide, chaque dépense perd de son impact réel. Petit à petit, ces impayés accumulés nourrissent les soldes non réglés[7].

Par ailleurs, les documents officiels émanant du ministère camerounais des Finances et de la Caisse autonome d'amortissement insistent sur un ajustement plus rigoureux de la planification budgétaire, tandis que la maîtrise de la trésorerie apparaît comme une priorité croissante. Sans cela, le contrôle des dépenses engagées devient incertain, freinant ainsi toute tentative réelle de modérer l'évolution du passif national. L'accumulation interne reste préoccupante tant que ces leviers ne sont pas stabilisés.

Ce n'est pas simplement un outil de financement, en réalité, pour le Cameroun - la dette intérieure révèle surtout les failles présentes dans l'acheminement des dépenses publiques. Elle prend forme bien au-delà du rôle attendu, marquant davantage une distorsion qu'un simple mécanisme technique.

2.2.4. Limites des travaux existants

Bien que l'on trouve beaucoup d'écrits sur le sujet, certaines lacunes persistent ici et là.

[5] Bruno Bekolo Ebe, recherches sur la dette intérieure, la trésorerie publique et les contraintes de financement de l'économie camerounaise

[6] François Koum, recherches portant sur l'impact macroéconomique de la dette publique au Cameroun, notamment sur les taux d'intérêt et la consommation privée.

[7] Tcheuna Biake Maurime, études sur la structure de la dette intérieure camerounaise et l'évolution des arriérés de paiement.

D'abord, plusieurs recherches examinent l'endettement public dans son ensemble, tout en séparant mal la composante nationale de celle qui est étrangère. Pourtant, les facteurs associés varient nettement d'un cas à l'autre, ainsi que leurs impacts sur l'économie.

Ensuite, nombre d'études se concentrent sur des indicateurs économiques larges tout en négligeant souvent la manière dont les budgets sont mis en œuvre. Parfois, elles ignorent même les retards dans les versements aux prestataires. Pourtant, ces aspects jouent un rôle central dans bien des États du continent africain.

Par ailleurs, peu d'études examinent précisément comment les dépenses publiques influencent l'évolution de la dette locale au Cameroun. La plupart privilégient une approche large, centrée sur la dette dans son ensemble, le développement économique ou les résultats globaux du budget de l'État.

Par ailleurs, peu d'études portent sur les effets combinés des ajustements budgétaires, de l'expansion du marché intérieur des obligations publiques et des pressions macroéconomiques récentes.

Ce sont précisément ces manques qui rendent nécessaire cette étude, conçue pour analyser avec précision comment la gestion des finances publiques influence l'accroissement de la dette nationale au Cameroun. L'objectif principal repose sur une évaluation fine du lien entre résultats budgétaires et trajectoire de l'endettement local.

Ce chapitre montre que le lien entre réalisation des dépenses budgétaires et dette publique interne s'appuie sur des fondements mêlant concepts, théories et observations concrètes. Plutôt que d'en rester à une vision technique, l'étude du canevas idée révèle combien l'exécution des budgets pèse dans l'équilibre financier public. Car derrière chaque étape - engagement, liquidation ou règlement - se joue la maîtrise de l'État face à ses dettes, son rôle en économie, ainsi qu'un meilleur contrôle des arriérés persistants.

Examiner la dette publique interne montre qu'elle va bien au-delà des obligations émises par le gouvernement. Ce sont tous les engagements vis-à-vis des résidents qui comptent, comme les factures non réglées ou les retards dans les versements. Souvent, dans certains États en voie de développement, notamment au Cameroun, ce type de dette surgit quand les finances publiques vacillent. Parfois, c'est un signe de difficultés à couvrir les dépenses courantes. D'autres fois, cela découle d'une administration peu rigoureuse des flux. La pression sur le budget devient alors visible à travers ces accumulations.

En explorant plus loin, on observe que les cadres conceptuels utilisés révèlent plusieurs façons d'interpréter le lien entre dépense et dette. Plutôt que de voir uniquement un outil, l'optique keynésienne perçoit l'emprunt public comme un levier momentané pour stimuler l'économie dans les phases faibles.

À l'inverse, inspirée par David Ricardo puis affinée par Robert Barro, l'idée d'équivalence suggère que les ménages anticiperaient les taxes futures liées à la dette actuelle, modifiant ainsi leur consommation. D'un autre côté, les travaux sur la soutenabilité insistent : ce n'est pas tant le montant qui compte, mais la régularité avec laquelle la croissance, les revenus fiscaux et le prix des emprunts restent alignés au fil du temps.

Ce n'est pas souvent que la dette publique change sans lien avec d'autres facteurs. Souvent, ce sont les choix en matière de dépenses qui pèsent sur son évolution. La capacité à collecter des ressources influence aussi fortement sa trajectoire. Par ailleurs, le respect des équilibres budgétaires entre en jeu, tout comme l'efficacité des structures institutionnelles. Au Cameroun, certaines études soulignent combien les délais dans les paiements affectent la situation. De même, une part importante des charges peu flexibles contribue à alourdir la pression. En outre, les faiblesses dans l'élaboration du budget amplifient cette tendance.

Ce chapitre montre d'abord que la dette publique nationale ne sert pas qu'à financer les besoins de l'État. En réalité, elle reflète aussi comment les comptes publics sont gérés au fil du temps. Plutôt que de se limiter à son rôle technique, on peut y voir une mesure indirecte de l'équilibre budgétaire. Par conséquent, examiner l'effet des dépenses publiques sur sa trajectoire devient une démarche logique. Même si cela semble secondaire, cette analyse apporte un éclairage utile.

Ce sont là les bases sur lesquelles s'appuie l'analyse qui suit. À présent, il est nécessaire d'exposer le dispositif méthodologique ainsi que le contexte empirique destiné à mesurer, pour le cas particulier du Cameroun, comment les dépenses publiques influencent la trajectoire de la dette intérieure.

CHAPITRE II : EXECUTION BUDGETAIRE ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN : ANALYSE EMPIRIQUE

Partir du cadre théorique vu plus tôt permet maintenant de tester son application au contexte camerounais. Car depuis plusieurs années, la montée régulière des dépenses publiques s'ajoute à une gestion tendue des liquidités. Cela produit un effet : les dettes non réglées s'allongent avec le temps. Du coup, la charge pesant sur l'emprunt national ne cesse de croître. Observer ce mécanisme sur place devient alors nécessaire pour mesurer sa portée réelle.

Ce chapitre vise à examiner concrètement comment l'utilisation des dépenses publiques influence la trajectoire de la dette intérieure au Cameroun, en s'appuyant sur des informations chiffrées relatives à une période donnée. Puisque ces éléments doivent être clarifiés, on débute par une description sommaire des tendances visibles dans les chiffres. Ensuite apparaît le mode d'analyse choisi pour traiter ces données. Finalement, viennent les explications et réflexions découlant des découvertes issues du traitement statistique.

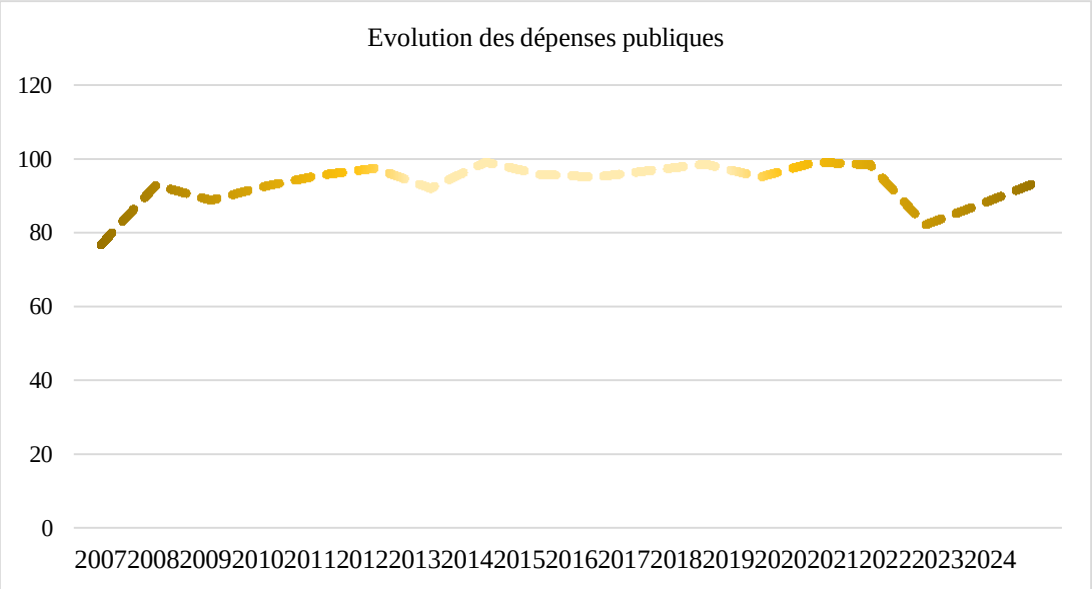
SECTION I : FAITS STYLISES ET STRATEGIES METHODOLOGIQUES

Pour comprendre comment le Cameroun gère ses dépenses publiques et son emprunt interne, il faut d'abord examiner ce qui s'est passé ces dernières années. Du reste, les grandes lignes du fonctionnement apparaissent clairement quand on observe les données récentes. Pourtant, derrière les chiffres se dessinent des logiques profondes liées aux conditions économiques nationales. À mesure que les politiques budgétaires évoluent, elles reflètent aussi certaines limites imposées par le système financier local. En même temps, chaque décision financière s'inscrit dans un cadre marqué par des règles étatiques spécifiques. Ainsi, sans entrer dans les détails techniques, on distingue mieux pourquoi les choses avancent comme elles le font. Finalement, tout cela forme un ensemble cohérent mais loin d'être figé.

À partir de là, la partie expose progressivement l'approche choisie pour mener l'étude. Elle s'appuie sur une structure d'observation permettant de lier les indicateurs budgétaires, financiers et macroéconomiques aux évolutions de la dette nationale, selon les particularités propres au Cameroun. Plutôt que de rester superficielle, l'enquête combine description des faits et outils quantitatifs afin d'éclairer avec précision le fonctionnement analysé.

1.1. Faits stylisés

Graphique 1: Évolution des dépenses publiques



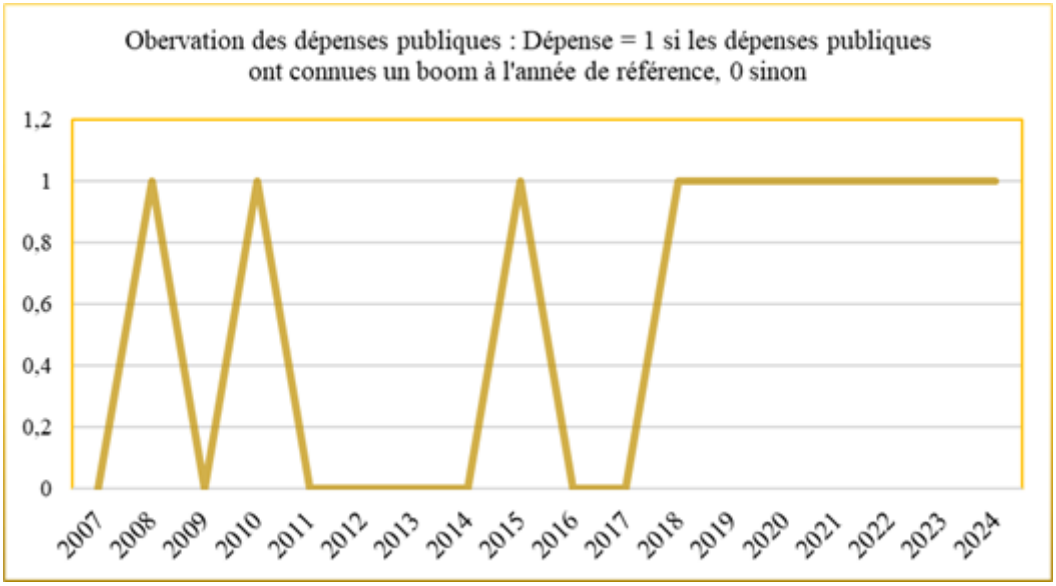
Source : *Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Depuis 2007 jusqu'en 2024, les dépenses publiques camerounaises ont pris de l'ampleur, signe d'un État qui s'implique davantage dans le tissu économique. Pourtant, derrière cette hausse se cachent aussi des pressions croissantes liées au fonctionnement courant. En parallèle, certaines décisions budgétaires visent à stimuler la production tout en adressant des attentes sociales précises. Au fil du temps, ces choix accumulés redessinent peu à peu la portée concrète de l'action étatique. Chaque année ajoute une couche supplémentaire à un engagement financier désormais profondément ancré.

Pourtant, la hausse des dépenses n'a vraisemblablement pas suivi le même rythme que celle des recettes publiques, mettant en lumière des écarts durables dans les comptes. À partir de 2016, une certaine stabilité se dessine, mais à un seuil marqué par l'ampleur des sorties financières - celles-ci étant verrouillées autour de charges inflexibles : rémunérations, aides versées ou prestations sociales.

C'est dans cette situation que les marges de manœuvre financières du gouvernement restent étroites, poussant à davantage s'appuyer sur les ressources nationales. Du coup, l'évolution des dépenses publiques joue un rôle central dans la montée continue de l'endettement local.

Graphique 2 : Observation des dépenses publiques



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Ce schéma en deux états montre comment ont évolué les dépenses publiques, selon une mesure simplifiée : valeur 1 si hausse, zéro quand elles baissent ou restent stables. Entre 2007 et 2024, les variations reflètent des périodes où le budget s'étend succédant à d'autres marquées par un rythme ralenti.

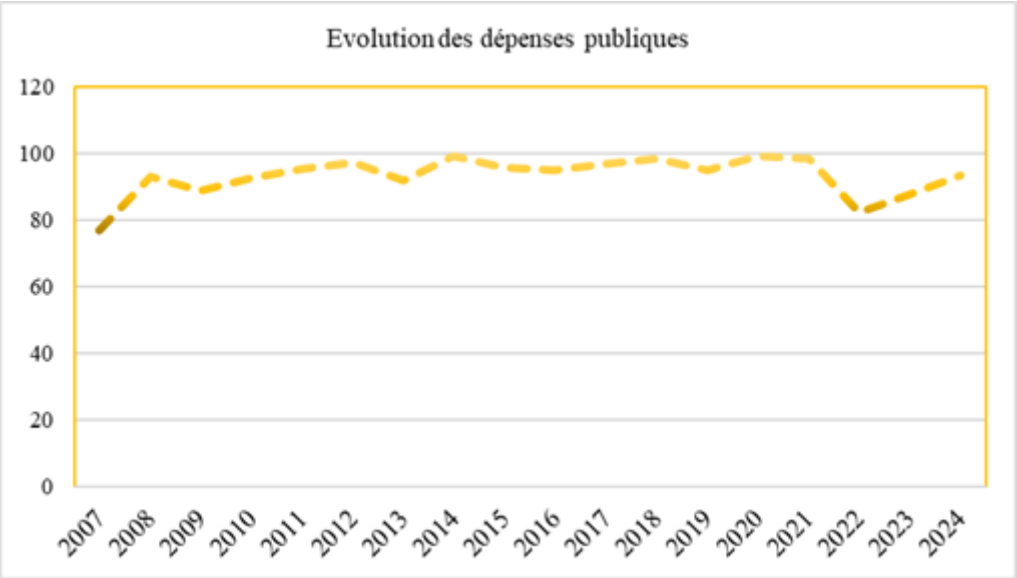
Entre 2007 et 2014, les fluctuations marquées suggèrent des retouches régulières de la politique budgétaire. À compter de 2016, en revanche, l'évolution se calme, reflétant une inertie accrue dans les dépenses après stabilisation des choix antérieurs. Puis vers 2020, un rebond notable apparaît, lié probablement à des interventions hors norme imposées par la sortie de crise.

Ce schéma montre une tendance durable à la hausse des dépenses publiques, bien que des corrections temporaires apparaissent ici et là. Pourtant, derrière ces fluctuations, le mouvement de fond persiste sans interruption marquée. Chaque phase d'économie semble suivie par un retour au rythme antérieur, comme si les pressions profondes reprenaient toujours le dessus. Même quand certaines mesures freinent l'augmentation, elles n'en modifient pas la trajectoire générale. Le temps passe, mais la dynamique globale ne dévie guère. En filigrane, cela révèle une évolution ancrée dans la durée plutôt qu'un phénomène passager.

Loin d'être un effet du hasard, la progression de la dette locale suit en réalité les écarts constants entre recettes et dépenses publiques. Cette trajectoire révèle combien le contrôle des sorties budgétaires

pèse sur l'accumulation d'emprunts au Cameroun. Chaque dérive s'inscrit alors dans une tendance plus large, où les choix de financement façonnent lentement mais sûrement le paysage financier national.

Graphique 3 : Évolution des dépenses publiques (deuxième version)



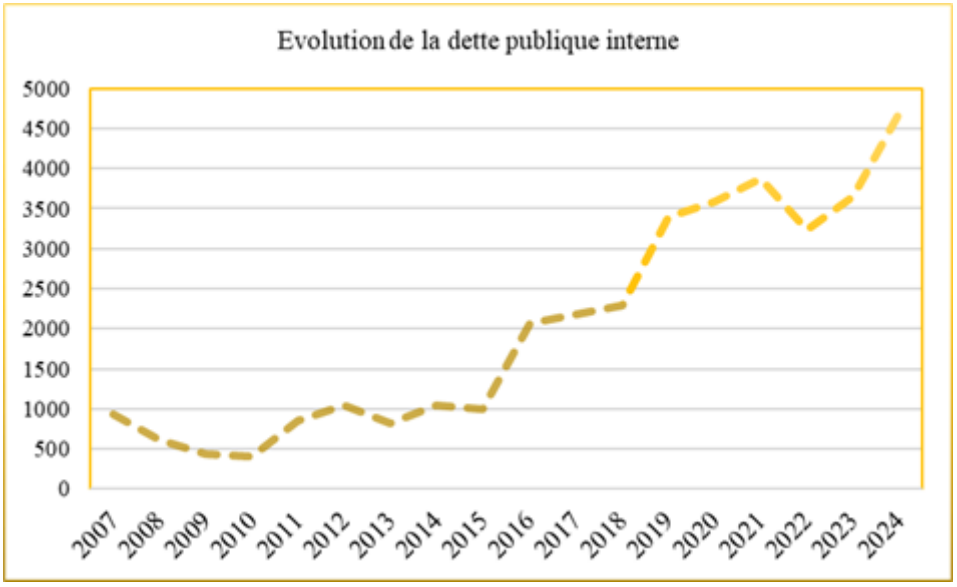
Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Ce troisième graphique présente la même donnée avec un visuel renouvelé ; cela corrobore l'évolution déjà repérée plus tôt. Une nette montée apparaît de 2007 à 2015, puis la courbe s'aplatit pour rester élevée sans reculer.

Après 2015, peu de changement se fait voir, signe que les dépenses publiques bougent à peine. Surtout, elles tiennent bon sous l'effet des obligations en cours. Par la suite, les écarts restent minces. Ce ne sont pas des retournements profonds, plutôt des correctifs liés au moment. La trajectoire globale n'en est pas transformée pour autant.

Ce schéma illustre un fonctionnement budgétaire rigide, marqué par une tendance persistante à l'augmentation des dépenses. Bien que les ajustements soient possibles en théorie, ils se traduisent rarement par des baisses concrètes. L'évolution observée suggère une inertie structurelle difficile à inverser. Chaque nouvelle période amplifie légèrement cette trajectoire ascendante. Ce constat n'exclut pas des marges de manœuvre ponctuelles, mais celles-ci apparaissent limitées dans le temps.

Graphique 4 : Évolution de la dette publique interne



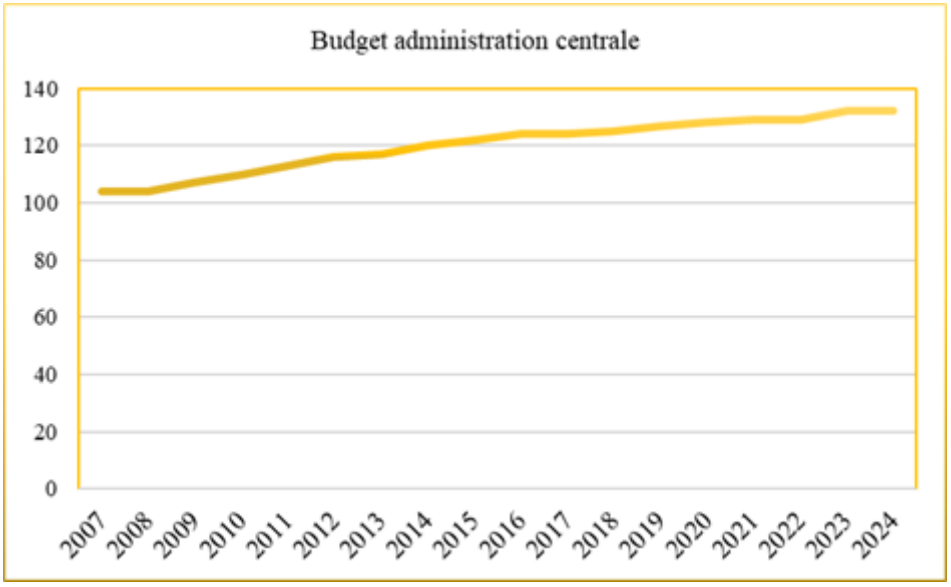
Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

La courbe de la dette publique nationale montre clairement une tendance à la hausse. De 2007 à 2015, les niveaux restent dans des limites raisonnables. Puis, dès 2016, un changement notable se produit. Elle grimpe vite par la suite, sans ralentir avant 2024.

Certainement, cette progression reflète une utilisation plus fréquente de l'emprunt domestique afin de soutenir la croissance des dépenses publiques tout en faisant face à des difficultés passagères de liquidités. Par ailleurs, le rythme renforcé depuis 2020 s'expliquerait par des exigences imprévues nées de la crise sanitaire et de ses répercussions économiques.

Alors que la dette augmente, le danger pour l'équilibre des comptes publics se renforce peu à peu. Ce désalignement grandit parce que les revenus n'arrivent pas à suivre ce rythme effréné. En parallèle, chaque nouveau déficit creuse davantage cette fragilité structurelle. Même si certains ajustements sont tentés ici ou là, ils restent insuffisants face à l'ampleur du phénomène. Sans mesures ciblées et durables, la pression s'intensifiera encore. Un tel dérapage menace non seulement le court terme mais aussi la capacité d'agir demain.

Graphique 5: Budget de l'administration centrale



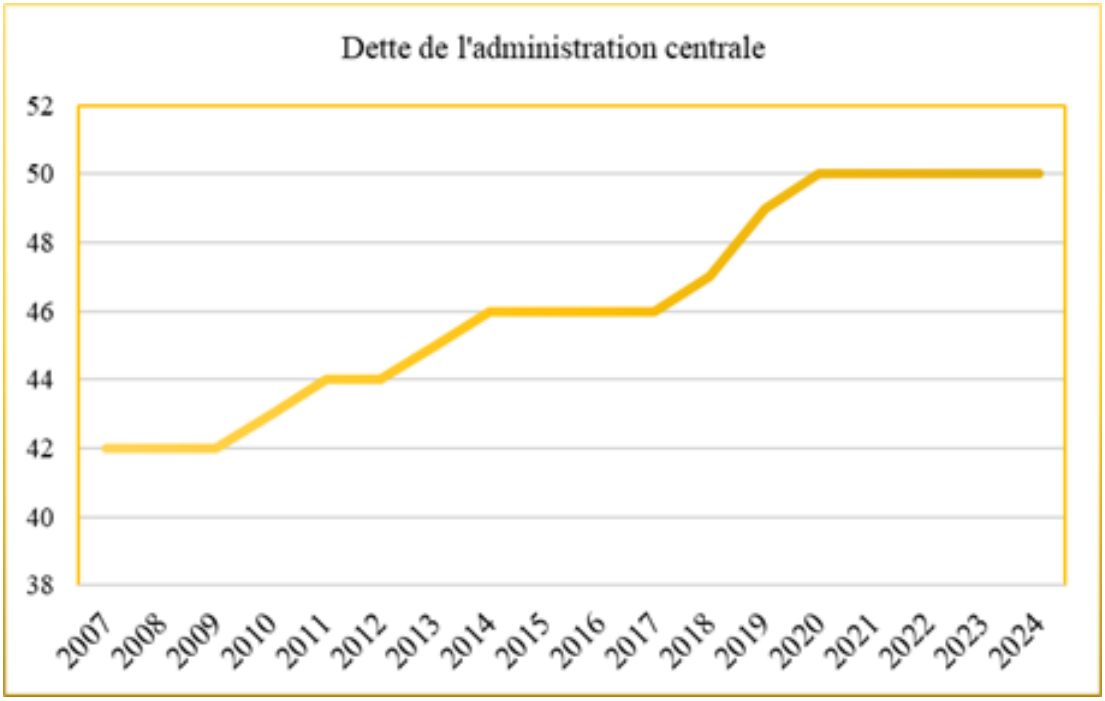
Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Malgré les ajustements annuels, le montant alloué à l'administration centrale reste élevé année après année. Ce constat s'explique surtout par la masse salariale qui absorbe une large fraction des crédits disponibles. Ensuite viennent les frais liés aux infrastructures publiques et aux processus bureaucratiques courants. Souvent sous-estimées, ces dépenses structurelles pèsent durablement sur les finances nationales. Leur stabilité dans le temps indique un modèle difficile à transformer profondément.

Cette organisation des finances publiques affaiblit la possibilité pour le gouvernement de soutenir des initiatives à rendement économique. En outre, quand les recettes baissent, peu d'espace reste pour corriger le cap, puisque ces dépenses changent difficilement.

C'est dans ce contexte que le poids du budget administratif joue un rôle secondaire dans l'augmentation de la dette publique nationale. Par ailleurs, cette pression s'exerce sans être immédiatement visible. En réalité, les dépenses courantes alimentent peu à peu un déséquilibre structurel. Ce mécanisme agit en arrière-plan, loin des mesures spectaculaires. Pourtant, il contribue durablement au creusement de l'endettement interne.

Graphique 6: Dette de l'administration centrale

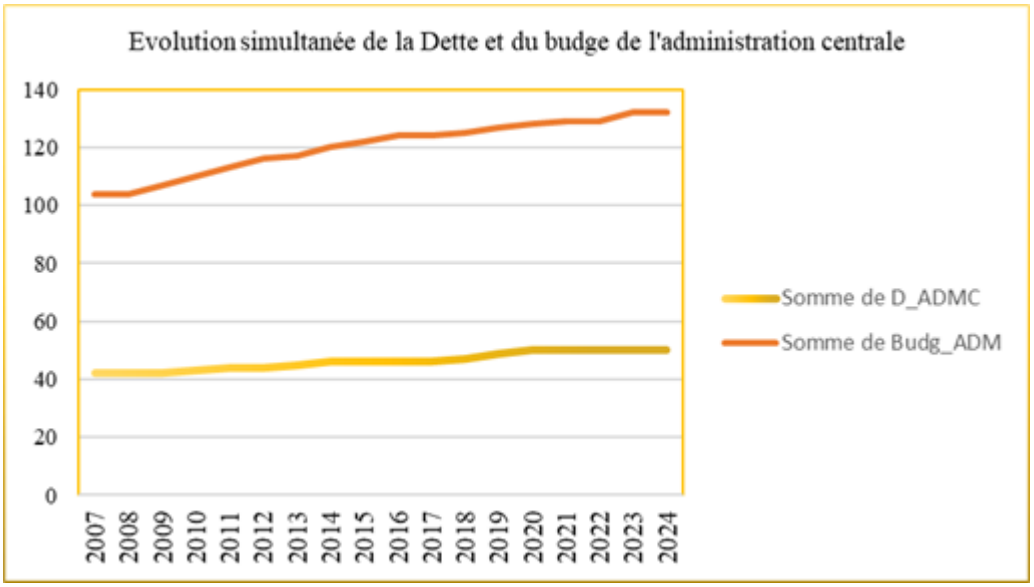


Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Depuis plusieurs années, la dette portée par l'administration centrale progresse sans interruption, même si son rythme reste inférieur à celui observé pour l'ensemble du secteur public. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, cette progression n'échappe pas aux pressions budgétaires qui traversent le paysage financier national.

Parfois, la hausse observée reflète davantage les engagements croissants des institutions que l'expansion des politiques étatiques. Pourtant, comme ce segment reste limité, on devine sans peine que d'autres organismes publics portent aussi une charge notable.

Graphique 7: Évolution simultanée du budget administratif et de la dette



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Lorsqu'on observe ensemble le budget de l'État et l'endettement local, on repère une trajectoire similaire. Le creusement des dépenses publiques va souvent avec une montée du crédit national, indiquant que les frais courants poussent à emprunter localement. Ce phénomène apparaît surtout quand les ressources ne suivent pas le rythme des besoins. L'évolution interne de la dette suit donc celle du déficit structurel. Chaque hausse budgétaire trouve son reflet dans les obligations contractées auprès du marché intérieur.

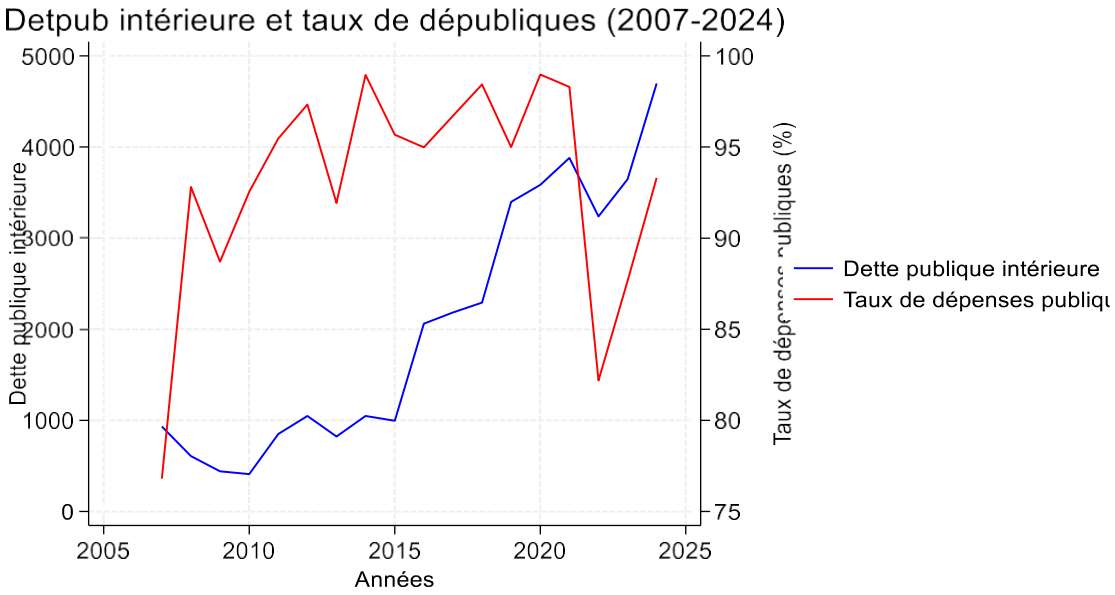
Certes, cette situation trouve une part de son origine dans l'inflexibilité des dépenses liées au fonctionnement administratif - celles-ci englobent avant tout les traitements du personnel, les obligations structurelles et les frais réguliers nécessaires au service public. Faute de ressources budgétaires suffisantes, on observe que l'État recourt fréquemment à l'emprunt national pour maintenir ces sorties d'argent prévisibles.

Pas comme les investissements, qui stimulent parfois l'économie à long terme, les coûts liés au fonctionnement de l'administration apportent peu en retour. Quand on emprunte pour les couvrir, le déséquilibre financier risque de s'enraciner.

Ce schéma révèle une dynamique bien ancrée : l'accroissement progressif des charges courantes nourrit peu à peu la dette locale au Cameroun. Chaque année, les sorties d'argent pour faire tourner l'appareil public ajoutent une pression supplémentaire aux obligations financières déjà existantes. Le poids croissant des salaires et des achats opérationnels pèse sur le budget sans que les recettes suivent

le même rythme. Dès lors, l'État doit emprunter davantage simplement pour assurer la continuité du service public. Ce déséquilibre durable transforme temporairement ce qui devait rester exceptionnel en pratique banalisée. Sans correctifs clairs, cette trajectoire risque de limiter encore plus les marges de manœuvre futures.

Graphique 8: Dette publique intérieure et taux de dépenses publiques (2007-2024)



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

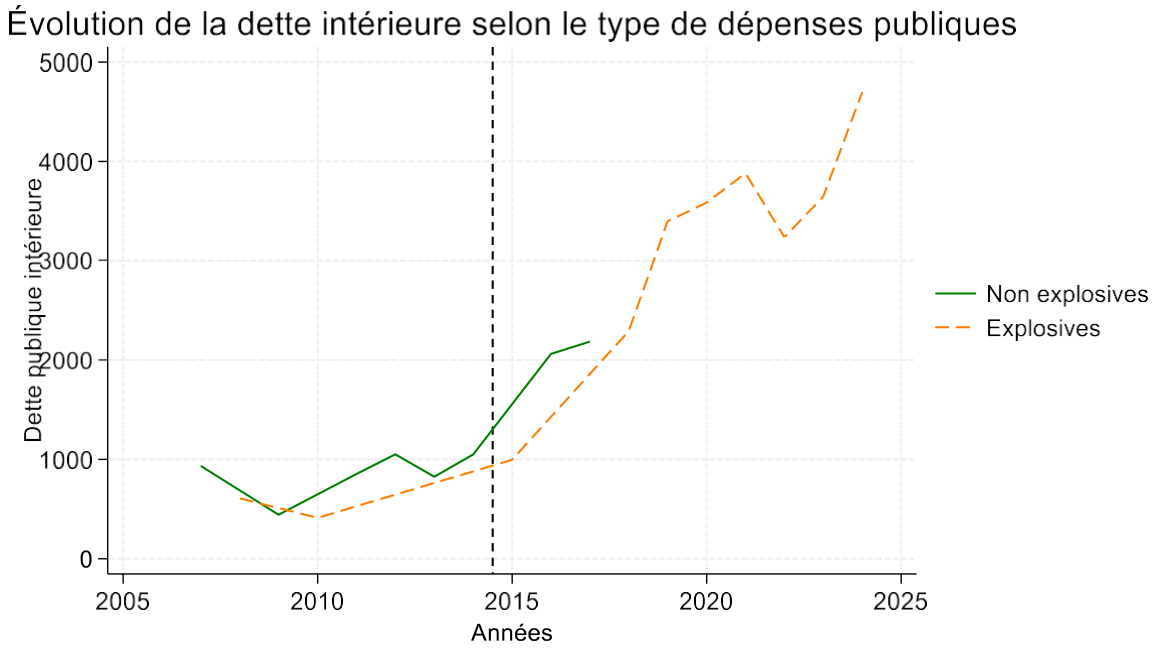
Depuis 2007 jusqu'en 2024, ce graphique montre comment évolue la dette publique locale en parallèle des dépenses d'État. Une hausse régulière se dessine pour la dette intérieure, sans grand reflux. À partir de 2015 toutefois, le rythme s'intensifie visiblement. Cette tendance révèle un fardeau accru pesant sur les comptes publics au fil du temps.

Malgré quelques variations, la part des dépenses publiques reste marquée par une tendance durable à l'élevé. Ces écarts épars s'expliquent souvent par les corrections imposées par le rythme économique ou des événements imprévus.

Depuis 2020, l'envolée des dépenses accompagne un rebond marqué de la dette, sans doute alimenté par les politiques de relance après la crise. Alors que précédemment ces évolutions étaient proches, leur écart s'élargit nettement vers la fin, suggérant un désajustement progressif. Ce décalage indique peut-être que le coût du remboursement pèse davantage qu'avant sur l'ensemble. Ou alors, cela révèle la persistance de charges peu efficaces dans la structure budgétaire.

L'évolution observée suggère un affaiblissement lent du maintien des comptes publics.

Graphique 9: Évolution de la dette intérieure selon le type de dépenses publiques



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

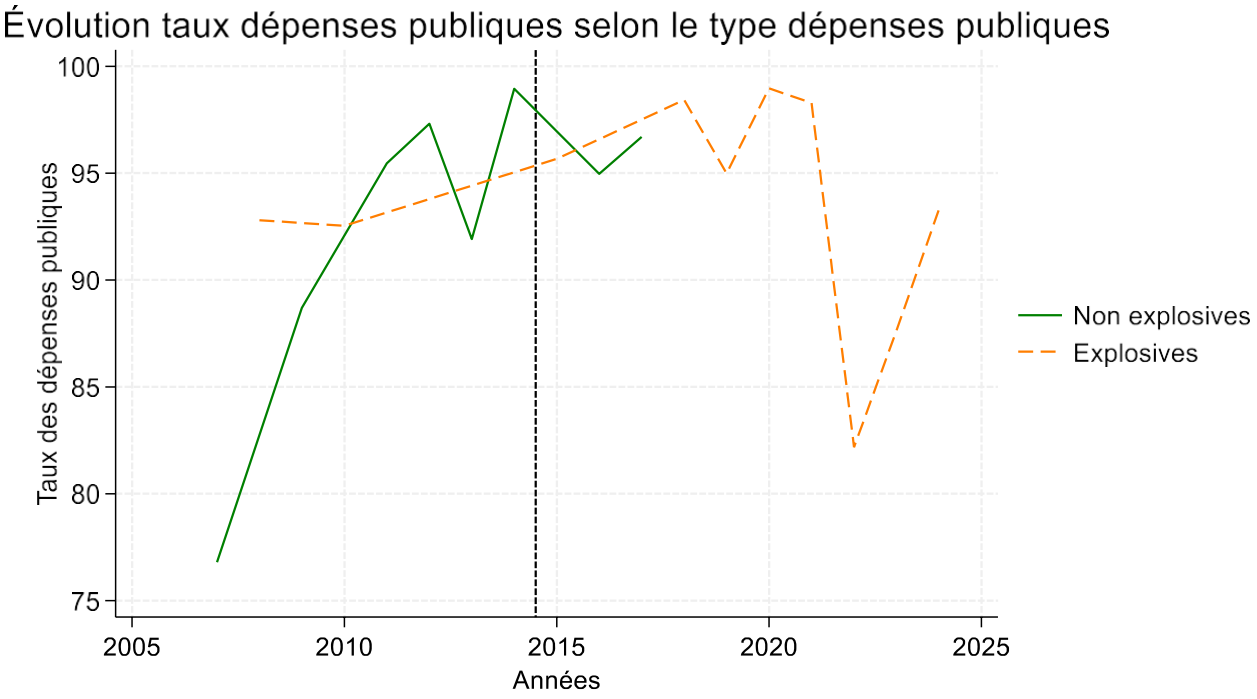
Loin de se comporter de façon identique, les postes de dépense influencent diversement la trajectoire de l'endettement national. Ce sont surtout certaines allocations budgétaires qui pèsent plus nettement sur le niveau de dette intérieure.

Ce sont les charges courantes, surtout celles liées à l'administration, qui semblent tirer la dette nationale vers le haut. Alors que ces coûts reviennent chaque année sans grande marge d'ajustement, ils pèsent sur les comptes publics. Du fait qu'ils génèrent peu de retombées économiques mesurables, leur prise en charge par emprunt s'intensifie au fil du temps. Loin d'être ponctuelles, ces dépenses alimentent une dépendance durable vis-à-vis des prêts internes.

Contrairement aux autres types de dépenses, celles liées à l'investissement utilisent parfois des fonds empruntés mais génèrent souvent des retombées économiques dans les années suivantes. Grâce à une expansion de l'économie et un accroissement des recettes publiques, leur effet peut réduire progressivement la pression exercée par la dette plus tard.

Ce schéma révèle une relation entre la dette publique et deux aspects des dépenses publiques : leur ampleur totale ainsi que leur nature. Plutôt que d'en limiter le montant, un excès dans les postes sans rendement économique aggrave souvent la pression sur les finances nationales.

Graphique 10: Évolution du taux de dépenses publiques selon le type de dépenses



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Ce schéma classe les types de dépenses publiques par rythme d'évolution. À partir de 2015, celles qui varient le moins prennent peu à peu l'avantage, signifiant un rôle accru dans l'ensemble des budgets. Leur part augmente au fil du temps.

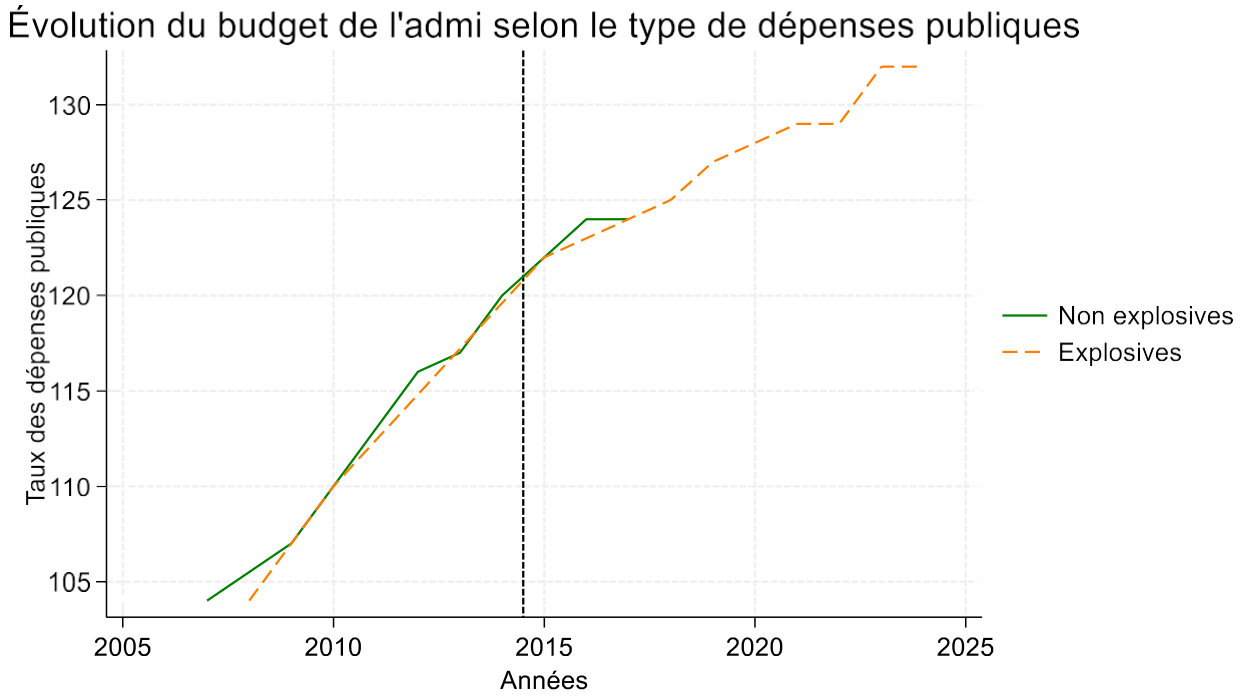
Après 2020, certaines classes montrent moins de stabilité, tout en grimpant jusque-là sans grande rupture. Ce décalage progresse avec le temps, puisque les sorties obligatoires pèsent davantage sur l'ensemble du cadre financier.

Entre 2018 et 2020, on observe une montée concomitante des deux éléments, sans doute provoquée par un événement imprévu exigeant davantage de ressources publiques. Après cette phase, les charges figées restent marquées par un niveau élevé, reflétant ainsi une réelle difficulté à modifier l'élan des finances publiques.

Ce schéma montre une réalité budgétaire figée, dont les limites pèsent sur l'évolution de la dette nationale. Tout se passe comme si chaque sortie obéissait à des règles invisibles mais implacables. En dépit d'apparentes marges, peu d'ajustements restent possibles. La pression s'exerce sans discontinuer, année après année. Résultat : un poids croissant supporté par les finances publiques. Chaque poste agit

en réseau serré, réduisant toute marge de manœuvre. On observe alors une dynamique qui semble échapper au contrôle immédiat.

Graphique 11: Évolution du budget de l'administration selon le type de dépenses publiques



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

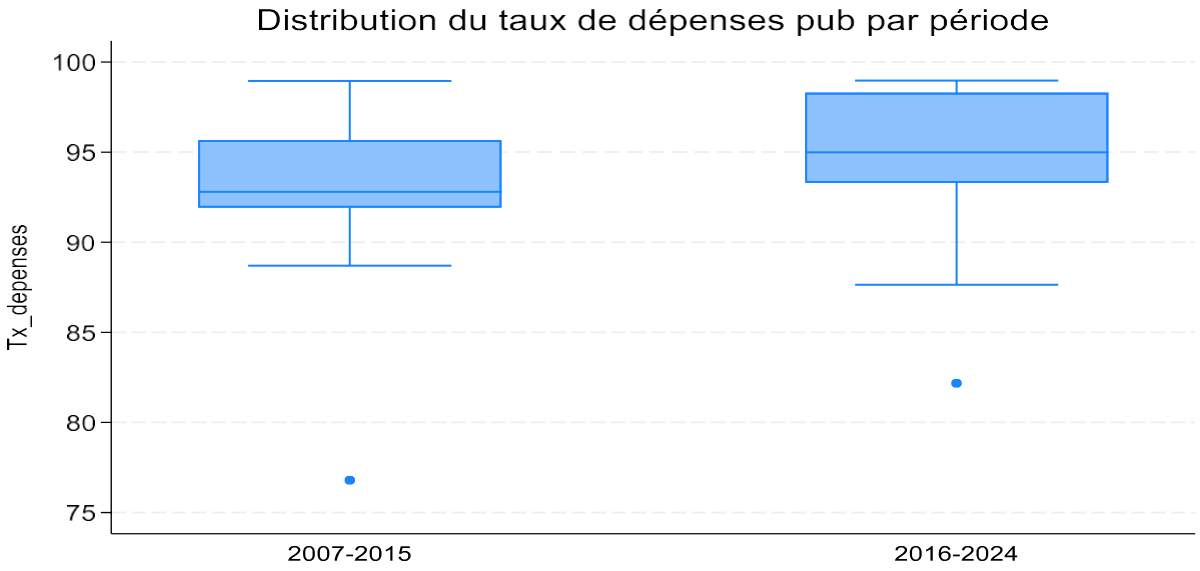
L'évolution du budget administratif selon la nature des dépenses montre une structure dominée par les dépenses de fonctionnement. Cela inclut principalement les charges de personnel et les coûts de gestion courante. Cette situation illustre une importante orientation des ressources vers le maintien de l'appareil administratif.

Une telle structure budgétaire montre une rigidité significative, car ces postes sont difficiles à ajuster à court terme. Cela réduit la capacité de l'État à réallouer rapidement ses ressources vers de nouvelles priorités économiques ou des investissements productifs.

De plus, la part relativement faible des dépenses d'investissement dans le budget administratif peut limiter les gains de productivité du secteur public et l'efficacité des actions publiques.

En conséquence, cette organisation budgétaire contribue indirectement à la dynamique de la dette intérieure, car des dépenses récurrentes non productives nécessitent souvent un financement supplémentaire.

Graphique 12: Distribution du taux de dépenses publiques par période (Boxplot)



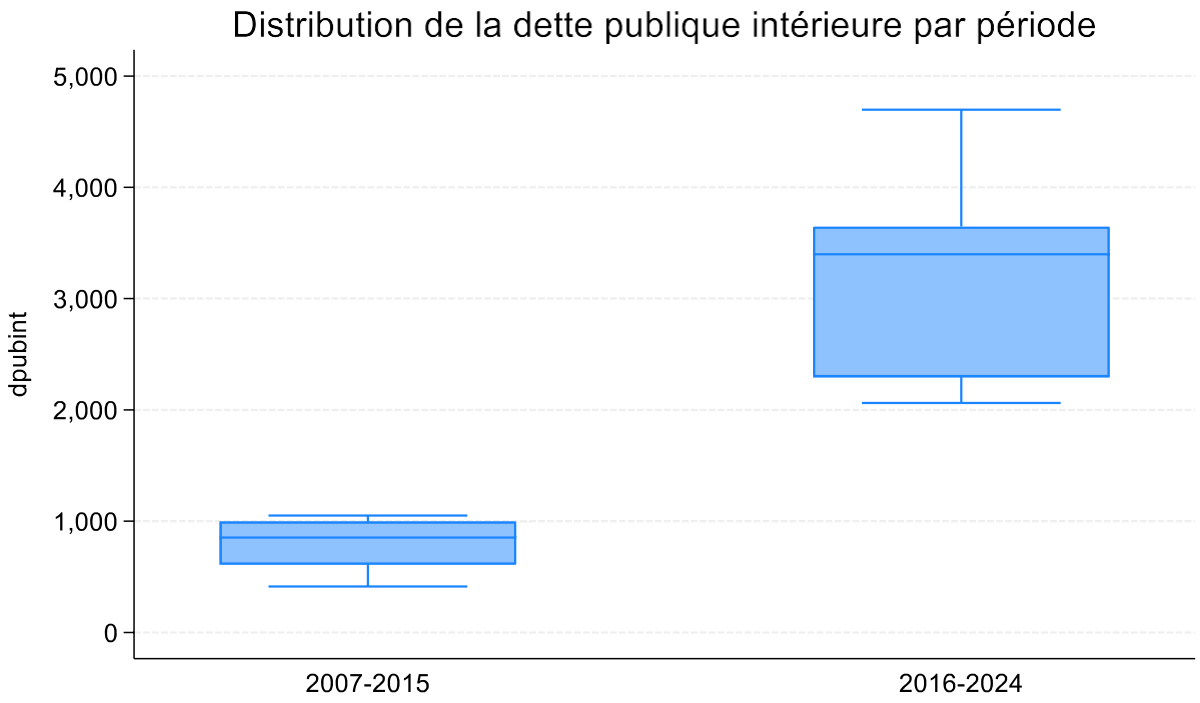
Source : *Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Ce graphique compare la répartition du taux de dépenses publiques entre les périodes 2007-2015 et 2016-2024. La première période montre un niveau moyen plus bas et une dispersion plus élevée, ce qui indique une certaine instabilité budgétaire.

En revanche, la seconde période se caractérise par une médiane nettement plus élevée et une répartition plus étroite. Cette évolution signale une augmentation durable des dépenses publiques et une rigidité budgétaire accrue.

L'absence de valeurs extrêmes dans la seconde période montre une stabilisation à un niveau élevé, ce qui confirme l'augmentation de l'intervention publique et la pression croissante sur les finances de l'État.

Graphique 13: Distribution de la dette publique intérieure par période (Boxplot)



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Le boxplot montre une nette augmentation de la dette publique intérieure entre les deux sous-périodes étudiées. Entre 2007 et 2015, la dette reste relativement faible, concentrée et peu volatile, ce qui indique une situation plus stable. En revanche, la période 2016-2024 présente un niveau d'endettement beaucoup plus élevé, avec une plus grande dispersion. Cette configuration révèle des fluctuations importantes et un changement d'échelle dans la dynamique de la dette intérieure. L'absence de valeurs atypiques indique que les niveaux élevés d'endettement tendent désormais à devenir récurrents. Ce constat confirme une dégradation structurelle de la situation budgétaire et un recours croissant à la dette intérieure comme variable d'ajustement.

1.2. Stratégie Méthodologique (rappel du modèle et spécification empirique)

Selon le cadre méthodologique décrit dans l'introduction, cette étude utilise un modèle de type Tobit pour examiner la relation entre l'exécution des dépenses publiques et la dette publique intérieure au Cameroun.

1.2.1. Cadre analytique de l'étude

Le point de départ de l'analyse repose sur l'idée que la dette publique intérieure est en partie le résultat de déséquilibres budgétaires internes. Lorsque les dépenses publiques sont plus dynamiques

que les recettes disponibles, l'État peut avoir recours à du financement intérieur, voire à un étalement de certains de ses paiements, contribuant ainsi à la dette intérieure.

Cette relation peut certes être influencée par différents facteurs macroéconomiques. Une croissance économique dynamique génère généralement du mieux-être fiscal et diminue les besoins d'endettement. À l'inverse, une inflation forte, une administration fiscale peu dynamique ou des chocs exogènes peuvent accentuer les tensions budgétaires.

C'est pourquoi le cadre analytique retenu s'inspire des approches de la soutenabilité budgétaire et des modèles de l'interaction entre déficit public, croissance économique et dynamique de la dette. Il permet de considérer d'une manière plus extensive la dette intérieure comme une variable dépendante, en fonction de la qualité de l'exécution budgétaire et de l'environnement macroéconomique.

1.2.2. Spécification du modèle économétrique

Afin d'évaluer cette relation, l'étude retient un modèle économétrique dans lequel la dette publique intérieure est expliquée par les dépenses budgétaires ainsi que par un ensemble de variables de contrôle.

La relation fonctionnelle générale peut s'écrire : $DPI_t = f(DB_t, REC_t, CROISS_t, INF_t, \varepsilon_t)$

Avec :

- **DPI** : dette publique intérieure ;
- **DB** : dépenses budgétaires ;
- **REC** : recettes publiques ;
- **CROISS** : taux de croissance économique ;
- **INF** : taux d'inflation ;
- **ε** : terme d'erreur.

Sous forme économétrique linéarisée, le modèle estimé devient :

$$DPI_t = \beta_0 + \beta_1 DB_t + \beta_2 REC_t + \beta_3 CROISS_t + \beta_4 INF_t + \varepsilon_t$$

Le coefficient β_1 constitue le paramètre central de l'étude. Il mesure l'effet marginal des dépenses budgétaires sur la dette publique intérieure

La variable observée $Debt_t$ est définie comme :

Debtt = {0 siDebt∗t ≤ 0 Debt∗t si Debt∗t > 0

Les estimations ont été réalisées à l'aide du logiciel Stata, en utilisant la commande tobit, avec des erreurs standards robustes. Les résultats (Tableau 2) montrent la significativité des coefficients, confirmant l'impact des dépenses budgétaires, du budget de l'administration centrale et des IDE sur la dette publique intérieure.

Ce modèle permet d'évaluer l'effet marginal des dépenses publiques sur la dynamique de la dette intérieure, tout en contrôlant les capacités de mobilisation des ressources et le niveau d'activité économique.

Les données utilisées proviennent principalement de sources officielles et institutionnelles reconnues :

- Ministère des Finances du Cameroun ;
- Caisse Autonome d'Amortissement ;
- Banque des États de l'Afrique Centrale ;
- Banque mondiale ;
- Institut National de la Statistique du Cameroun.

1.2.3. Justification du modèle Tobit

Le modèle de Tobit est employé compte tenu de la nature de la variable dépendante, qui est la dette publique intérieure. En effet, sur certaines périodes ou selon certains traitements, cette variable peut avoir, à un certain seuil, une valeur limitée ou censurée. C'est dans un tel cas que l'utilisation d'un estimateur des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) peut entraîner des estimations biaisées ou inefficaces. Ce modèle, introduit par James Tobin (1958), permet d'estimer les relations entre les variables explicatives et la variable dépendante en présence d'un phénomène de censure.

Son utilisation présente ici un double avantage :

- ✓ Tenir compte des limites observées dans la série de dette intérieure ;
- ✓ Fournir des estimations plus robustes que les méthodes linéaires classiques.

Le modèle Tobit apparaît ainsi adapté à l'objectif de la recherche, qui consiste à mesurer l'effet réel des dépenses budgétaires sur la dette intérieure.

1.2.4. Définition et signe attendu des variables

VARIABLES	DEFINITION	SIGNES ATTENDUS
DPI	Dette publique interne	-
DB	Dépense budgétaire	+
REC	Recettes publiques	-
CROISS	Taux de croissance du PIB	-
INF	Inflation	+/-

Si les dépenses publiques augmentent plus rapidement que les ressources financières disponibles, leur impact sur la dette intérieure devrait théoriquement être positif. En revanche, si les revenus publics et la croissance économique venaient à augmenter, les besoins de financement devraient, théoriquement, diminuer. Concernant l'inflation, il n'est pas encore possible de dire si elle aura un effet positif ou négatif sur la dette publique car cela dépendra du type de structure de la dette et des ajustements nominaux observés. La stratégie employée dans ce travail vise donc à trouver un équilibre entre rigueur méthodologique et pertinence empirique. À cet égard, nous nous appuierons sur la méthode Tobit et son application aux données camerounaises pour mesurer l'impact des dépenses publiques sur l'évolution de la dette publique intérieure avec un degré de fiabilité. Les résultats seront présentés et analysés dans le paragraphe suivant.

SECTION II : ANALYSE STATISTIQUE ET VALIDATION ECONOMETRIQUE DES DONNEES

L'analyse empirique de l'impact de l'exécution des dépenses budgétaires sur l'évolution de la dette publique intérieure se concrétise à travers l'exploitation des résultats issus de l'estimation du modèle économétrique retenu. Cette étape constitue un moment clé de l'étude, dans la mesure où elle permet de confronter les hypothèses théoriques aux réalités observées dans le contexte camerounais.

À cet effet, la présente section est consacrée à la présentation et à l'interprétation des résultats obtenus. Elle vise à mettre en évidence les relations entre les variables étudiées, à apprécier la significativité des coefficients estimés et à analyser les implications économiques des résultats, en lien avec la problématique de la dynamique de la dette publique.

2.1. Analyse pre-econometrique des données

Cependant, avant de procéder aux estimations économétriques proprement dites, il est nécessaire de se pencher sur certaines propriétés des variables d'intérêt. Cette analyse permet d'évaluer la qualité des données, de détecter les premiers liens entre elles, et de vérifier les conditions minimales de validité

des estimations à venir. Ainsi, l'analyse pré-économétrique constitue une étape cruciale de la démarche empirique. En effet, elle permet d'éviter des erreurs d'interprétation et de renforcer la robustesse des résultats sur l'effet des dépenses budgétaires sur la dette publique au Cameroun.

2.1.1. Analyse descriptive des variables

L'analyse des statistiques descriptives indique une certaine dispersion dans l'ensemble des séries budgétaires, financières et macroéconomiques sélectionnées pour cette recherche. En effet, certaines présentent des moyennes relativement stables, tandis que d'autres montrent de plus grandes fluctuations. Ainsi, le taux de dépenses publiques présente une moyenne élevée pour la période d'observation, ce qui confirme l'existence d'un degré marqué d'intervention de l'État dans l'économie. D'autre part, la dette publique intérieure montre des fluctuations importantes dans son utilisation, comme en témoigne sa plus grande amplitude de variation et la plus grande différence entre sa moyenne et son écart-type. En ce qui concerne les variables financières, elles sont plus instables, notamment le crédit intérieur et les avoirs étrangers nets. Cette instabilité suggère la sensibilité de l'environnement économique aux facteurs monétaires, budgétaires et extérieurs. Ces conclusions préliminaires apportent la preuve que la dette publique intérieure est liée à diverses dynamiques des finances publiques (telles que le ratio des dépenses publiques), aux conditions de financement et au contexte macroéconomique.

2.1.2. Matrice de corrélation entre les variables

La matrice de corrélation montre le premier degré de relation entre les variables indépendantes et la variable dépendante. Une corrélation positive a été trouvée entre les dépenses publiques et la dette intérieure ; cela correspondrait à une hypothèse suggérant que si les dépenses budgétaires augmentent et que les recettes sont insuffisantes, le besoin de financement public augmentera. Dans la même optique, une augmentation du budget de l'Administration centrale du gouvernement est observée comme étant positivement liée à la dette intérieure, en raison de l'importance de la composante administrative dans le budget.

2.1.3. Validation statistique des séries et justification du modèle retenu

Dans le cadre des études de séries temporelles, le test statistique des variables est crucial pour éviter les régressions fallacieuses et assurer les estimations. En bref, on dit qu'une variable est stationnaire lorsque ses propriétés statistiques (premier et second moment, tels que la moyenne et la variance) sont plus ou moins constantes dans le temps. À l'aide des tests appropriés (le test de racine unitaire de Dickey-Fuller par exemple), on peut déterminer le niveau d'intégration de chaque variable. Certaines séries s'avèrent au niveau stationnaires, tandis que d'autres sont stationnaires en différence

après la première. C'est un résultat assez courant pour les variables budgétaires et financières lorsque l'étude est au niveau macro. En termes de coefficients de corrélation ou d'indicateurs classiques, on constate également que toutes les variables explicatives sélectionnées ne souffrent pas d'une multicolinéarité excessive qui affecterait la qualité des estimations. Elles peuvent ainsi être introduites simultanément dans le modèle de régression et faire l'objet d'une interprétation économique. Il est donc confirmé par ces vérifications qu'il est pertinent de modéliser ensemble une dépense budgétaire et la dette publique intérieure. Et c'est cette première relation statistique qui confirme notre hypothèse centrale pour la thèse selon laquelle les dépenses publiques ont un impact sur l'évolution de la dette publique. La présence éventuelle de valeurs tronquées ou censurées sur la variable dépendante explique également le choix d'un modèle Tobit qui apparaît plus approprié pour saisir l'étude des mécanismes recherchés qu'une régression linéaire classique. Somme toute, ces tests montrent que l'étude est scientifiquement cohérente, permettant de procéder à la mesure des dépenses budgétaires sur la dette publique intérieure. Certaines variables macroéconomiques telles que la croissance ou les recettes publiques peuvent, en revanche, être corrélées négativement avec la dette, compte tenu de leur effet stabilisateur sur les comptes publics. Pourtant la corrélation ne saurait être assimilée à la causalité et n'est qu'un premier indicateur statistique qui pourra ensuite être confirmé par l'analyse économétrique. Ainsi, l'analyse pré-économétrique a révélé un premier lien cohérent entre les dépenses budgétaires et la dette publique intérieure et a confirmé, dans l'ensemble, la qualité des données disponibles. Ces résultats en particulier renforcent la validité du modèle choisi et ouvrent la porte à la véritable analyse économétrique qui sera consacrée à la mesure de l'impact des dépenses publiques sur la dette publique intérieure au Cameroun.

2.2. Interprétation et discussion des résultats

2.2.1. Interprétation des résultats

Tableau 1: Statistiques descriptives

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Taux depenses	18	93.091	5.99	76.8	98.97
Dette publique interne	18	2008.265	1397.121	411.73	4696.689
Collecte des depenses	18	.556	.511	0	1
Budget de l'administration publique	18	120.167	9.326	104	132
Dette de l'administration centrale	18	46.222	3.021	42	50
Credit	18	150.125	587.58	8.404	2504.5
Inflation	18	2.152	1.437	.234	5.338
Avoirext	18	1119.546	756.946	-22	2283.246
Ouverture commerciale	18	85.939	5.813	80.2	97.5

Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Le Tableau 1 révèle trois faits importants : (1) la moyenne des dépenses publiques est élevée et n'est pas sujette à une grande dispersion, ce qui suggère un taux d'exécution budgétaire élevé ; (2) la dette publique intérieure présente des niveaux de variabilité élevés, ce qui suggère la survenue de pressions budgétaires fréquentes, et (3) certaines variables financières (crédit et actifs étrangers) présentent une variation significative au fil du temps, ce qui laisse présager une instabilité dans l'environnement macrofinancier, qui est susceptible d'être un facteur dans la dynamique de la dette intérieure.

Tableau 2: Analyse des résultats de base estimé par la méthode de Tobit censuré.

VARIABLES	1 dette publique intérieure	2 dette publique intérieure	3 dette publique intérieure	4 dette publique intérieure	5 dette publique intérieure	6 dette publique intérieure	7 dette publique intérieure
Taux dépenses	0.0190**	0.0208***	0.0206*	0.0199**	0.0197**	0.000810*	0.00319**
	(0.0309)	(0.0128)	(0.0128)	(0.0127)	(0.0129)	(0.0104)	(0.0161)
var(e.dette publique intérieure)	0.584***	0.0899***	0.0894***	0.0879***	0.0878**	0.0459**	0.0458**
	(0.195)	(0.0300)	(0.0298)	(0.0293)	(0.0293)	(0.0153)	(0.0153)
Budget administration centrale		0.0817***	0.0805***	0.0791***	0.0792***	0.0767***	0.0760***
		(0.00821)	(0.00916)	(0.00944)	(0.00947)	(0.00687)	(0.00772)
Collectif depenses			0.0460*	0.0386**	0.0294*	0.0193*	0.0251**
			(0.159)	(0.158)	(0.184)	(0.133)	(0.136)
Credit				7.35e-05*	7.57e-05**	6.04e-05*	7.77e-05
				(0.000130)	(0.000132)	(9.56e-05)	(0.000130)
Inflation					0.00586	0.00761*	0.00416
					(0.0594)	(0.0431)	(0.0466)
Ide						0.195***	0.193***
						(0.0481)	(0.0490)
Avoires extérieurs							2.88e-05*
							(0.000148)
Constant	5.562*	0.543*	0.452*	0.349	0.362	2.178*	-1.901
	(2.887)	(1.288)	(1.322)	(1.323)	(1.329)	(1.060)	(1.772)
Observations	18	18	18	18	18	18	18

Standard errors in parentheses
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Les résultats du modèle Tobit censuré montrent clairement un effet positif et significatif des dépenses publiques sur la dette publique intérieure. Le coefficient associé au taux de dépenses publiques reste stable dans toutes les spécifications, variant entre 0,0179 et 0,0208, ce qui confirme la robustesse de la relation observée. Ce résultat valide l'hypothèse centrale du mémoire : lorsque les dépenses budgétaires augmentent plus vite que les ressources disponibles, l'État a tendance à accroître son recours au financement intérieur. Le budget de l'administration centrale apparaît aussi comme un déterminant majeur de la dette intérieure. Son coefficient, proche de 0,08 dans tous les modèles, montre

que les charges administratives et dépenses de fonctionnement jouent un rôle important dans l'endettement public. Leur rigidité réduit les marges d'ajustement budgétaire. La variable collectif dépenses devient positive et significative dans les modèles enrichis ; elle suggère que les ajustements budgétaires opérés en cours d'exercice peuvent générer des besoins de financement supplémentaires. Le crédit domestique a un effet positif mais limité ; cela traduit le rôle du système financier local dans la capacité de l'État à mobiliser des ressources internes. L'inflation a un effet modérément positif ce qui peut s'expliquer par la hausse des coûts budgétaires nominaux. Les IDE affichent un effet positif et significatif ; ce résultat indique que les flux extérieurs ne se substituent pas nécessairement à l'endettement intérieur et peuvent coexister avec une hausse des besoins publics. En définitive, la dette publique intérieure au Cameroun semble fortement liée à la dynamique des dépenses publiques surtout celles ayant trait aux affaires administratives.

Tableau 3: Robustesse des résultats de base par la méthode des Triples moindres carrés.

VARIABLES	1 dette publique intérieure	2 dette publique intérieure	3 dette publique intérieure	4 dette publique intérieure	5 dette publique intérieure	6 dette publique intérieure	7 dette publique intérieure
Taux de dépenses publiques	0.0190*	0.0208**	0.0206**	0.0199***	0.0197*	0.000810*	0.00319**
	(0.0309)	(0.0128)	(0.0128)	(0.0127)	(0.0129)	(0.0104)	(0.0161)
Budget administration centrale		0.0817***	0.0805***	0.0791***	0.0792***	0.0767***	0.0760***
		(0.00821)	(0.00916)	(0.00944)	(0.00947)	(0.00687)	(0.00772)
Collectif dépenses			0.0460*	0.0386*	0.0294**	0.0193*	0.0251**
			(0.159)	(0.158)	(0.184)	(0.133)	(0.136)
Crédit				7.35e-05*	7.57e-05	6.04e-05*	7.77e-05
				(0.000130)	(0.000132)	(9.56e-05)	(0.000130)
Inflation					0.00586*	0.00761*	0.00416
					(0.0594)	(0.0431)	(0.0466)
Ide						0.195***	0.193***
						(0.0481)	(0.0490)
Avoirs extérieurs							2.88e-05
							(0.000148)*
Constant	5.562*	0.543*	0.452	0.349*	0.362*	2.178**	-1.901
	(2.887)	(1.288)	(1.322)	(1.323)	(1.329)	(1.060)	(1.772)
Observations	18	18	18	18	18	18	18
R-squared	0.021	0.849	0.850	0.853	0.853	0.923	0.923

Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Les autres estimations confirment en gros ce qui a été trouvé avant. Le taux de dépenses publiques garde un signe positif et reste important dans la plupart des modèles, ce qui renforce l'idée d'un lien structurel entre exécution budgétaire et dette intérieure. Le budget de l'administration centrale est la variable la plus stable et la plus significative. Avec des coefficients entre 0,0760 et 0,0817, il est vu comme un des grands moteurs de l'endettement intérieur. Ce fait montre le poids durable des dépenses

administratives dans le chemin budgétaire camerounais. La variable collectif dépenses garde un effet positif mais plus faible, montrant une influence secondaire. Les IDE restent positifs et très importants dans toutes les spécifications, confirmant que les flux extérieurs ne diminuent pas forcément les besoins d'endettement intérieur. L'amélioration lente du R^2, allant de 0,021 à 0,923, montre une meilleure capacité explicative des modèles enrichis. Cependant, cette performance doit être vue avec prudence à cause de la petite taille de l'échantillon.

2.2.2. Discussion des résultats

L'analyse des estimations économétriques montre clairement que la performance budgétaire en dépenses joue un rôle clé dans la dynamique de la dette publique intérieure au Cameroun. Dans toutes les spécifications retenues, le taux de dépenses publiques a un effet positif et significatif sur l'endettement intérieur. Les coefficients observés, qui varient entre 0,0190 et 0,0208 dans les modèles intermédiaires avant de se stabiliser à 0,00319 dans les estimations les plus complètes traduisent une relation structurelle robuste entre exécution budgétaire et recours à la dette intérieure.

Concrètement, ces résultats signifient qu'une augmentation du rythme des dépenses publiques sans un accroissement équivalent des ressources internes tend à générer un besoin de financement supplémentaire. La dette intérieure devient alors un mécanisme de compensation budgétaire. Cette situation suggère que pour le cas camerounais l'endettement domestique relève moins d'une stratégie active de financement que d'un ajustement imposé par les contraintes de trésorerie.

Le budget de l'administration centrale est la variable la plus stable et influente du modèle. Ses coefficients sont entre 0,0760 et 0,0817; ils restent significatifs au seuil de 1 % dans toutes les estimations. Ce résultat est très révélateur : les charges administratives sont l'un des principaux foyers de pression sur les finances publiques. Salaires, fonctionnement institutionnel, dépenses récurrentes et obligations incompressibles réduisent fortement la flexibilité budgétaire de l'État.

En d'autres termes, le problème budgétaire semble moins provenir d'un excès global de dépenses que d'une composition déséquilibrée de la dépense publique. Une structure dominée par les charges courantes génère peu rendement économique futur contrairement aux dépenses d'investissement capables soutenir croissance élargir assiette fiscale améliorer soutenabilité dette.

La variable collectif dépenses garde un effet positif, avec des coefficients qui changent entre 0,0460 et 0,0193, mais sa significativité reste plus instable. Cela fait penser que les ajustements budgétaires pendant l'exercice jouent un rôle d'appoint dans la dynamique de la dette sans en être le moteur principal. Ils montrent pourtant des imperfections de programmation budgétaire souvent

révélatrices d'une prévision initiale pas assez réaliste. Le crédit domestique a un effet très faible, autour de 7.35e-05 à 7.77e-05, ce qui confirme que la profondeur du système financier local n'est pas encore suffisante comme levier autonome pour le financement public. Le marché intérieur aide à financer l'État mais son impact est petit comparé au poids des déterminants budgétaires.

Pour ce qui est de l'inflation, les coefficients vus entre 0,00586 et 0,00761 restent positifs dans certaines spécifications avant de perdre leur significativité dans les modèles plus complets. Cette instabilité montre que l'inflation n'est pas un facteur structurel de la dette intérieure au Cameroun probablement à cause du cadre monétaire relativement contrôlé de la zone Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale. Un enseignement très intéressant concerne les investissements directs étrangers (IDE). Les coefficients entre 0,193 et 0,195 restent positifs et significatifs au seuil de 1 %. Ce résultat peut sembler paradoxal car les IDE sont souvent vus comme une source alternative de financement. Cependant dans le contexte camerounais ils peuvent venir avec des dépenses publiques connexes : infrastructures d'accueil incitations fiscales facilitation administrative cofinancement de projets ou renforcement logistique À court terme les IDE peuvent donc exister avec une augmentation des besoins budgétaires.

L'amélioration du coefficient de détermination (R^2) revêt également une signification notable. Cette augmentation de 0,021 dans le modèle de base à 0,923 dans les spécifications les plus complètes suggère que l'intégration séquentielle des variables de contrôle améliore la capacité explicative des facteurs déterminants de la dette intérieure. Néanmoins, cette observation exige une interprétation nuancée, en raison de la taille relativement limitée de l'échantillon (18 observations), laquelle induit un risque de sur-ajustement statistique.

Sur le plan théorique, les résultats soutiennent les postulats des approches classiques en matière de discipline budgétaire, qui postulent qu'une augmentation persistante des dépenses non couvertes par des recettes adéquates conduit à un accroissement de l'endettement. Cependant, ces résultats introduisent une nuance fondamentale à la perspective keynésienne : la dépense publique ne génère des effets bénéfiques qu'à condition d'être allouée à des activités productives. Lorsque son affectation prédomine vers les charges de fonctionnement, son incidence sur la croissance économique et les recettes fiscales futures tend à être restreinte.

En conclusion, la dette publique intérieure au Cameroun se révèle être la manifestation d'une contrainte budgétaire de nature structurelle, caractérisée par la rigidité des dépenses courantes, l'insuffisance relative des ressources domestiques et la faible productivité transformatrice de certaines

allocations de fonds publics. Sa gestion pérenne requiert par conséquent une réforme qualitative de la politique budgétaire, laquelle devrait s'articuler autour de la rationalisation administrative, de l'optimisation du rendement fiscal, de l'intégrité de la programmation budgétaire et d'une priorisation affirmée de l'investissement productif.

Le présent chapitre visait principalement à analyser empiriquement l'incidence de l'exécution des dépenses budgétaires sur la trajectoire de la dette publique intérieure au Cameroun. Les faits stylisés recensés et les estimations économétriques effectuées ont permis de dégager plusieurs conclusions essentielles.

Premièrement, l'analyse descriptive a souligné une augmentation continue des dépenses publiques durant la période considérée, concomitante à une progression significative de la dette publique intérieure. Cette co-évolution suggère un lien structurel entre la dynamique budgétaire et l'endettement domestique. Les représentations graphiques ont par ailleurs illustré l'importance des dépenses administratives, dont la rigidité structurelle contraint la capacité d'ajustement de l'État en contexte de tension financière.

Deuxièmement, les estimations économétriques corroborent l'existence d'un effet positif et statistiquement significatif des dépenses budgétaires sur la dette publique intérieure. Cela signifie que si l'augmentation des engagements de l'État n'est pas compensée par une mobilisation adéquate des ressources domestiques, une propension accrue à l'endettement intérieur est observée. Cette relation a démontré sa robustesse à travers les diverses spécifications du modèle utilisées.

De surcroît, le budget alloué à l'administration centrale figure parmi les déterminants les plus persistants de la dette intérieure, mettant en lumière la prépondérance des charges de fonctionnement dans l'émergence des déséquilibres budgétaires constatés. D'autres variables, telles que le crédit, l'inflation ou les investissements directs étrangers, manifestent des influences plus mitigées, ce qui appuie l'idée que la dette intérieure est le fruit d'une interaction complexe de facteurs budgétaires et macroéconomiques.

Ces constatations valident l'hypothèse principale de cette étude, à savoir que la performance budgétaire en matière de dépenses exerce une influence significative sur la trajectoire de la dette publique intérieure au Cameroun. Ils révèlent en outre que l'enjeu majeur ne se limite pas au volume des dépenses publiques, mais réside fondamentalement dans leur structure, leur qualité intrinsèque et leur adéquation avec les capacités de financement effectives de l'État.

Par conséquent, une gestion pérenne de la dette publique intérieure implique une amélioration concomitante de la mobilisation des recettes internes, une rationalisation des charges administratives, un affermissement de la programmation budgétaire et une réorientation privilégiée des ressources vers des investissements productifs. La soutenabilité budgétaire s'avère donc intrinsèquement liée à une réforme qualitative de la dépense publique.

En conclusion, la dette publique intérieure au Cameroun ne devrait pas être considérée comme un simple agrégat comptable, mais plutôt comme un indicateur des équilibres, des contraintes et des orientations stratégiques de la politique budgétaire. L'amélioration de sa trajectoire dépend donc d'une gouvernance publique plus efficiente, apte à concilier la discipline financière, l'efficacité économique et la poursuite des objectifs de développement national.

L'amélioration de la trajectoire de cette dette repose sur une réforme approfondie de la gouvernance budgétaire, fondée sur une meilleure articulation entre discipline financière, efficacité de la dépense publique et crédibilité des engagements de l'État. Dans un contexte où les ressources restent limitées, la maîtrise de la dette intérieure apparaît comme un axe majeur pour restaurer la confiance des partenaires économiques et soutenir une dynamique de développement durable. Cette réflexion ouvre ainsi la voie à une analyse plus approfondie des mécanismes de mobilisation des ressources

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Au terme de cette première section, il semble que l'examen de la dynamique de la dette publique intérieure au Cameroun se situe dans un environnement économique et budgétaire particulièrement contraint. Cet environnement se caractérise par une croissance continue des besoins de financement de l'État, confrontée à une capacité encore limitée de mobilisation des ressources internes. Cette situation, fréquemment rencontrée dans plusieurs pays en développement, revêt une dimension spécifique au Cameroun en raison de la structure de ses finances publiques et des mécanismes d'exécution budgétaire qui en régissent le fonctionnement.

Dans ce contexte, la question centrale de cette étude, à savoir l'incidence de la performance budgétaire en matière de dépenses sur l'évolution de la dette publique intérieure, s'est avérée particulièrement pertinente. Elle a permis de clarifier les interactions complexes entre les choix de dépenses publiques, les contraintes institutionnelles et les dynamiques d'endettement. L'analyse ne se limite donc pas à une simple observation des niveaux de dépenses ou d'endettement, mais s'intègre dans une réflexion plus large sur la qualité de la gestion budgétaire et ses implications pour la soutenabilité des finances publiques.

L'exploration de la littérature économique a mis en lumière deux perspectives théoriques majeures concernant cette relation. D'une part, les approches classiques et néoclassiques soulignent les effets potentiellement défavorables d'une expansion des dépenses publiques, notamment en termes d'endettement et de déséquilibres macroéconomiques, par le biais de mécanismes tels que l'effet d'éviction du secteur privé ou la contrainte budgétaire intertemporelle. D'autre part, les approches keynésiennes mettent en exergue le rôle stabilisateur et propulseur de la dépense publique, en particulier dans les contextes de sous-développement, à la condition qu'elle soit orientée vers des investissements productifs susceptibles de stimuler la croissance économique.

Cependant, l'analyse empirique du cas camerounais, étayée par les faits stylisés présentés au deuxième chapitre, révèle une réalité plus nuancée. Les données indiquent une tendance globalement à la hausse des dépenses publiques sur la période examinée, traduisant une amplification progressive de l'intervention de l'État dans l'économie. Simultanément, la dette publique intérieure connaît une progression croissante, avec une accélération notable à partir du milieu des années 2010, ce qui suggère un lien étroit entre ces deux variables.

Au-delà de cette évolution conjointe, la structure même des dépenses publiques représente un facteur déterminant. L'analyse met en évidence une prédominance des dépenses rigides, notamment celles liées au fonctionnement de l'administration, aux salaires, aux subventions et aux transferts. Ces dépenses limitent considérablement les capacités d'ajustement budgétaire à court terme. Cette rigidité se traduit par une faible flexibilité de la politique budgétaire, contraignant l'État à recourir à l'endettement intérieur pour faire face aux déséquilibres entre ressources et emplois.

Dans ce contexte, la dette publique intérieure semble moins être un instrument de financement stratégique qu'une variable d'ajustement face aux insuffisances de la performance budgétaire. L'accumulation des restes à payer, les retards dans l'exécution des dépenses et les écarts entre les prévisions et les réalisations budgétaires illustrent les limites des mécanismes actuels de gestion des finances publiques. Ces dysfonctionnements concourent à alimenter une dynamique d'endettement qui, à terme, pourrait compromettre la soutenabilité budgétaire et la stabilité économique.

Ainsi, les observations tirées de cette première section soulignent que l'enjeu fondamental ne réside pas uniquement dans la maîtrise du volume des dépenses publiques, mais principalement dans l'amélioration de leur qualité, de leur efficacité et de leur orientation. Une dépense publique mal ciblée ou inefficace risque d'aggraver les déséquilibres budgétaires sans générer de retombées économiques significatives, tandis qu'une dépense orientée vers des investissements productifs peut contribuer à renforcer la capacité de remboursement de l'État et à soutenir la croissance.

En définitive, cette première section a permis d'établir les fondements conceptuels et empiriques nécessaires à l'analyse de la relation entre performance budgétaire et dette publique intérieure au Cameroun. Elle met en évidence la nécessité de transcender une lecture purement descriptive pour s'engager dans une analyse empirique rigoureuse, capable de quantifier les effets des mécanismes d'exécution des dépenses publiques sur la dynamique de l'endettement intérieur.

Dès lors, la suite de ce travail s'inscrit dans cette optique, en mobilisant un cadre économétrique adapté afin d'apporter des éléments de réponse plus précis et étayés par des données empiriques. L'objectif est de mieux appréhender les déterminants de la dette publique intérieure et d'orienter les politiques économiques vers une gestion plus efficace et plus soutenable des finances publiques.

Compte tenu des limites identifiées dans la gestion des dépenses publiques, il apparaît pertinent d'étendre l'analyse aux ressources qui assurent leur financement. La dynamique de la dette publique intérieure ne saurait être pleinement comprise sans une prise en compte du rôle joué par la mobilisation des recettes fiscales, qui représente le principal levier de financement interne de l'État.

Dans le contexte camerounais, caractérisé par une pression fiscale relativement modeste et une forte dépendance à l'égard de ressources instables, la capacité de l'administration à mobiliser efficacement les recettes fiscales constitue un déterminant essentiel de l'équilibre budgétaire. Par conséquent, l'analyse de l'évolution de la dette publique intérieure gagne à être mise en relation avec celle des recettes fiscales, afin de mieux saisir les mécanismes d'ajustement entre ressources et dépenses publiques.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente partie, qui se propose d'examiner les interactions entre la mobilisation des recettes fiscales et la dynamique de la dette publique intérieure au Cameroun.

DEUXIEME PARTIE : MOBILISATION DES RECETTES FISCALES ET DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

La mobilisation des ressources publiques s'affirme comme le second pilier de la performance budgétaire et un élément crucial dans la prévention de l'accumulation de la dette commerciale. Dans un contexte où le Cameroun est confronté à une pression fiscale encore limitée, oscillant autour de 12 à 13 % du PIB, il est impératif de déterminer si une amélioration de la collecte peut contrebalancer les effets expansifs des dépenses administratives précédemment identifiés. La présente section se consacrera à l'examen, sous un angle à la fois théorique et empirique, de la manière dont l'optimisation des mécanismes fiscaux et l'efficience du recouvrement des recettes contribuent à stabiliser la trajectoire de la dette publique intérieure et, par voie de conséquence, à restaurer la crédibilité de l'État auprès de ses prestataires locaux.

La présente deuxième partie est ainsi dédiée à l'analyse des contributions empiriques relatives à cette interrelation. Elle débute par une revue des expériences internationales concernant l'impact de la mobilisation des recettes sur la dette intérieure, avant de se focaliser spécifiquement sur les recherches menées en Afrique et, plus particulièrement, au Cameroun. L'objectif consiste à dégager les enseignements majeurs issus de la littérature, à identifier les facteurs qui modulent la variabilité de cette relation et à mettre en lumière les lacunes persistantes, ce qui fonde la justification de la présente étude.

CHAPITRE III : CONTRIBUTION THEORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES SUR LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN

La collecte des recettes fiscales représente un élément central pour la pérennité budgétaire, car elle détermine directement l'aptitude de l'État à honorer ses obligations sans s'engager dans une dépendance excessive à l'endettement. Dans les économies en développement, et spécifiquement au Cameroun, le niveau intrinsèquement bas de la pression fiscale restreint les options budgétaires disponibles et accentue la propension à des engagements financiers implicites, notamment les dettes envers les fournisseurs.

Au Cameroun, cette problématique revêt une acuité particulière. La persistance d'une faible pression fiscale, la rigidité marquée des dépenses publiques et l'augmentation constante de la dette intérieure suggèrent que cet endettement domestique ne découle pas seulement d'un besoin de financement ponctuel, mais plutôt d'un déséquilibre budgétaire plus profond. Cela signifie que lorsque la collecte des recettes s'avère insuffisante face à des charges publiques difficilement compressibles, la dette intérieure est susceptible de devenir une variable d'ajustement budgétaire permanente, s'éloignant de son rôle d'instrument de financement stratégique.

Ce chapitre a dès lors pour ambition de mettre en évidence que, dans le cas du Cameroun, l'insuffisance structurelle de la mobilisation des ressources publiques représente un déterminant majeur de l'accumulation de la dette publique intérieure. Dans cette optique, la première section s'attache à clarifier les concepts fondamentaux liés à la mobilisation des ressources et à la dette publique intérieure. La seconde, pour sa part, propose une analyse critique des études empiriques qui abordent l'incidence de la collecte des recettes sur l'endettement domestique, à l'échelle internationale, continentale africaine et nationale camerounaise.

SECTION I : CONTRIBUTION THEORIQUE DE LA MOBILISATION DES RECETTES FISCALE SUR LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE

La présente section a pour vocation d'établir le cadre analytique de l'étude. Elle vise, dans un premier temps, à expliciter les notions fondamentales relatives à la mobilisation des recettes fiscales et à l'endettement public domestique. Par la suite, l'analyse se concentrera sur l'identification des mécanismes par lesquels une collecte insuffisante ou instable des ressources publiques peut engendrer une dynamique d'accroissement de la dette intérieure.

Pour le Cameroun, cette problématique revêt une acuité particulière. En effet, face à l'augmentation continue des exigences publiques, à l'inflexibilité de certaines lignes de dépenses et à la persistance d'une faible pression fiscale, la dette intérieure est fréquemment sollicitée comme mécanisme d'ajustement budgétaire. Une compréhension approfondie de cette interdépendance se révèle donc indispensable afin d'évaluer la viabilité des finances publiques nationales.

1.1. Cadre conceptuel de la mobilisation des recettes fiscales

1.1.1. La mobilisation des ressources publiques

La mobilisation des ressources publiques implique l'ensemble des processus par lesquels l'État rassemble les recettes indispensables à l'accomplissement de ses fonctions régaliennes, économiques et sociales. Elle s'appuie principalement sur les prélèvements fiscaux, mais intègre également les recettes non fiscales, les dividendes générés par les entreprises publiques, diverses redevances administratives et, dans certaines conjonctures, des concours financiers externes.

Selon l'analyse de Richard Musgrave, la fonction de financement représente un fondement essentiel des finances publiques. En l'absence de ressources adéquates, l'État se trouve dans l'incapacité d'assurer ni l'allocation efficiente des biens publics, ni la fonction de redistribution, ni la stabilisation macroéconomique.

Cependant, au sein des économies en développement, la collecte des recettes reste confrontée à plusieurs obstacles : une assiette fiscale souvent étroite, une informalité économique prégnante, la persistance de la fraude, des capacités administratives parfois limitées, et une dépendance marquée envers des sources de revenus fluctuantes. Ces éléments convergent pour restreindre la capacité de l'État à garantir des ressources régulières et prévisibles.

S'agissant du Cameroun, le niveau de pression fiscale demeure relativement modéré comparativement aux exigences de financement public. Cette conjoncture limite les marges de manœuvre budgétaires et amplifie la vulnérabilité de l'État face aux chocs économiques ou aux variations imprévues de certaines catégories de recettes.

Dès lors, la mobilisation des ressources publiques ne saurait être réduite à une simple opération comptable ; elle constitue un déterminant fondamental de l'autonomie financière de l'État et de la viabilité budgétaire à long terme.

1.1.2. La dette publique intérieure : définition et caractéristiques

La dette publique intérieure correspond aux obligations financières assumées par l'État vis-à-vis de créanciers résidant sur son territoire. Ces engagements peuvent se matérialiser sous diverses formes, notamment des titres de dette à court terme tels que les bons du Trésor, des instruments à plus long terme comme les obligations publiques, des facilités de crédit bancaires, des dettes envers des entités du secteur public, ou encore des arriérés de paiement dus aux fournisseurs nationaux.

À la différence de la dette externe, sa désignation en monnaie nationale atténue l'exposition directe aux fluctuations des taux de change. Elle peut ainsi offrir une marge de manœuvre accrue en matière de mobilisation des fonds et représenter un instrument de financement budgétaire rapidement disponible.

Néanmoins, une accumulation excessive de cette dette interne est susceptible d'engendrer plusieurs effets indésirables : parmi lesquels l'augmentation du coût du service de la dette, une contraction de la marge de manœuvre budgétaire, des pressions haussières sur les taux d'intérêt, et potentiellement un effet d'éviction du crédit destiné au secteur privé.

Dans les économies caractérisées par des marchés financiers de faible profondeur, ces conséquences sont susceptibles d'être amplifiées. Lorsque les institutions bancaires orientent prioritairement leurs financements vers l'État plutôt qu'vers le secteur des entreprises, il en résulte fréquemment un ralentissement de l'investissement productif.

Spécifiquement au Cameroun, la dette intérieure intègre également une part substantielle d'arriérés de paiement. Cette particularité revêt une importance considérable, étant donné qu'elle impacte directement la liquidité des entreprises fournissant des biens et services à l'État, et par extension, la fluidité générale de l'activité économique.

1.1.3. Le lien conceptuel entre mobilisation des recettes et dette intérieure

La relation entre la capacité d'un État à mobiliser ses recettes et son recours à l'endettement intérieur trouve son origine principale dans la contrainte budgétaire inhérente à toute entité publique. Dès lors que les ressources fiscales et non fiscales collectées s'avèrent insuffisantes pour couvrir l'intégralité des dépenses publiques engagées, le déficit qui en résulte requiert un financement, lequel s'opère généralement soit par une contraction des dépenses, soit par un recours à l'emprunt.

Dans ce contexte, une mobilisation fiscale jugée insuffisante est susceptible d'intensifier le recours à l'endettement domestique, particulièrement lorsque les postes de dépenses publiques manifestent une rigidité structurelle ou sont considérés comme des priorités incontournables.

Un second facteur explicatif réside dans la volatilité inhérente aux recettes publiques. Dans l'éventualité où les ressources fiscales de l'État dépendent de manière prépondérante de secteurs économiques instables ou sont excessivement corrélées aux fluctuations conjoncturelles, l'autorité publique peut se voir contrainte de recourir à l'emprunt afin d'amortir des déséquilibres de trésorerie de nature temporaire.

Le troisième axe d'analyse concerne la crédibilité budgétaire perçue par les acteurs financiers. Une administration fiscale dont l'efficacité, la transparence et la performance sont avérées est de nature à renforcer la confiance des créanciers, ce qui contribue à une réduction des primes de risque associées à la dette souveraine et, par conséquent, à une gestion plus aisée de cette dernière. Inversement, des flux de recettes insuffisants ou caractérisés par une forte imprévisibilité sont susceptibles d'engendrer une augmentation du coût de l'emprunt sur le marché intérieur.

De ce fait, l'endettement intérieur peut être interprété, dans une large mesure, comme un indicateur reflétant la capacité d'un gouvernement à mobiliser ses propres ressources financières. En conséquence, une assise fiscale plus robuste et des flux de recettes plus prévisibles tendent à réduire la nécessité d'un endettement à court terme.

1.1.4. Indicateurs opérationnels et implications analytiques

L'analyse de la mobilisation des recettes fiscales est couramment menée à l'aide de plusieurs indicateurs standards : le ratio des recettes fiscales par rapport au PIB, la pression fiscale, l'effort fiscal, le degré de diversification des recettes, ainsi que la stabilité des encaissements.

Quant à la dette intérieure, les indicateurs fréquemment employés pour son évaluation comprennent : l'encours rapporté au PIB, la proportion du service de la dette dans les recettes budgétaires, la part de la dette intérieure au sein de l'endettement global, et le volume des arriérés accumulés.

Ces paramètres constituent un moyen d'apprécier si les ressources internes évoluent à un rythme suffisant pour maîtriser la dynamique d'endettement.

Dans le contexte camerounais, l'observation concomitante d'une pression fiscale qui demeure modérée et d'une augmentation de la dette intérieure suggère l'existence d'un déséquilibre budgétaire de nature structurelle. Cette configuration justifie l'entreprise d'une analyse empirique au sein de la présente étude.

1.2. Mécanismes théoriques de transmission entre recettes fiscales et dette intérieure

1.2.1. Le mécanisme du déficit budgétaire

L'apparition d'un déficit budgétaire pour l'État survient lorsque la croissance des recettes publiques est inférieure à celle des dépenses. En l'absence d'une correction immédiate de cet écart, ou d'un financement par des ressources concessionnelles, le recours à la dette intérieure pour combler ce déficit est susceptible de s'accentuer.

Dans cette perspective, l'endettement ne procède pas systématiquement d'un choix stratégique délibéré ; il peut ainsi résulter directement d'un déséquilibre persistant entre les ressources et les charges publiques.

1.2.2. Le mécanisme de trésorerie

Indépendamment de l'existence d'un déficit annuel substantiel, des asymétries entre les flux de trésorerie entrants et sortants peuvent se manifester au cours de l'exercice budgétaire.

Un recouvrement tardif ou une mobilisation irrégulière des recettes est susceptible d'engendrer des pressions sur la trésorerie, ce qui peut nécessiter le recours à des facilités de crédit bancaire, l'émission d'instruments de dette à court terme, voire l'accroissement des arriérés de paiement.

Cette dynamique s'avère particulièrement pertinente au sein des entités administratives dont la qualité de la planification budgétaire présente des marges d'amélioration.

1.2.3. Le mécanisme institutionnel

L'efficience fiscale est intrinsèquement liée à la qualité des structures institutionnelles publiques, lesquelles englobent l'administration fiscale, le degré de numérisation des processus, l'efficacité des contrôles, la transparence des opérations et la gouvernance globale.

Lorsque ces dispositifs institutionnels présentent des faiblesses, il en résulte une augmentation des pertes de recettes et une dégradation significative de la capacité d'autofinancement de l'État.

À l'opposé, une amélioration de l'environnement institutionnel peut concourir de manière simultanée à une meilleure mobilisation des ressources et à une diminution de la dépendance à l'égard de l'endettement domestique.

1.2.4. Le mécanisme de soutenabilité

Une mobilisation efficace des recettes est primordiale pour financer le service de la dette sans compromettre les dépenses jugées prioritaires. Il en résulte une amélioration de la soutenabilité budgétaire.

À l'inverse, lorsque les recettes stagnent tandis que la charge de la dette s'alourdit, une proportion croissante du budget est allouée aux remboursements, ce qui a pour effet de restreindre l'espace budgétaire disponible.

L'analyse conceptuelle révèle une corrélation étroite entre la mobilisation des recettes fiscales et l'évolution de la dette publique intérieure. La dette domestique est fréquemment perçue comme la conséquence d'une insuffisance structurelle des ressources publiques, d'une volatilité des encaissements ou encore de déficiences institutionnelles persistantes.

Dans le cas du Cameroun, où les besoins budgétaires demeurent importants face à une pression fiscale encore modérée, cette articulation revêt un enjeu stratégique majeur. Une maîtrise pérenne de la dette intérieure exige par conséquent non seulement une gestion prudente de l'endettement, mais surtout un renforcement structurel des mécanismes de mobilisation des recettes publiques.

La section subséquente examinera les principales contributions, tant théoriques qu'empiriques, relatives à cette interdépendance.

SECTION II : REVUE DE LITTERATURE THEORIQUE

La mobilisation des recettes fiscales s'inscrit au cœur des problématiques de financement de l'État et de régulation économique. Elle ne peut être pleinement comprise sans référence aux fondements théoriques qui expliquent le comportement des agents, le rôle de la fiscalité et les mécanismes d'optimisation des ressources publiques.

Dans cette optique, cette section présente les principales approches théoriques relatives à la fiscalité, notamment les analyses classiques, keynésiennes et contemporaines, ainsi que les concepts de capacité fiscale et de pression fiscale optimale. Elle vise à établir un cadre d'analyse permettant d'éclairer les dynamiques de mobilisation des recettes, en particulier dans le contexte des économies en développement comme le Cameroun.

2.1. La théorie classique de la mobilisation des ressources publiques

La théorie classique des finances publiques postule la nécessité pour l'État de disposer de ressources suffisantes afin d'assurer ses fonctions essentielles, tout en veillant à la préservation de l'équilibre économique général. Dans ce cadre, la fiscalité est appréhendée comme le mécanisme conventionnel de financement de l'action publique. Ce levier permet de couvrir les dépenses collectives, évitant ainsi un transfert intergénérationnel excessif du fardeau financier.

Adam Smith a, en son temps, articulé les principes fondamentaux d'un système fiscal efficient, les synthétisant autour de l'équité, de la certitude, de la commodité et de l'économie de perception. Ces préceptes conservent une pertinence indéniable, étant donné qu'une architecture fiscale déficiente est susceptible d'ébranler la légitimité de l'impôt et de compromettre son efficacité en termes de collecte.

Ultérieurement, Richard Musgrave a enrichi cette perspective en distinguant trois fonctions distinctes de l'État : l'allocation des ressources, la redistribution des revenus et la stabilisation macroéconomique. La mise en œuvre de ces fonctions est intrinsèquement liée à la présence d'une assiette fiscale à la fois robuste et d'une prévisibilité suffisante.

De ce point de vue, le recours à l'endettement public devrait être réservé à un rôle subsidiaire ou à des circonstances extraordinaires. Lorsque, par contre, un État finance ses dépenses courantes de manière persistante par l'emprunt, cette pratique indique fréquemment soit une insuffisance dans la collecte des recettes, soit un accroissement incontrôlé des dépenses publiques.

Cette analyse s'avère particulièrement pertinente dans le contexte du Cameroun. L'accroissement des exigences budgétaires de ce pays, combiné à une pression fiscale qui demeure relativement faible, a pour conséquence de positionner l'endettement intérieur comme un mécanisme d'ajustement de plus en plus courant. En d'autres termes, le recours à l'emprunt pourrait davantage refléter une carence en ressources ordinaires qu'une stratégie financière délibérée.

La perspective classique souligne ainsi un principe fondamental, bien que d'apparence élémentaire : la robustesse des finances publiques dépend avant tout de la capacité de l'État à générer ses propres recettes, préalablement à toute sollicitation du marché du crédit.

2.2. La théorie de l'impôt optimal et l'arbitrage entre fiscalité et dette

La théorie de l'impôt optimal vise à établir les modalités optimales de collecte des recettes publiques, de manière à minimiser les distorsions économiques induites. Développée initialement par

Frank Ramsey, puis approfondie par les travaux de James Mirrlees, cette approche postule que l'impact économique et social des différents prélèvements fiscaux n'est pas uniforme.

Un prélèvement fiscal dont la conception ou le niveau est inapproprié risque d'inhiber l'incitation au travail, de freiner l'investissement, de ralentir la formalisation des activités économiques ou de contracter la consommation. Par contraste, une politique fiscale judicieusement élaborée est susceptible de générer des ressources significatives, tout en atténuant les répercussions défavorables sur la dynamique de la croissance économique.

Dans cette perspective, le recours à l'endettement public peut être envisagé comme une solution transitoire pour éviter une augmentation abrupte de la pression fiscale. Les autorités publiques peuvent ainsi privilégier une répartition temporelle de l'effort fiscal, afin d'éviter d'imposer une charge excessive et immédiate aux acteurs économiques.

Néanmoins, la pérennité de cette approche dépend intrinsèquement de la fiabilité des projections de recettes futures. En effet, une assiette fiscale restreinte, une administration fiscale dont l'efficience est limitée, ou encore une expansion de l'économie informelle, sont autant de facteurs qui compliquent le service de la dette contractée à court terme.

Dans le contexte des économies en développement, cette théorie révèle ainsi un dilemme complexe : bien qu'une augmentation des prélèvements puisse entraver l'activité économique, une mobilisation insuffisante des recettes risque d'aggraver l'endettement. La résolution de cette problématique ne se limite pas à l'ajustement des taux d'imposition, mais implique fondamentalement une amélioration de l'efficience du système fiscal. Celle-ci passe par l'élargissement de l'assiette, la simplification des procédures, la digitalisation des services, le renforcement de la lutte contre la fraude, et l'accroissement du civisme fiscal.

Appliquée au contexte camerounais, cette perspective suggère que le contrôle de la dette intérieure est davantage tributaire d'une modernisation substantielle de la collecte des impôts que d'une simple augmentation arithmétique des prélèvements.

2.3. La théorie de la soutenabilité budgétaire

La théorie de la soutenabilité budgétaire examine la capacité d'un État à maintenir une trajectoire d'endettement viable, c'est-à-dire sans engendrer de crise financière majeure ou une contrainte excessive sur les dépenses publiques fondamentales.

Les analyses d'Evsey Domar ont mis en évidence qu'un endettement peut demeurer soutenable à la condition que le taux de croissance économique excède durablement le coût de son service. Plus récemment, Henning Bohn a développé l'argument selon lequel un État dont la crédibilité est établie est tenu d'ajuster ses équilibres budgétaires en réponse à une augmentation de son niveau d'endettement.

Dans ce cadre d'analyse, la capacité à mobiliser des recettes fiscales adéquates revêt une importance capitale. Un endettement intérieur ne peut être qualifié de soutenable qu'à la condition que la progression des recettes soit compatible avec la couverture des charges d'intérêts, les échéances de remboursement et l'ensemble des autres engagements budgétaires.

Lorsqu'une stagnation des recettes est observée, l'endettement peut s'engager dans une dynamique cumulative, se manifestant par le recours à de nouveaux emprunts pour honorer les précédents, une réduction de l'investissement public, l'apparition de tensions de trésorerie, et une érosion progressive des marges de manœuvre budgétaires.

Cette problématique présente une pertinence particulière dans le contexte du Cameroun. Le simple volume de l'endettement ne constitue pas l'unique indicateur pertinent; il est également essentiel d'évaluer la capacité de l'État à assurer le service de cette dette en s'appuyant sur des recettes internes qui soient à la fois robustes et prévisibles.

La soutenabilité est également conditionnée par la structure même de l'endettement, englobant des facteurs tels que la maturité des titres, leur coût moyen pondéré, l'exposition aux risques de refinancement à court terme et l'importance des arriérés. Un endettement intérieur dont la structure est déficiente peut, même à un niveau modéré, compromettre significativement l'équilibre des finances publiques.

En somme, cette approche théorique souligne que l'évaluation de la dette publique ne doit pas se limiter à son volume nominal, mais doit également prendre en considération la capacité effective de l'État à en assurer une gestion pérenne.

2.4. Les modèles d'optimisation intertemporelle des ressources publiques

Les modèles d'optimisation intertemporelle apportent une perspective dynamique aux analyses des finances publiques. Inspirés notamment par les contributions de Robert Lucas, Nancy Stokey et d'autres chercheurs contemporains, ils postulent que l'État cherche à déterminer, sur un horizon temporel, l'allocation la plus efficiente entre ses ressources (recettes), ses engagements (dépenses) et son niveau d'endettement.

L'argumentation centrale de ces modèles est que les décisions budgétaires ne sauraient être évaluées annuellement de manière isolée, mais qu'elles doivent être considérées dans une perspective temporelle plus étendue. Dans ce cadre, un déficit temporaire peut se justifier s'il finance des investissements générant des rendements futurs ou s'il permet d'atténuer l'impact d'un choc conjoncturel. Inversement, un déficit persistant, destiné à couvrir des dépenses courantes, risque de compromettre la soutenabilité budgétaire à long terme.

Dans cette optique, la dette intérieure peut remplir une fonction de lissage, en facilitant la répartition intertemporelle de la charge financière associée à un événement exceptionnel ou à un programme d'investissement structurant. Cependant, l'effectivité de ce rôle repose sur une projection crédible des recettes futures.

En l'absence de concrétisation des recettes anticipées, la stratégie de lissage est susceptible de se transformer en une accumulation de dette. La réussite de cette approche est donc étroitement liée à la justesse des prévisions budgétaires, à l'intégrité des lois de finances adoptées et à l'efficacité de l'administration fiscale dans sa mission de recouvrement.

Pour le contexte camerounais, ces modèles mettent en lumière l'importance d'une coordination rigoureuse entre la politique fiscale, la programmation budgétaire et la stratégie d'endettement. Il apparaît ainsi que la gestion de la dette intérieure ne doit pas être appréhendée de manière isolée, mais plutôt comme un élément intégré de la politique économique globale du pays.

2.5. Lecture institutionnelle : gouvernance fiscale et dette intérieure

En complément des approches strictement quantitatives, plusieurs analyses issues de la littérature institutionnelle rappellent que la performance budgétaire repose également sur la qualité des cadres normatifs et des structures organisationnelles de l'État.

Douglass North, par exemple, a mis en évidence l'influence déterminante des institutions sur la performance économique. Transposée au domaine des finances publiques, cette lecture suggère qu'un système fiscal efficient nécessite des administrations dotées de crédibilité, des procédures caractérisées par leur transparence, ainsi qu'un environnement réglementaire stable.

Dans cette perspective, il apparaît que l'endettement intérieur n'est pas uniquement le reflet d'une insuffisance de recettes, mais peut également être imputable à des lacunes en matière de gouvernance. Ces lacunes se manifestent, entre autres, par une lenteur dans le recouvrement, une prolifération des exonérations fiscales, une supervision insuffisante, des retards de paiement, ou encore une fragmentation de la chaîne budgétaire.

Cette approche revêt une importance particulière pour les États dont les capacités administratives sont encore en phase de consolidation. Elle souligne que le défi des recettes et de la dette relève fondamentalement d'une question d'organisation des structures publiques.

L'examen de la littérature théorique révèle que la dynamique entre la mobilisation des recettes fiscales et l'endettement public intérieur ne saurait être simplifiée à un pur arbitrage comptable. Cette relation est en effet multifactorielle, impliquant la capacité de l'État à percevoir l'impôt, la qualité intrinsèque du système fiscal, la composition des dépenses publiques, la viabilité à long terme de la dette, et l'efficience des institutions publiques.

Plus précisément, la théorie classique met en exergue l'impératif d'une base fiscale adéquate. La théorie de l'impôt optimal, quant à elle, insiste sur la nécessité d'une grande efficacité dans le processus de prélèvement. La perspective de la soutenabilité rappelle qu'une dette n'est considérée comme viable que si son service peut être assuré de manière pérenne. Les modèles intertemporels soulignent l'importance d'une cohérence entre les horizons budgétaires actuels et futurs. Enfin, l'approche institutionnelle réaffirme le rôle prépondérant de la gouvernance dans ce cadre.

Pour ce qui est du contexte camerounais, ces diverses approches conduisent à une conclusion concordante : une maîtrise durable de l'endettement public intérieur repose intrinsèquement sur l'intensification de la mobilisation des ressources publiques, l'amélioration de la qualité de la gestion budgétaire et le renforcement de la crédibilité des institutions fiscales. La section subséquente aura pour objet d'analyser si les études empiriques corroborent ces enseignements d'ordre théorique.

La présente section a eu pour vocation d'analyser les corrélations entre la mobilisation des ressources publiques et la dynamique de la dette publique intérieure au Cameroun, en adoptant une double perspective, tant théorique qu'empirique.

D'un point de vue théorique, l'examen a mis en lumière que la soutenabilité de la dette ne découle pas exclusivement du volume des dépenses publiques, mais aussi, et de manière significative, de l'aptitude de l'État à mobiliser ses ressources internes de façon régulière, adéquate et efficiente. Les contributions de Musgrave (1959), Domar (1944), Bohn (1998), ainsi que les modélisations d'optimisation fiscale, s'accordent sur un principe fondamental : l'incapacité prolongée d'un État à ajuster ses recettes en fonction de ses obligations budgétaires prédispose à l'adoption récurrente de l'endettement intérieur comme mécanisme d'ajustement, ce qui peut, à terme, compromettre la stabilité macroéconomique.

Sur le plan empirique, une revue approfondie de la littérature a corroboré que les nations se distinguant par une mobilisation des recettes modeste, une gouvernance budgétaire délicate et une

affectation sous-optimale des ressources sont fréquemment confrontées à une accélération de l'accumulation de la dette intérieure. Les recherches ciblées sur l'Afrique subsaharienne, tout comme les investigations disponibles pour le contexte camerounais, indiquent que l'accroissement de l'endettement domestique résulte davantage d'un déséquilibre persistant entre des ressources publiques jugées insuffisantes et des charges budgétaires peu flexibles que d'une stratégie délibérée de financement.

Par conséquent, la conclusion majeure de cette section est la suivante : au Cameroun, la dette publique intérieure semble largement découler d'une contrainte budgétaire structurelle, elle-même alimentée par une mobilisation fiscale déficiente et par une difficulté avérée de l'État à adapter ses dépenses à ses véritables capacités de financement. Cette interprétation confère une résonance particulière à l'analyse empirique à venir, qui s'attachera, au moyen des données camerounaises, à évaluer dans quelle proportion une meilleure mobilisation des recettes fiscales parvient effectivement à maîtriser la progression de la dette publique intérieure. À la lumière de ces observations préliminaires, la prochaine section aura pour mission de présenter un état des lieux empirique de la dette publique intérieure au Cameroun et d'examiner l'incidence des initiatives de mobilisation budgétaire sur sa trajectoire.

CHAPITRE IV : MOBILISATION DES RECETTES FISCALES ET DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN : EVIDENCE EMPIRIQUE

S'inscrivant dans la continuité des élaborations théoriques présentées au chapitre précédent, le présent chapitre a pour objectif d'analyser empiriquement l'incidence de la performance budgétaire sur la trajectoire de la dette publique interne au Cameroun.

Il a été établi, par l'analyse théorique, que la mobilisation insuffisante des ressources publiques représente un facteur prépondérant dans l'accroissement de l'endettement domestique. Néanmoins, il importe de soumettre cette corrélation, malgré ses fondements théoriques robustes, à une vérification empirique au regard des spécificités du contexte camerounais.

Ainsi, l'objectif principal de la présente étude consiste à évaluer, sur la base de données observée, tant l'existence que l'ampleur de cette interdépendance, tout en élucidant les mécanismes par lesquels la performance budgétaire influe sur l'évolution de la dette publique interne.

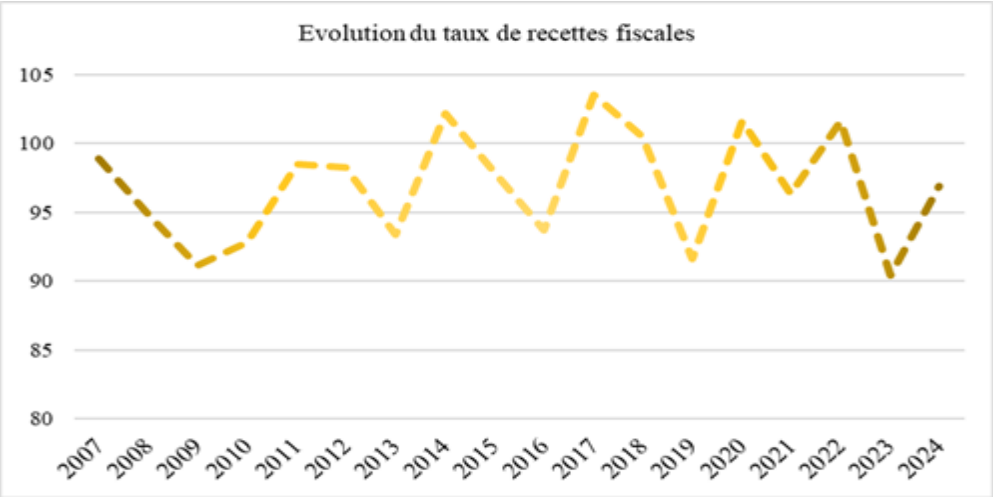
SECTION I: FAITS STYLISES ET STRATEGIE METHODOLOGIE

Cette section a une double finalité. Elle consiste, d'une part, à mettre en évidence les principales tendances observées entre dépenses publiques et dette intérieure au Cameroun ; d'autre part, à présenter le cadre méthodologique mobilisé pour tester rigoureusement les hypothèses du mémoire.

1.1. Faits stylisés

L'analyse des faits stylisés permet d'identifier les principales tendances observées entre la mobilisation des recettes fiscales et l'évolution de la dette publique intérieure au Cameroun. Elle offre une première lecture empirique du phénomène avant l'estimation économétrique. Les graphiques ci-après mettent en évidence des déséquilibres persistants entre ressources budgétaires et besoins de financement publics.

Graphique 14: Évolution du taux de recettes fiscales



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Le graphique illustre des variations significatives du taux de recettes fiscales entre 2007 et 2024. La période allant de 2007 à 2014 se distingue par une instabilité marquée, reflétant une mobilisation fiscale inconstante. À partir de 2015, les données montrent une stabilisation autour d'un niveau moyen proche de 100 %.

Cette évolution laisse entrevoir des améliorations dans l'administration fiscale ou dans les mécanismes de collecte, bien que la tendance demeure relativement stationnaire plutôt que véritablement croissante. Autrement dit, les augmentations des recettes fiscales semblent insuffisantes pour accompagner l'accroissement des besoins budgétaires.

Ainsi, ce graphique met en lumière une certaine progression dans la capacité de mobilisation fiscale, qui reste toutefois limitée en regard des exigences croissantes des dépenses publiques.

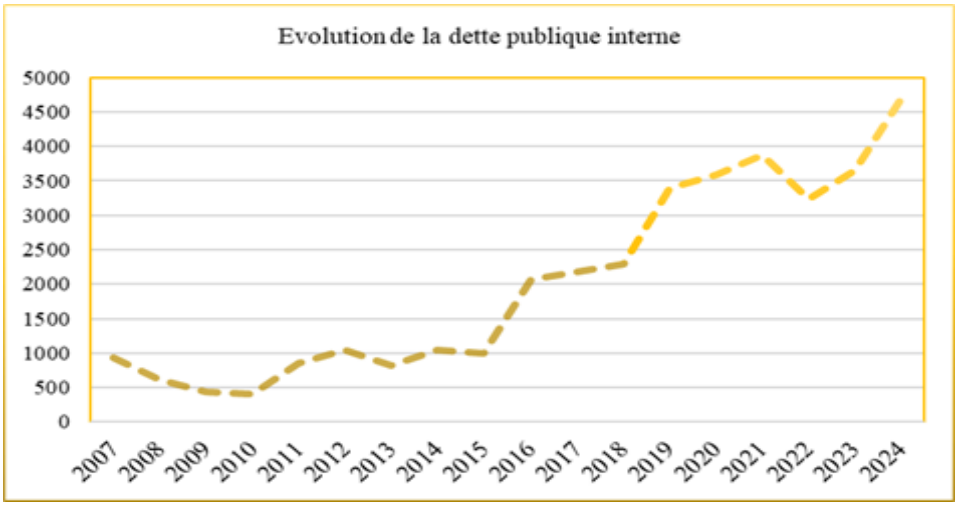
Graphique 15: Évolution de la collecte des recettes fiscales



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Le graphique binaire souligne une irrégularité dans la collecte fiscale entre 2007 et 2014, marquée par plusieurs ruptures apparentes. Cette dynamique pourrait traduire des difficultés d'ordre administratif, des chocs économiques ou encore des lacunes dans les mécanismes de recouvrement. À partir de 2016, la collecte tend à se stabiliser à un niveau relativement élevé, suggérant un renforcement graduel des dispositifs fiscaux. Toutefois, cette amélioration n'a pas permis de modifier la tendance à la hausse de la dette intérieure. En effet, bien que les recettes augmentent, leur rythme demeure inférieur à celui des dépenses publiques.

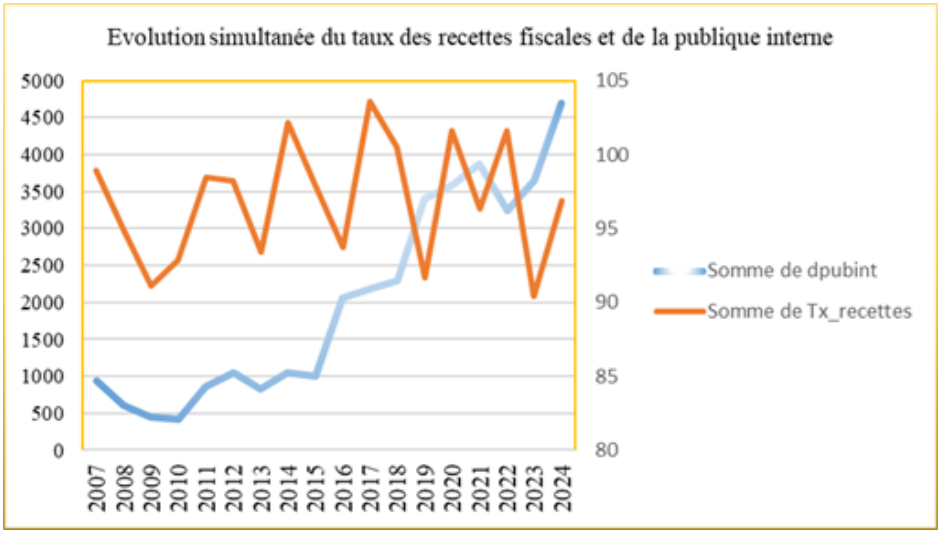
Graphique 16: Évolution de la dette publique interne



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Ce graphique présente une série lissée de la dette publique intérieure, mettant en évidence une augmentation significative de l'endettement. La croissance reste modérée dans un premier temps, avant de s'accélérer de manière marquée à partir de 2015, puis encore plus intensément après 2020. Cette évolution suggère que le recours à la dette s'est renforcé comme moyen de financement pour pallier des recettes insuffisantes. Le niveau atteint dépasse 4 500 unités, ce qui traduit une pression financière élevée. La tendance exponentielle observée en fin de période laisse entrevoir une dynamique qui pourrait poser des problèmes de viabilité. Ainsi, ce graphique corrobore une tendance structurelle à l'expansion de la dette publique intérieure, en accord avec les analyses antérieures.

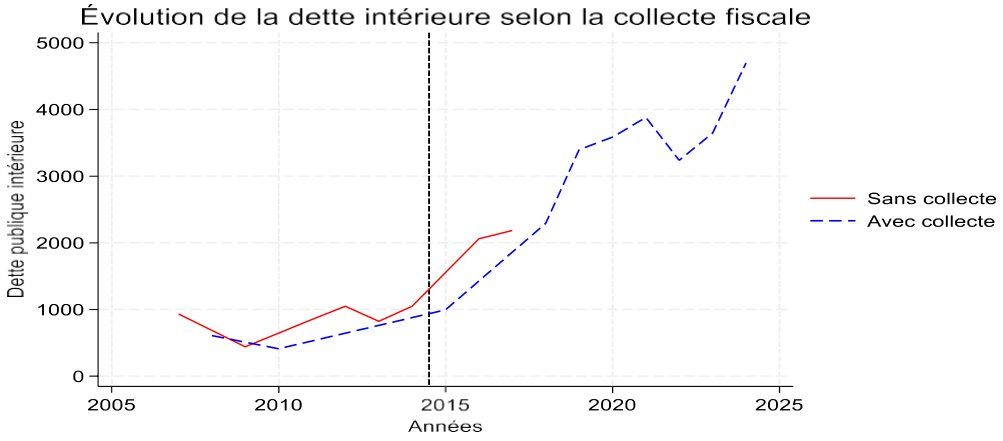
Graphique 17: Évolution simultanée du taux de recettes fiscales et de la dette publique Intern



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Ce graphique superpose l'évolution des recettes fiscales exprimées en pourcentage avec celle de la dette publique intérieure. Une divergence marquée apparaît : tandis que les recettes fiscales oscillent entre 95 et 105 %, la dette connaît une croissance continue. Cette divergence traduit une stabilité relative des recettes concomitante à une progression structurelle de l'endettement. La corrélation négative observée laisse entendre que les améliorations ponctuelles des recettes ne compensent pas intégralement l'augmentation des dépenses. L'accélération de l'endettement à partir de 2016 se manifeste malgré un maintien des recettes à un niveau relativement constant, témoignant d'un déséquilibre budgétaire persistant. Ce graphique met en évidence l'origine du déséquilibre macroéconomique : un écart structurel entre les recettes et les charges publiques.

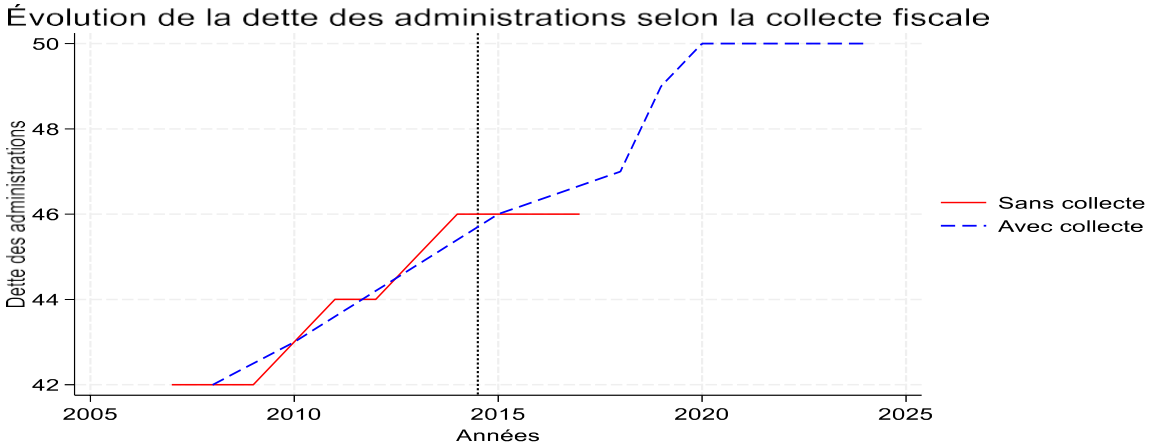
Graphique 18: Évolution de la dette intérieure selon la collecte fiscale



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Le graphique indique qu'avant 2015, l'évolution de la dette intérieure est comparable dans les scénarios avec et sans collecte fiscale. Après cette date, une divergence significative se développe : la dette progresse plus rapidement lorsque la collecte fiscale est prise en compte. Cette accélération pourrait résulter d'un décalage entre le montant des ressources fiscales mobilisées et les besoins financiers, ou encore d'une mobilisation fiscale dont l'efficacité demeure limitée face à l'augmentation de l'endettement. En revanche, la trajectoire associée au scénario sans collecte se caractérise par une progression plus contenue, ce qui pourrait correspondre à un cadre théorique ou à un scénario de référence. Cette opposition met en lumière un paradoxe fiscal : malgré une intensification des recettes fiscales, l'endettement tend à croître, ce qui suggère que les dépenses excèdent les revenus supplémentaires générés.

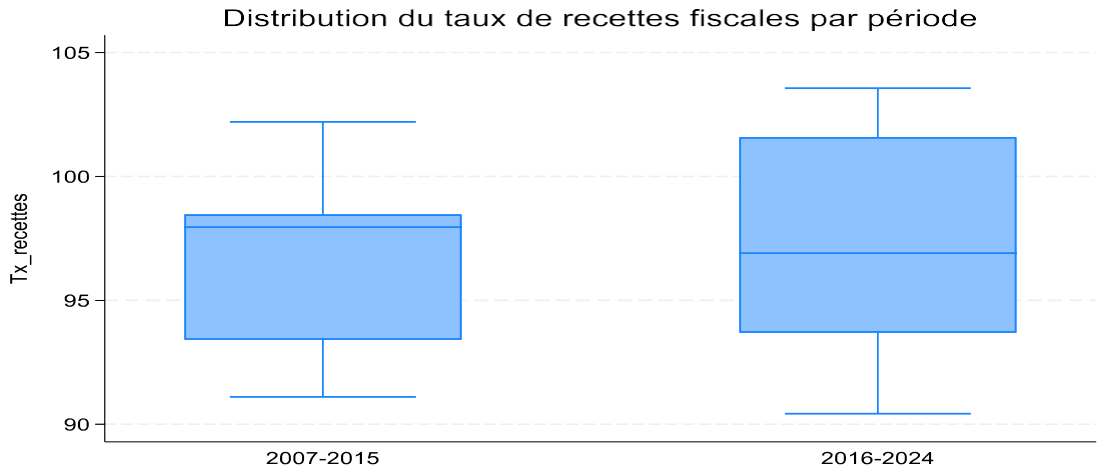
Graphique 19: Évolution de la dette des administrations selon la collecte fiscale



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Ce graphique met en évidence une variation distincte de l'impact de la collecte fiscale sur l'endettement des administrations. De 2007 à 2015, les deux courbes présentent une évolution parallèle, suggérant une stabilité relative. Au-delà de 2015, la dette des administrations augmente de manière plus marquée dans le scénario intégrant la collecte fiscale, ce qui laisse entendre que les recettes supplémentaires issues de cette collecte ne compensent pas pleinement la croissance des dépenses administratives. L'accélération observée après 2020 traduit une intensification des pressions sur les administrations, vraisemblablement liée à l'accroissement des dépenses publiques obligatoires. Ces éléments confirment une dynamique structurelle en faveur d'une expansion continue de la dette administrative.

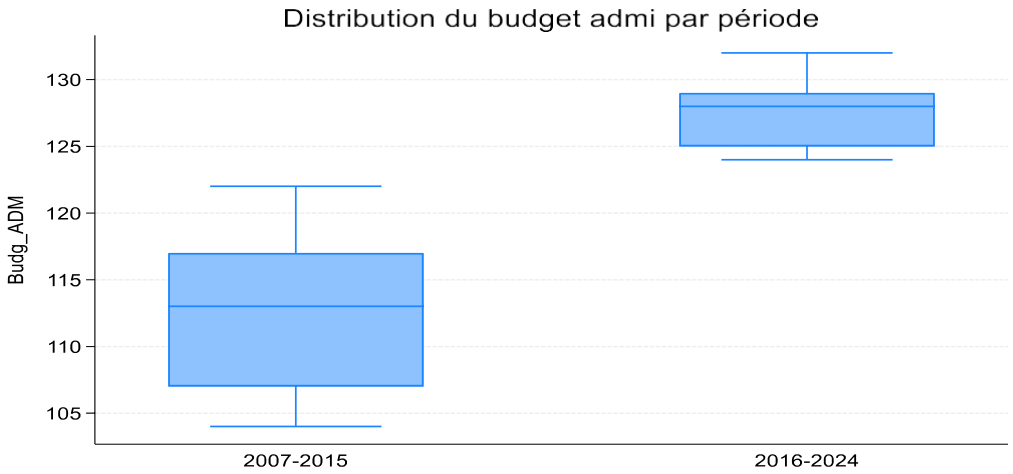
Graphique 20: Distribution du taux de recettes fiscales par période (Boxplot)



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Le diagramme en boîte illustre que, durant la période 2007-2015, le taux de recettes fiscales présente à la fois un niveau relativement bas et une variabilité importante, ce qui révèle une certaine instabilité dans les mécanismes de mobilisation des ressources fiscales. En revanche, le second diagramme, couvrant les années 2016 à 2024, témoigne d'une augmentation de la médiane ainsi que d'une réduction de la dispersion des données, signes d'une collecte fiscale plus stable et améliorée. Néanmoins, malgré cette progression, les recettes fiscales demeurent inférieures au taux des dépenses publiques, ce qui contribue au maintien des déficits budgétaires. Ce contraste met en lumière une amélioration de l'effort fiscal, qui toutefois ne semble pas encore suffisante pour limiter la croissance de l'endettement public.

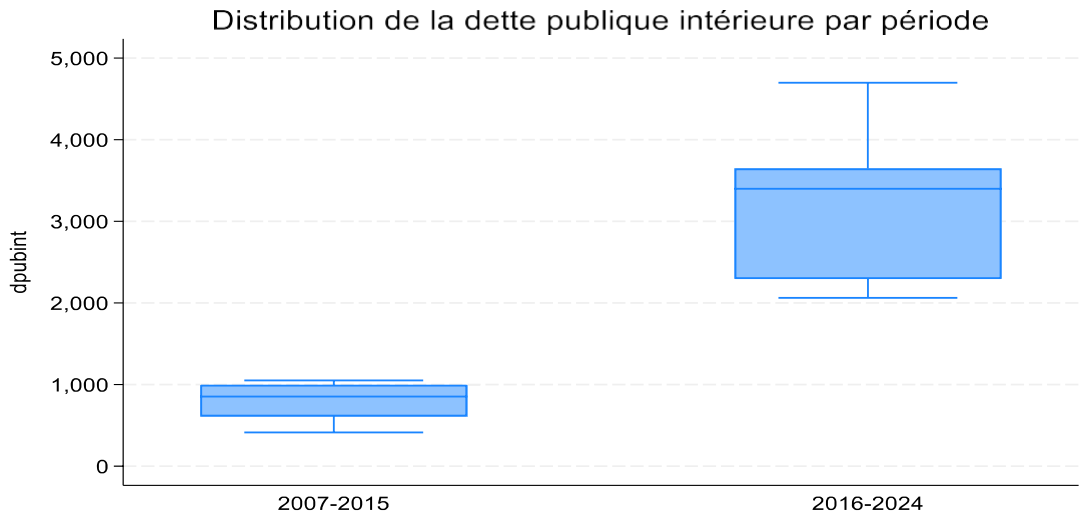
Graphique 21: Distribution du budget de l'administration par période (Boxplot)



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

La période allant de 2007 à 2015 se caractérise par un budget administratif relativement modéré, mais marqué par une forte dispersion, ce qui traduit une certaine instabilité dans la planification budgétaire. En revanche, pour les années 2016 à 2024, le budget présente une augmentation notable, à la fois plus concentrée et plus homogène. Ce changement suggère une évolution structurelle du budget administratif, vraisemblablement liée à l'élargissement des services publics, aux réformes dans le secteur administratif ou à la croissance des charges fixes. Cette tendance vers une plus grande rigidité budgétaire engendre une pression continue sur les finances publiques, restreignant ainsi la flexibilité dans la gestion des ressources.

Graphique 22: Distribution de la dette publique intérieure par période (Boxplot final)



Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Le boxplot le plus récent met en évidence une augmentation notable et rapide de la dette publique intérieure. Entre 2007 et 2015, les niveaux de dette se maintiennent à des valeurs relativement basses, stables et peu volatiles, ce qui suggère une certaine soutenabilité. En revanche, la période allant de 2016 à 2024 est marquée par une augmentation marquée de la dette, caractérisée par une médiane élevée accompagnée d'une grande dispersion des valeurs. Ce constat suggère que le recours à l'endettement est devenu un mécanisme privilégié de financement public. La largeur de la boîte témoigne de fluctuations importantes, vraisemblablement associées aux crises successives ainsi qu'à l'ampleur croissante des dépenses publiques rigides. Ce graphique illustre ainsi de manière explicite la dégradation progressive de la soutenabilité fiscale du pays.

L'ensemble des graphiques fait ressortir trois constats majeurs :

- ✓ La mobilisation fiscale s'est améliorée, mais reste insuffisante ;

- ✓ Les dépenses administratives se sont durablement accrues ;
- ✓ La dette publique intérieure a fortement progressé, surtout après 2015.

Ces tendances suggèrent l'existence d'un lien structurel entre faiblesse relative des recettes, rigidité des dépenses et montée de l'endettement intérieur au Cameroun. Elles justifient pleinement l'analyse économétrique présentée dans la suite du chapitre.

1.2. Stratégie méthodologique

L'analyse des faits stylisés révèle une évolution conjointe des dépenses publiques et de la dette intérieure au Cameroun. Cependant, cette observation descriptive ne suffit pas à quantifier la force du lien entre ces deux variables, ni à déterminer l'impact spécifique de chacune d'elles.

Il devient donc indispensable d'adopter une approche économétrique rigoureuse afin d'identifier les facteurs déterminants de la dette intérieure et de vérifier empiriquement l'hypothèse centrale selon laquelle la gestion des dépenses publiques influe de manière significative sur la trajectoire de l'endettement domestique.

Cette section expose successivement le cadre analytique choisi, la formulation du modèle, les raisons justifiant la méthode d'estimation employée, ainsi que les hypothèses relatives aux effets attendus des variables explicatives.

1.2.1. Cadre analytique

L'analyse présentée dans cette étude s'appuie sur la notion de contrainte budgétaire à laquelle l'État est soumis. Théoriquement, le financement des dépenses publiques dépend des recettes fiscales et non fiscales, ainsi que des dons reçus ; à défaut, le recours à l'endettement devient nécessaire. Lorsque les ressources ordinaires ne suffisent plus à couvrir l'ensemble des charges publiques, l'État doit alors recourir à des sources de financement additionnelles. Dans cette perspective, l'endettement public intérieur joue un rôle d'ajustement budgétaire, en comblant les écarts éventuels entre les recettes et les dépenses.

Cette logique peut être résumée par la relation suivante :

Avec :

- D_t: dette publique intérieure à la période t;
- G_t: dépenses publiques ;
- R_t: recettes publiques ;
- F_t: autres facteurs macroéconomiques et financiers influençant la dette.

Dans cette optique, une augmentation des dépenses publiques, lorsqu'elle n'est pas équilibrée par une hausse concomitante des recettes, tend à entraîner une croissance de la dette intérieure. Inversement, une progression soutenue des ressources publiques ou une amélioration de l'efficacité budgétaire peut participer à modérer cette évolution. Le cadre analytique retenu s'appuie ainsi sur les notions de soutenabilité budgétaire et de discipline des finances publiques, qui privilégient l'idée que l'endettement découle majoritairement des déséquilibres budgétaires durables.

1.2.2. Spécification du modèle économétrique et variable du modèle

Afin d'évaluer empiriquement l'effet des dépenses publiques sur la dette intérieure, le mémoire retient une fonction économétrique où la dette publique intérieure constitue la variable dépendante.

La forme générale du modèle est la suivante :

$$DPI_t = \beta_0 + \beta_1 TDP_t + \beta_2 BADM_t + \beta_3 COL_t + \beta_4 INF_t + \beta_5 CRED_t + \beta_6 IDE_t + \varepsilon_t$$

Où :

- DPI_t: Dette publique intérieure ;
- TDP_t: Taux de dépenses publiques ;
- $BADM_t$: Budget de l'administration ;
- COL_t: Collecte des recettes fiscales ;
- INF_t: Inflation ;
- $CRED_t$: Crédit domestique ;
- IDE_t: Investissements directs étrangers ;
- ε_t: terme d'erreur.

Présentation économique des variables

- **Dette publique intérieure (DPI) :** Elle mesure l'ensemble des engagements financiers contractés par l'État auprès de résidents. Elle constitue l'indicateur central de pression budgétaire interne.
- **Taux de dépenses publiques (TDP)** : Cette variable traduit l'intensité de l'action budgétaire. Une hausse excessive des dépenses peut accroître les besoins de financement.
- **Budget de l'administration (BADM)** : Il reflète les charges de fonctionnement de l'appareil public. Son augmentation peut accentuer la rigidité budgétaire.

- **Collecte fiscale (COL)** : Elle mesure la capacité effective de mobilisation des recettes. Une amélioration de cette variable devrait limiter le recours à la dette.
- **Inflation (INF)** : Elle peut affecter les recettes nominales, les dépenses réelles et la valeur réelle de la dette.
- **Crédit domestique (CRED)** : Il représente la profondeur financière interne et la capacité du système bancaire à financer l'État.
- **Investissements directs étrangers (IDE)** : Ils peuvent soutenir la croissance, les recettes fiscales futures ou réduire certaines contraintes budgétaires.

1.2.3. Justification du modèle retenu

Le choix du modèle économétrique doit être cohérent avec la nature de la variable dépendante et les caractéristiques de l'échantillon.

Dans cette étude, la variable dette publique intérieure présente certaines spécificités :

- valeurs positives;
- évolutions asymmetries;
- possibilité de concentration sur certaines plages de valeurs;
- taille relativement réduite de l'échantillon.

Dans ce contexte, l'emploi d'une régression linéaire classique par moindres carrés ordinaires (MCO) présente un risque d'estimations biaisées ou inefficaces. L'adoption du modèle Tobit s'avère alors appropriée, car il est conçu pour gérer les variables dépendantes limitées ou censurées, tout en préservant les informations contenues dans les observations disponibles. Ce modèle est d'ailleurs fréquemment utilisé dans les études en finances publiques lorsque la variable analysée ne suit pas une distribution strictement linéaire. Par conséquent, le modèle Tobit constitue une approche méthodologiquement plus robuste pour examiner la dynamique de la dette intérieure au Cameroun.

1.2.4. Définition du modèle Tobit et signes attendus

Le modèle Tobit, proposé par James Tobin[18], est un modèle de régression utilisé lorsque la variable dépendante est censurée ou limitée.

Il repose sur l'existence d'une variable latente non observée :

[8] [1] Estimation of Relationships for Limited Dependent Variables, James Tobin.

$$DPI_t^* = X_t\beta + u_t$$

La variable effectivement observée devient :

$$DPI_t = \begin{cases} DPI_t^* & \text{si } DPI_t^* > 0 \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

Le modèle permet donc d'estimer simultanément :

- La probabilité d'observer une valeur positive ;
- L'effet marginal des variables explicatives sur le niveau de dette observé.

VARIABLES	SIGNE ATTENDU	JUSTIFICATION
TPB	+	Hausse des dépenses = besoin accrue de financement
BADM	+	Charges administrative rigides
COL	-	Plus, de recettes = moindre recours à la dette
INF	+/-	Effets ambigus selon contexte
CRED	+	Facilite l'endettement intérieur
IDE	-	Soutien croissance et recettes futures

Ces signes attendus permettront de confronter la théorie aux résultats économétriques obtenus.

Les estimations ont été conduites avec le logiciel Stata, en recourant à la commande tobit et en adoptant des erreurs standards robustes. Les résultats présentés dans le tableau 4 indiquent que les coefficients sont statistiquement significatifs. Ils suggèrent que l'augmentation des recettes fiscales tend à réduire la dette publique intérieure, tandis que le budget administratif et les investissements directs étrangers semblent associés à une hausse de cette dette.

SECTION II : ANALYSE STATISTIQUE ET VALIDATION ECONOMETRIQUE DES DONNEES

L'analyse de l'impact de la mobilisation des recettes fiscales sur l'évolution de la dette publique intérieure requiert, en amont, une exploration rigoureuse des données mobilisées. Cette étape permet d'apprécier les propriétés statistiques des variables, d'identifier les relations initiales qui les lient et de vérifier leur conformité aux exigences du modèle économétrique retenu.

À cet effet, la présente section est consacrée à l'analyse descriptive des variables, à l'étude des corrélations initiales ainsi qu'à la validation statistique des séries. Elle se poursuit par la présentation et la discussion des résultats empiriques, dans le but de dégager les principaux enseignements relatifs à l'influence des recettes fiscales sur la dynamique de la dette publique intérieure au Cameroun.

2.1. Analyse pre-econometrique des données

Avant de passer à l'estimation du modèle économétrique, il est nécessaire de prendre un moment pour examiner les données utilisées. Cette étape permet de mieux comprendre le comportement des variables, d'évaluer leur qualité et de repérer d'éventuelles anomalies qui pourraient influencer les résultats de l'analyse.

Dans le cas des séries temporelles, une mauvaise prise en compte des caractéristiques des données peut facilement conduire à des résultats trompeurs ou à des interprétations erronées. C'est pourquoi cette analyse pré-économétrique joue un rôle essentiel : elle permet de poser des bases solides pour l'étude et de justifier le choix du modèle Tobit dans le contexte du Cameroun.

Pour mener cette étape, trois aspects sont particulièrement pris en compte. D'abord, une analyse descriptive des variables est réalisée afin d'en dégager les principales caractéristiques. Ensuite, une étude des corrélations initiales permet d'identifier les liens possibles entre les variables. Enfin, une validation statistique des séries est effectuée afin de vérifier qu'elles répondent aux exigences nécessaires à une estimation fiable.

2.1.1. Analyse descriptive des variables

L'analyse descriptive est une première étape qui nous permet d'explorer les données de manière quantitative. Elle nous aide à présenter, pour chaque variable, les principales statistiques de synthèse, comme la moyenne, le minimum, le maximum, l'écart-type et le nombre d'observations. Dans le cadre de cette étude, les statistiques descriptives mettent en lumière une grande hétérogénéité parmi les variables budgétaires, financières et macroéconomiques sélectionnées. Certaines séries affichent des niveaux relativement stables au cours de la période étudiée, tandis que d'autres montrent des fluctuations plus marquées. Par exemple, la dette publique intérieure a connu une progression significative et une dispersion importante, ce qui indique une évolution dynamique de l'endettement intérieur au fil du temps. Cette variabilité souligne l'importance d'une analyse approfondie de ses déterminants. Le taux de dépenses publiques reste à un niveau moyen relativement élevé, ce qui reflète la continuité de l'intervention budgétaire de l'État. En revanche, la collecte fiscale évolue de manière plus contrastée,

montrant des performances variables dans la mobilisation des recettes internes. Les variables de contrôle, comme l'inflation, le crédit domestique ou les investissements directs étrangers, affichent également des comportements distincts. Il est donc essentiel de les prendre en compte pour éviter une analyse partielle de la dette intérieure. En somme, l'analyse descriptive révèle que les données utilisées présentent une diversité suffisante pour alimenter l'estimation économétrique.

2.1.2. Analyse des corrélations initiales

L'analyse des corrélations nous aide à comprendre les relations linéaires simples entre les variables explicatives et la variable dépendante. C'est une étape exploratoire précieuse avant de passer à l'estimation du modèle. Les premiers résultats montrent une relation positive entre les dépenses publiques et la dette publique intérieure. Cela va dans le sens de l'hypothèse théorique qui suggère qu'une augmentation des charges budgétaires, si elle n'est pas compensée par des recettes suffisantes, a tendance à accroître les besoins de financement public. Le budget de l'administration montre également un lien positif avec la dette intérieure, ce qui indique que les charges administratives peuvent exercer une pression continue sur les finances publiques. En revanche, la collecte fiscale pourrait avoir une relation négative avec la dette intérieure. Cela signifierait qu'une meilleure mobilisation des recettes aide à diminuer le recours à l'endettement domestique. Cependant, il est important de rappeler que la corrélation ne doit pas être confondue avec la causalité. Elle ne fournit que des indications préliminaires qui devront être vérifiées ou nuancées par une analyse économétrique.

2.1.3. Validation statistique des séries

La validité des estimations économétriques repose fortement sur les caractéristiques statistiques des variables que l'on utilise. Il est donc crucial de réaliser certaines vérifications préalables pour éviter les biais d'interprétation et assurer la solidité du modèle choisi. Tout d'abord, il est essentiel d'examiner la stationnarité des séries, car l'utilisation de variables non stationnaires peut mener à des régressions trompeuses. Une série est considérée comme stationnaire lorsque sa moyenne, sa variance et sa structure d'évolution restent relativement constantes dans le temps. Pour cela, des tests de racine unitaire, comme ceux de David Dickey et Wayne Fuller, sont utilisés pour déterminer l'ordre d'intégration des variables. En général, les résultats indiquent que certaines séries sont stationnaires au niveau, tandis que d'autres ne le deviennent qu'après une première différenciation, ce qui est courant dans les analyses macroéconomiques. Ensuite, il est important de s'assurer qu'il n'y a pas de multicolinéarité excessive entre les variables explicatives. Une forte corrélation entre les variables indépendantes peut réduire la précision des coefficients estimés et compliquer leur interprétation économique. L'analyse des

coefficients de corrélation et des indicateurs habituels montre que les variables sélectionnées ne présentent pas de colinéarité critique qui pourrait nuire à la qualité des estimations. Enfin, tous ces tests confirment la cohérence statistique globale des données utilisées. Les séries affichent des propriétés compatibles avec une estimation économétrique rigoureuse, ce qui renforce la pertinence de l'utilisation du modèle Tobit pour analyser la dette publique intérieure au Cameroun.

Ainsi, cette étape de validation statistique renforce la fiabilité de notre approche empirique et prépare le terrain pour l'interprétation des résultats économétriques dans les sections à venir. L'analyse pré-économétrique des données révèle que les séries choisies affichent des caractéristiques statistiques globalement satisfaisantes pour l'estimation du modèle. Les statistiques descriptives mettent en lumière une dynamique marquée de la dette intérieure, tandis que les corrélations initiales confirment la pertinence des hypothèses formulées dans le mémoire. De plus, les tests effectués valident la cohérence générale des données et soutiennent le choix méthodologique du modèle Tobit. La section suivante sera donc dédiée à la présentation des résultats économétriques et à leur interprétation économique.

2.2. Présentation des résultats et discussion

2.2.1. Présentation des résultats

Les résultats de l'estimation du modèle économétrique sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Résultats de base

VARIABLES	1 dette publique intérieure	2 dette publique intérieure	3 dette publique intérieure	4 dette publique intérieure	5 dette publique intérieure	6 dette publique intérieure	7 dette publique intérieure
Collectif_recettes	-0.686*	-0.738**	-0.0959*	-0.0863**	-0.0459***	-0.00740**	-0.00995**
	(0.329)	(0.316)	(0.171)	(0.169)	(0.194)	(0.134)	(0.134)
var(e.lndpubint)	0.480***	0.437***	0.0988***	0.0961***	0.0952**	0.0452**	0.0449**
	(0.160)	(0.146)	(0.0329)	(0.0320)	(0.0317)	(0.0151)	(0.0150)
Tx_recettes		-0.0526**	-0.0153**	-0.0158***	-0.0166*	-0.00780*	-0.00941*
		(0.0394)	(0.0193)	(0.0191)	(0.0191)	(0.0142)	(0.0153)
Budget administration centrale			0.0740***	0.0723***	0.0728***	0.0776***	0.0766***
			(0.00943)	(0.00962)	(0.00965)	(0.00673)	(0.00755)
Crédit				9.69e-05	0.000106*	5.64e-05	7.52e-05**
				(0.000136)	(0.000137)	(9.48e-05)	(0.000115)
Inflation					0.0259*	0.0109**	0.00700**
					(0.0613)	(0.0430)	(0.0450)
Ide						0.207***	0.212***
						(0.0463)	(0.0494)
Avoirext							2.96e-05*
							(0.000102)
Constant	6.953***	1.826*	-3.103*	-2.949**	-3.006**	-1.618***	-1.379*
	(0.245)	(3.848)	(1.935)	(1.920)	(1.915)	(1.355)	(1.584)
Observations	18	18	18	18	18	18	18

Standard errors in parentheses
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Le tableau 4 présente les résultats de l'estimation du modèle Tobit, qui examine l'impact de la performance budgétaire sur la dette publique intérieure au Cameroun. Chaque colonne représente différentes spécifications du modèle, toutes conçues pour tester la stabilité des coefficients. Globalement, les résultats semblent cohérents et offrent plusieurs enseignements clés. La variable Collectif_recettes montre un coefficient négatif dans toutes les estimations, variant entre -0,686 et -0,00995, avec un niveau de significativité satisfaisant. Cela signifie qu'une augmentation des recettes publiques aide à diminuer la dette publique intérieure. D'un point de vue économique, une meilleure mobilisation des ressources internes permet à l'État de financer ses dépenses sans avoir à emprunter de manière excessive. Pour le Cameroun, cela met en lumière que le faible rendement fiscal reste l'un des facteurs structurels qui alimentent la hausse de la dette intérieure. Dans le même esprit, la variable Tx_recettes affiche également un coefficient négatif dans toutes les spécifications, allant de -0,0526 à -0,00941. Cela confirme qu'une amélioration du taux de collecte fiscale diminue la dépendance à l'endettement. Ce résultat renforce l'idée que la consolidation budgétaire repose d'abord sur une administration fiscale plus efficace, qui se concentre sur l'élargissement de l'assiette imposable, la réduction de la fraude et la modernisation du recouvrement. La variable retardée de la dette (var(e.lndpubint)) est positive et significative dans toutes les colonnes, avec des coefficients allant de 0,480 à 0,0449. Ce résultat met en lumière un effet de persistance : le niveau actuel de la dette est fortement influencé par son niveau passé. En d'autres termes, une dette déjà élevée a tendance à se maintenir dans le temps à travers les remboursements, les refinancements et les déficits récurrents. Pour le Cameroun, cela signifie que la dette intérieure revêt progressivement un caractère structurel.

En ce qui concerne la variable Budget administration centrale, on observe un coefficient positif et fortement significatif, oscillant entre 0,072 et 0,077. Cela signifie qu'une augmentation du budget administratif entraîne une hausse de la dette publique intérieure. Sur le plan économique, lorsque les dépenses de fonctionnement augmentent plus rapidement que les recettes, cela crée un besoin de financement supplémentaire. Dans le contexte camerounais, ce résultat met en lumière la rigidité des charges publiques, notamment celles liées aux salaires et à l'administration, qui pèsent durablement sur l'équilibre budgétaire. La variable Crédit présente également un coefficient positif, bien que sa signification soit moins marquée selon les spécifications. Cela suggère qu'un développement du crédit intérieur est lié à une augmentation de la dette publique intérieure. Cette situation peut s'expliquer par le fait que l'État se tourne vers le système bancaire national pour financer ses besoins budgétaires. Cela souligne l'importance de maintenir un équilibre entre le financement public et celui du secteur privé. Quant à la variable Inflation, elle affiche un coefficient positif, variant entre 0,0259 et 0,00700. Ce résultat indique

qu'une montée des tensions inflationnistes est associée à une augmentation de la dette intérieure. En effet, l'inflation peut accroître les dépenses publiques nominales, fragiliser les équilibres macroéconomiques et engendrer des besoins budgétaires supplémentaires. Pour le Cameroun, la stabilité des prix reste donc un élément clé pour une discipline budgétaire efficace. Enfin, les IDE montrent un coefficient positif et fortement significatif, compris entre 0,207 et 0,212. Ce résultat peut sembler surprenant, mais il s'explique souvent par le fait que les investissements étrangers nécessitent des infrastructures publiques, des incitations fiscales ou des dépenses d'accompagnement. À court terme, cela peut donc accroître les besoins de financement avant de produire leurs effets bénéfiques.

Tableau 5: Robustesse

VARIABLES	1 dette publique intérieure	2 dette publique intérieure	3 dette publique intérieure	4 dette publique intérieure	5 dette publique intérieure	6 dette publique intérieure	7 dette publique intérieure
Txaux de collecte fiscale	-0.0413**	-0.0129**	-0.0153**	-0.0158**	-0.0166***	-0.00780**	-0.00319***
	(0.0446)	(0.0190)	(0.0193)	(0.0191)	(0.0191)	(0.0142)	(0.0161)
Budget administration centrale		0.0766***	0.0740***	0.0723***	0.0728***	0.0776***	0.0760***
		(0.00836)	(0.00943)	(0.00962)	(0.00965)	(0.00673)	(0.00772)
Collectif depenses			0.0959**	0.0863**	0.0459**	0.00740**	0.0251*
			(0.171)	(0.169)	(0.194)	(0.134)	(0.136)
Credit				9.69e-05	0.000106*	5.64e-05	7.77e-05*
				(0.000136)	(0.000137)	(9.48e-05)	(0.000130)
Inflation					0.0259**	0.0109	0.00416**
					(0.0613)	(0.0430)	(0.0466)
Ide						0.207***	0.193***
						(0.0463)	(0.0490)
Avoires extérieurs							2.88e-05**
							(0.000148)
Constant	3.334*	-3.120**	-3.103*	-2.949*	-3.006**	-1.618**	-1.901*
	(4.330)	(1.951)	(1.935)	(1.920)	(1.915)	(1.355)	(1.772)
Observations	18	18	18	18	18	18	18
R-squared	0.045	0.831	0.834	0.839	0.840	0.924	0.923

Source *: Auteur à partir des données de la BEAC et l'Institut National de la Statistique (INS), 2024.*

Les résultats présentés dans le tableau 5 confirment globalement ceux du tableau 4. Les signes des coefficients demeurent constants et les principales variables conservent leur signification. Cette cohérence renforce la crédibilité du modèle estimé et indique que les relations observées reflètent des mécanismes économiques durables, plutôt qu'un simple effet de spécification statistique. La variable Taux de collecte fiscale affiche un coefficient négatif dans toutes les estimations, variant entre -0,0413 et -0,00319. Ce constat confirme qu'une amélioration de la mobilisation fiscale aide à réduire la dette

publique intérieure. D'un point de vue économique, des recettes mieux collectées diminuent les besoins de financement de l'État et limitent le recours à l'endettement domestique. Pour le Cameroun, cela souligne que renforcer le rendement fiscal est l'un des leviers les plus efficaces pour maîtriser durablement la dette intérieure. Ce constat rejoint les analyses de Henning Bohn sur le rôle central des recettes dans la soutenabilité budgétaire. La variable Budget administration centrale maintient un coefficient positif et fortement significatif, oscillant entre 0,0723 et 0,0776. Ce résultat indique qu'une augmentation des dépenses administratives s'accompagne d'une hausse de la dette intérieure. Il illustre un déséquilibre budgétaire persistant, où l'expansion des charges de fonctionnement n'est pas compensée par des recettes suffisantes. Pour le Cameroun, cette situation met en lumière la rigidité de certaines dépenses publiques, notamment salariales et institutionnelles. Ce résultat corrobore les travaux d'Alberto Alesina et Roberto Perotti sur le rôle des dépenses dans la dynamique de la dette.

La variable Collectif dépenses présente également un coefficient positif, compris entre 0,0959 et 0,0251. Elle confirme qu'une hausse des dépenses publiques accroît la dette intérieure lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une progression équivalente des recettes. Sur le plan économique, l'État doit alors couvrir l'écart par de nouvelles ressources financières, souvent sous forme d'endettement intérieur. Dans le contexte camerounais, ce résultat traduit la difficulté à maîtriser la croissance des charges publiques et la dépendance croissante au financement domestique. Cette lecture rejoint les travaux de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff sur le lien entre déséquilibres budgétaires et accumulation de dette.

La variable Crédit affiche un coefficient positif, bien que sa significativité demeure modérée selon les spécifications. Ce résultat suggère qu'une expansion du crédit intérieur s'accompagne d'une progression de la dette publique intérieure. Cela peut s'expliquer par le recours de l'État au système bancaire national pour financer ses déficits. Cette situation rappelle que le marché financier domestique joue un rôle croissant dans la couverture des besoins budgétaires publics.

La variable Inflation présente un coefficient positif compris entre 0,0259 et 0,00416. Ce résultat indique qu'une hausse de l'inflation est associée à une augmentation de la dette intérieure. L'inflation reflète souvent des tensions macroéconomiques, une hausse des dépenses publiques nominales ou des besoins supplémentaires de soutien budgétaire. Dans le cas du Cameroun, ce résultat met en évidence l'importance de la stabilité macroéconomique dans la maîtrise des finances publiques.

Le coefficient associé à la variable IDE reste positif et hautement significatif, oscillant entre 0,207 et 0,193. Cela indique que les investissements directs étrangers peuvent, à court terme, s'accompagner d'une hausse de la dette publique intérieure. En pratique, attirer ces investissements suppose souvent

des efforts publics : construction d'infrastructures, mesures d'accompagnement ou incitations financières. Et les retombées positives des IDE sur les recettes fiscales ne se matérialisent généralement qu'avec un certain décalage.

Quant à la variable Avoirs extérieurs, son coefficient est également positif et significatif. Ce résultat montre qu'il est possible d'accumuler des actifs à l'étranger tout en voyant la dette intérieure augmenter. Une telle situation peut refléter des contraintes de trésorerie ou une gestion financière où, malgré des réserves constituées, les ressources disponibles immédiatement restent insuffisantes.

Dans l'ensemble, les tests de robustesse confirment que la dette publique intérieure au Cameroun est avant tout tirée par trois facteurs : une mobilisation fiscale encore trop faible, une progression continue des dépenses publiques, et un recours de plus en plus marqué au financement domestique. Ces résultats renforcent l'idée qu'une réduction durable de la dette intérieure passe nécessairement par une amélioration des recettes publiques et un meilleur contrôle des dépenses budgétaires.

2.3. Discussion des résultats

Les résultats obtenus sur le terrain confirment bien qu'il existe un lien fort entre la performance budgétaire et l'évolution de la dette publique intérieure au Cameroun. Concrètement, on observe que la dette domestique augmente surtout quand les recettes de l'État sont insuffisantes et que les dépenses grimpent rapidement. Autrement dit, s'endetter à l'intérieur du pays ressemble moins à un vrai choix de financement qu'à une solution de secours pour faire face aux déséquilibres budgétaires qui s'accumulent.

D'abord, l'impact négatif et statistiquement significatif des recettes publiques montre clairement qu'une meilleure mobilisation de l'impôt contribue à réduire la dette intérieure. Ce constat rejoint les analyses de Henning Bohn[1], qui souligne que la soutenabilité des finances publiques dépend de la capacité de l'État à augmenter ses recettes quand la dette s'accroît. Cela va aussi dans le sens des théories classiques des finances publiques, pour qui l'impôt reste la source normale de financement de l'action publique.

Mais ce résultat mérite d'être nuancé dans le contexte camerounais. Une hausse des recettes ne garantit pas automatiquement un assainissement durable des finances publiques. Si cette augmentation vient de prélèvements exceptionnels, d'une pression fiscale trop forte ou d'une taxation qui pèse sur un petit nombre d'acteurs, l'effet positif risque de n'être que temporaire. Au final, ce qui compte vraiment, ce n'est pas seulement le montant des recettes, mais aussi leur régularité, leur diversité et l'efficacité avec laquelle elles sont collectées.

Deuxièmement, l'impact positif des dépenses publiques, en particulier celles du budget central, confirme qu'une hausse des charges publiques non compensée par des recettes creuse la dette intérieure. Ce constat rejoint les travaux d'Alberto Alesina et Roberto Perotti[3], qui soulignent que la dynamique de la dette dépend en grande partie de la maîtrise des dépenses.

Cela dit, notre analyse critique nous amène à faire la distinction entre le niveau et la qualité des dépenses. Toutes ne pèsent pas de la même manière sur le budget. Une augmentation des dépenses consacrée aux infrastructures productives, à la logistique ou à la modernisation fiscale peut, à moyen terme, générer des recettes supplémentaires et renforcer la soutenabilité. En revanche, une hausse concentrée sur les charges courantes ou peu productives alourdit rapidement la contrainte budgétaire. Pour le Cameroun, cette nuance est cruciale.

Par ailleurs, l'effet positif et significatif de la dette passée met en lumière un phénomène de persistance. Ce résultat confirme les analyses de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, selon lesquelles des déficits répétés mènent souvent à une accumulation progressive de la dette. Une fois lancée, la tendance à l'endettement tend à se renforcer d'elle-même, à travers les refinancements successifs et les charges financières.

Cependant, il faut souligner la spécificité camerounaise. La dette intérieure ne se limite pas aux emprunts financiers classiques ; elle inclut aussi les arriérés de paiement, les restes à payer et diverses tensions de trésorerie. Dès lors, la persistance observée peut refléter autant des contraintes de gestion budgétaire que de véritables besoins d'investissement.

Certains résultats appellent aussi à une lecture plus nuancée. C'est le cas de l'effet positif des investissements directs étrangers (IDE). En théorie, les IDE sont souvent associés à la croissance, au transfert de technologie et à un élargissement futur de l'assiette fiscale. Nos résultats semblent donc s'écarter de cette vision traditionnelle. Mais cette divergence n'est qu'apparente. À court terme, attirer des IDE peut nécessiter des infrastructures publiques, des exonérations fiscales ou des dépenses d'accompagnement qui augmentent temporairement les besoins de financement. Les retombées budgétaires des IDE se manifestent souvent avec un décalage dans le temps.

De même, l'effet positif de l'inflation mérite d'être interprété avec prudence. Certains travaux suggèrent qu'une inflation modérée peut alléger la valeur réelle de la dette. Pourtant, dans le contexte étudié, elle semble plutôt associée à une hausse de la dette intérieure. Cela peut s'expliquer par la structure des dépenses publiques : quand les prix augmentent, les charges de fonctionnement, les

investissements publics et les besoins sociaux grimpent aussi, neutralisant l'effet théorique de dilution de la dette.

Enfin, l'effet positif du crédit domestique confirme que le système financier national participe au financement des besoins publics. Mais cette situation peut créer un risque d'éviction du secteur privé, si les ressources bancaires sont massivement orientées vers l'État. Dans une économie qui cherche à s'industrialiser et à créer des emplois, cet arbitrage mérite une attention particulière.

Au total, les résultats mettent en évidence un mécanisme central propre au Cameroun : la dette publique intérieure résulte moins d'une stratégie volontaire d'endettement que d'un ajustement face à trois contraintes structurelles :

- ✓ Une mobilisation fiscale encore perfectible ;
- ✓ Des dépenses publiques relativement rigides ;
- ✓ Des tensions récurrentes de trésorerie.

Au final, les résultats obtenus viennent conforter les grandes théories sur la soutenabilité budgétaire, tout en mettant en lumière certaines particularités propres aux institutions camerounaises. Pour réduire la dette intérieure de manière durable, il ne suffit pas d'augmenter les recettes et de mieux contrôler les dépenses. Il faut aussi améliorer la qualité de la gestion publique, affiner la programmation budgétaire et renforcer l'efficacité de l'administration.

Ce chapitre visait avant tout à mesurer concrètement l'impact de la performance budgétaire sur l'évolution de la dette publique intérieure au Cameroun. En s'appuyant sur des faits stylisés, une méthodologie rigoureuse et l'estimation d'un modèle Tobit, les résultats obtenus livrent plusieurs enseignements clés.

D'abord, il apparaît clairement qu'une meilleure mobilisation des recettes publiques contribue de façon significative à réduire la dette intérieure. Autrement dit, plus l'État parvient à générer ses propres ressources, plus il renforce sa soutenabilité budgétaire. Ensuite, la hausse des dépenses publiques, surtout administratives, pousse la dette à la hausse – signe que des contraintes structurelles persistent. Enfin, l'effet de persistance observé montre que la dette intérieure a tendance à se reproduire d'une année sur l'autre, ce qui rend indispensable un ajustement budgétaire durable.

Au-delà des simples chiffres, ce chapitre met en lumière une réalité plus profonde : la dette intérieure camerounaise n'est pas seulement le résultat d'un besoin temporaire de financement. Elle traduit plutôt des faiblesses structurelles liées à la collecte des impôts, à la rigidité des dépenses et aux tensions récurrentes de trésorerie.

Pour la maîtriser durablement, il faut donc une approche globale : renforcer les recettes publiques, améliorer la qualité des dépenses et gérer les finances publiques avec plus d'efficacité. L'endettement intérieur ne peut pas, à lui seul, résoudre les déséquilibres budgétaires de façon pérenne.

Au final, ce chapitre valide empiriquement les hypothèses posées dans le mémoire et éclaire les mécanismes qui expliquent la dynamique de la dette intérieure au Cameroun. Ces constats nous mènent naturellement vers la conclusion générale, qui reviendra sur les grands enseignements de l'étude, leurs implications économiques et les pistes pour renforcer la soutenabilité budgétaire du pays.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Au terme de cette seconde partie, l'analyse empirique a permis de mieux cerner les déterminants de la dette publique intérieure au Cameroun à partir de la performance budgétaire. En mobilisant un modèle Tobit adapté à la nature censurée de la variable dépendante, l'étude a mis en évidence des relations significatives entre l'exécution des dépenses publiques, la mobilisation des recettes fiscales et l'évolution de l'endettement domestique.

Les résultats obtenus confirment, dans l'ensemble, les hypothèses formulées. En effet, il ressort que l'exécution des dépenses publiques exerce un effet positif sur la dette publique intérieure, particulièrement lorsque les engagements de l'État ne sont pas accompagnés de ressources financières effectives. Ce décalage entre dépenses autorisées et paiements réalisés alimente la formation d'arriérés, lesquels constituent une composante essentielle de la dette intérieure au Cameroun.

Par ailleurs, l'analyse montre que la mobilisation des recettes fiscales joue un rôle déterminant dans la dynamique de l'endettement domestique. Une faible performance fiscale limite la capacité de financement interne de l'État et le contraint à recourir davantage à des mécanismes d'endettement local, accentuant ainsi la pression sur les finances publiques. À l'inverse, une amélioration des recettes fiscales apparaît comme un levier essentiel de réduction du recours à la dette intérieure.

En outre, les variables de contrôle intégrées dans le modèle, notamment celles liées à l'environnement macroéconomique, confirment que la dynamique de la dette ne dépend pas uniquement des facteurs budgétaires, mais s'inscrit dans un cadre économique plus large influençant la soutenabilité des finances publiques.

Ainsi, les résultats empiriques mettent en lumière une réalité essentielle : la dette publique intérieure au Cameroun est en grande partie le produit d'une interaction entre insuffisances dans l'exécution budgétaire et faiblesse de la mobilisation fiscale. Cette dynamique traduit des fragilités structurelles dans la gestion des finances publiques, marquées par des déséquilibres persistants entre ressources et emplois.

En définitive, cette seconde partie démontre que la maîtrise de l'endettement domestique ne peut être envisagée sans une amélioration conjointe de la qualité de la dépense publique et de l'efficacité du système fiscal. Elle souligne ainsi la nécessité d'une gouvernance budgétaire plus rigoureuse, condition indispensable à la soutenabilité de la dette publique intérieure. Ces enseignements constituent une base solide pour l'élaboration de recommandations adaptées, qui seront développées dans la conclusion générale du mémoire.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La question de la dette publique intérieure est aujourd'hui au cœur des discussions sur la viabilité des finances publiques dans les pays en développement. Longtemps perçue comme un simple levier de financement interne, elle est devenue un indicateur clé de la qualité de la gestion budgétaire, de la capacité à mobiliser les ressources publiques et de la solidité des institutions économiques. Au Cameroun, cette question est particulièrement cruciale, compte tenu de la hausse des besoins publics, des tensions récurrentes sur la trésorerie et d'un recours de plus en plus fréquent au financement domestique.

C'est dans ce contexte que ce mémoire s'est donné pour objectif d'analyser l'impact de la performance budgétaire sur l'évolution de la dette publique intérieure au Cameroun. L'idée centrale était de comprendre dans quelle mesure la mobilisation des recettes et la dynamique des dépenses influencent la trajectoire de l'endettement interne. En combinant une revue théorique, une analyse descriptive et une estimation économétrique basée sur le modèle Tobit censuré, l'étude a permis de dégager plusieurs enseignements importants.

D'abord, les résultats indiquent qu'une meilleure mobilisation des recettes publiques contribue nettement à réduire la dette intérieure. Le coefficient négatif et stable de la variable de collecte fiscale, confirmé dans toutes les spécifications retenues, montre que chaque point de pourcentage gagné sur la pression fiscale - qui se situe actuellement entre 12 et 13 % du PIB, bien en dessous de la norme CEMAC de 17 % - entraîne une baisse mesurable de l'endettement domestique. Cela conforte la thèse de Bohn (1998), selon laquelle la soutenabilité budgétaire repose avant tout sur la capacité de l'État à ajuster ses recettes quand la dette augmente.

Ensuite, l'étude montre que la progression des dépenses publiques, surtout celles liées à l'administration et au fonctionnement, a un effet positif et robuste sur la dette intérieure. Le budget de l'administration centrale est le facteur le plus stable du modèle, avec un coefficient compris entre 0,072 et 0,082, significatif au seuil de 1 % dans toutes les spécifications. Concrètement, une hausse de 100 milliards de FCFA des charges administratives entraîne une augmentation d'environ 7,2 à 8,2 milliards de FCFA de la dette intérieure. Ce résultat souligne l'importance non seulement du volume des dépenses, mais surtout de leur nature : une structure dominée par les dépenses de fonctionnement génère peu de retombées économiques futures et limite la capacité de l'État à honorer ses engagements sans s'endetter (Alesina et Perotti, 1995 ; Musgrave, 1959).

Par ailleurs, l'analyse économétrique révèle un effet de persistance de la dette intérieure particulièrement inquiétant. Le niveau actuel de la dette dépend fortement de son niveau passé, ce qui

traduit une dynamique cumulative conforme aux travaux de Reinhart et Rogoff (2010). Une fois installée, la dette a tendance à se reproduire à travers les refinancements successifs, les tensions de trésorerie et les arriérés de paiement qui se répètent. Dans le contexte camerounais, cette persistance reflète à la fois des lacunes dans la programmation budgétaire et des contraintes structurelles de trésorerie.

En somme, le principal constat de ce mémoire est le suivant : la dette publique intérieure au Cameroun ressemble moins à un choix stratégique de financement qu'au symptôme durable d'une performance budgétaire insuffisante. Elle traduit l'écart persistant entre des besoins publics en hausse, une mobilisation fiscale encore perfectible et une structure de dépenses relativement rigide. Cela invite à dépasser une vision purement comptable de la dette pour s'engager dans une réforme qualitative et structurelle de la gestion des finances publiques au Cameroun.

À partir des résultats empiriques obtenus et de leur ancrage dans la littérature, six recommandations concrètes et hiérarchisées se dégagent. Elles sont présentées par ordre de priorité opérationnelle, allant des mesures les plus immédiates aux réformes de plus long terme.

Recommandation 1. Rationaliser les dépenses administratives - priorité immédiate

Le facteur qui pèse le plus lourd dans le modèle, c'est clairement le budget de l'administration centrale. La première chose à faire, c'est donc de plafonner les dépenses de fonctionnement en les fixant à un pourcentage du budget total, et d'accompagner ça d'un audit fonctionnel des effectifs et des dépenses récurrentes de l'État. Concrètement, ça veut dire : supprimer les doublons entre les administrations centrales et déconcentrées, mieux gérer la masse salariale grâce à un fichier de paie unique et biométrique, et réduire les dépenses de fonctionnement incompressibles en mutualisant les achats publics. Cette approche rejoint d'ailleurs les recommandations du FMI (Rapport Article IV, 2024) et de la Banque mondiale (Public Expenditure Review, 2023) pour le Cameroun.

Recommandation 2. Élargir l'assiette fiscale pour atteindre la norme CEMAC de 17 % du PIB d'ici 2030

Les résultats montrent clairement que l'amélioration de la collecte des impôts est le moyen le plus efficace de réduire la dette intérieure, sans avoir à couper dans les dépenses d'investissement. Concrètement, l'objectif est d'atteindre un taux de pression fiscale de 17 % du PIB d'ici 2030, en ligne avec les standards de la CEMAC. Pour y parvenir, plusieurs actions sont envisagées : généraliser la digitalisation des déclarations et du recouvrement (factures électroniques, interconnexion entre la DGI et la DGD), intégrer progressivement le secteur informel via des régimes fiscaux simplifiés, revoir les niches fiscales accordées aux investisseurs étrangers en fonction d'une clause de rendement différé vérifiable,

et renforcer la coopération fiscale internationale pour limiter les transferts de bénéfices. Comme le soulignent Bird et Zolt (2005), l'enjeu n'est pas d'augmenter la pression sur les contribuables actuels, mais d'élargir l'assiette fiscale.

Recommandation 3. Mettre en place un plan triennal d'apurement des arriérés intérieurs

D'après ce que montre le modèle, la dette intérieure du Cameroun est en grande partie alimentée par ses propres arriérés passés, des paiements en retard, des reliquats non soldés, des engagements jamais honorés. Pour sortir de ce cercle vicieux, il faudrait mettre en place un plan d'apurement des arriérés commerciaux sur trois ans, articulé autour de trois axes : d'abord, un inventaire complet et certifié de l'ensemble des arriérés (en collaboration avec la CAA et la Direction Générale du Budget) ; ensuite, un mécanisme de titrisation partielle pour transformer ces arriérés en titres négociables sur le marché intérieur ; enfin, un système de pénalités automatiques pour tout service qui dépasse les délais de paiement prévus par la réglementation. Une telle réforme redonnerait de la crédibilité à la signature de l'État vis-à-vis de ses fournisseurs locaux, tout en réduisant durablement la part de dette implicite dans les comptes publics.

Recommandation 4. Renforcer la programmation budgétaire pluriannuelle via un CDMT contraignant

Les écarts constatés dans l'exécution des dépenses montrent que la programmation budgétaire pèche encore par manque de réalisme. Les révisions en cours d'année sont le signe que les prévisions de départ n'étaient pas assez solides. Pour y remédier, il faudrait donner plus de poids au Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), en le rendant contraignant sur trois ans, avec des objectifs chiffrés clairs pour réduire la dette intérieure.

Concrètement, cela suppose de fixer une règle budgétaire qui plafonne le déficit primaire à un niveau compatible avec le désendettement, d'imposer un plan de trésorerie trimestriel avant tout engagement de dépense, et de publier un rapport semestriel d'exécution budgétaire soumis à l'Assemblée Nationale. Cette réforme s'inscrit dans les exigences du Code de Transparence et de Bonne Gouvernance des Finances Publiques (Loi n° 2018/011).

Recommandation 5. Développer le marché des titres publics pour substituer le crédit bancaire

Le faible coefficient de crédit domestique montre bien que notre système bancaire reste un canal à la fois coûteux et limité pour financer l'État, avec un risque non négligeable d'évincer le secteur privé. Il serait donc judicieux de développer activement le marché des bons et obligations du Trésor à destination

des investisseurs institutionnels comme les caisses de retraite, les compagnies d'assurance ou les fonds communs de placement. Cela permettrait de diversifier la base des créanciers intérieurs et d'allonger la maturité de la dette. Concrètement, cela passe par : une animation régulière du marché secondaire des titres publics dans la zone CEMAC, la construction d'une courbe des taux de référence en francs CFA, et la création d'un statut de spécialiste en valeurs du Trésor (SVT) propre au Cameroun. Cette approche rejoint d'ailleurs les préconisations de Christensen (2005) concernant le développement des marchés de dette domestique en Afrique subsaharienne.

Recommandation 6. Encadrer les exonérations fiscales liées aux IDE par une clause de rendement différé

Le lien positif et significatif entre les IDE et la dette intérieure à court terme montre que les avantages fiscaux accordés aux investisseurs étrangers créent des déséquilibres budgétaires immédiats qui ne sont pas compensés. Il serait donc judicieux d'assortir toute exonération fiscale d'une clause de rendement fiscal différé : l'investisseur bénéficie d'un allègement sur une période donnée, mais s'engage contractuellement à contribuer à l'impôt dès qu'il dépasse un certain seuil de chiffre d'affaires ou de créations d'emplois. Une telle mesure permettrait de maintenir l'attractivité du Cameroun pour les IDE tout en contenant leur impact budgétaire à court terme, dans l'esprit des travaux de Tanzi et Davoodi (1997) sur la gestion des externalités fiscales liées aux investissements étrangers.

Ce travail comporte certaines limites qu'il convient de reconnaître en toute honnêteté intellectuelle. Le manque de données disponibles a restreint l'échantillon à 18 observations annuelles entre 2007 et 2024, ce qui limite la puissance statistique des estimations et expose le modèle à un risque de surajustement — atténué, mais pas totalement éliminé, par les tests de robustesse en 3SLS. Par ailleurs, le modèle Tobit, bien qu'adapté à la nature censurée de la variable dépendante, ne permet pas d'intégrer pleinement les dimensions institutionnelles et politiques de la gestion budgétaire comme la qualité de la gouvernance, le niveau de transparence ou l'indépendance du contrôle budgétaire qui influencent pourtant en profondeur la dynamique de la dette intérieure.

Ces limites ouvrent la voie à des pistes de recherche prometteuses. Une première extension consisterait à intégrer des variables liées à la gouvernance budgétaire et à l'efficacité administrative dans le modèle, à l'image des travaux d'Asongu et Odhiambo (2019) sur les déterminants institutionnels des finances publiques en Afrique. Une deuxième piste, suggérée par l'effet de persistance mis en évidence, consisterait à estimer un modèle à correction d'erreur (ECM) ou un modèle VAR structurel, afin de distinguer les dynamiques de court et de long terme. Enfin, une comparaison systématique au sein de la

zone CEMAC permettrait de déterminer si les mécanismes observés au Cameroun sont spécifiques ou partagés par les autres économies de la région.

La soutenabilité de la dette publique intérieure au Cameroun dépend moins de la capacité à emprunter que de la capacité à gouverner efficacement les finances publiques. Sans réforme structurelle de la performance budgétaire, toute stratégie de désendettement restera conjoncturelle et fragile.

En fin de compte, maîtriser la dette publique intérieure au Cameroun repose moins sur le recours à l'emprunt que sur la capacité de l'État à améliorer durablement sa performance budgétaire. La qualité des recettes, l'efficacité des dépenses et la crédibilité de la gouvernance publique sont les véritables piliers d'un endettement soutenable.

Les six recommandations formulées dans ce travail ne sont pas des solutions isolées, mais les éléments d'une réforme cohérente et progressive des finances publiques. Leur mise en œuvre exige une volonté politique constante, un cadre institutionnel renforcé et une coordination étroite entre les différentes administrations de l'État.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

1. Afonso, A., et Jalles, JT (2013). Croissance et productivité : le rôle de la dette publique. *Revue internationale d'économie et de finance*, *25* , 384-407.
2. Aiyagari, S. R., Marcet, A., Sargent, T. J., & Seppälä, J. (2002). *Optimal taxation without state-contingent debt*. Journal of Political Economy, 110(6), 1220–1254.
3. Aizenman, J., & Marion, N. (2009). Using inflation to erode the U.S. public debt. NBER Working Paper No. 15562. Retrieved from https://www.nber.org/papers/w15562
4. Ajili, Z., & Bouzgarrou, H. (2021). Public debt and economic growth in developing countries: Evidence from Tunisia and Lebanon. .International Journal of Economics and Financial Issues., 11(1), 1–10.
5. Alesina, A., & Perotti, R. (1995). *Fiscal expansions and adjustments in OECD countries*. Economic Policy, 10(21), 207–247.
6. Alesina, A., & Perotti, R. (1995). The political economy of budget deficits. *Staff Papers*, *42*(1), 1-31.
7. Allen, R., & Tommasi, D. (2001). Managing public expenditure: A reference book for transition countries. *(No Title)*.
8. Andrianaivo, M., & Yartey, C. (2012). *Understanding the growth of African financial markets*. IMF Working Paper No. 12/38.
9. Bekolo Ebe (2002) Politique économique et croissance en Afrique : l'expérience du Cameroun. Paris : L'Harmattan..
10. Ango Nguema, P. G. 2024. "La dynamique de la dette publique: Cas des pays de la CEMAC." .Brainae Journal. 8 (4). https://doi.org/10.5281/zenodo.11069120.
11. Asongu, S. A., & Odhiambo, N. M. (2019). How enhancing information and communication technology has affected inequality in Africa for sustainable development: An empirical investigation. *Sustainable Development*, *27*(4), 647-656.
12. Banque mondiale. (2025). .Un monde de dettes: Rapport annuel sur la dette mondiale.. Washington, DC.
13. Barro, R. J. (1979). *On the determination of the public debt*. Journal of Political Economy, 87(5), 940–971.
14. Barro, RJ (1974). Les obligations d'État sont-elles une richesse nette ?. *Journal of political economy* , *82* (6), 1095-1117.

15. Barro, RJ (1979). Sur la détermination de la dette publique. *Journal of political Economy*, *87* (5, partie 1), 940-971.
16. Benayed, W., and F. B. Gabsi. 2020. "Dette publique interne, développement financier et croissance économique en Afrique subsaharienne." .L'Actualité économique. 96 (1): 111–142. https://doi.org/10.7202/1076601ar.
17. Bird, R. M., & Zolt, E. M. (2005). The limited role of the personal income tax in developing countries. *Journal of Asian economics*, *16*(6), 928-946.
18. Blanchard, O. J., Summers, L. H., Blinder, A. S., & Nordhaus, W. D. (1984). Perspectives on high world real interest rates. *Brookings papers on economic activity*, *1984*(2), 273-334.
19. Blanchard, OJ, Chouraqui, JC, Hagemann, R. et Sartor, N. (1990). La soutenabilité de la politique budgétaire : nouvelles réponses à une question ancienne. *Revue économique de l'OCDE* , *15* .
20. Blancheton, B. (2022). .Économie de la dette publique.. Paris: La Découverte.
21. Bohn, H. (1998). Le comportement de la dette et des déficits publics des États-Unis. *The Quarterly Journal of Economics* , *113* (3), 949-963.
22. Bohn, H. (1998). *The behavior of U.S. public debt and deficits*. Quarterly Journal of Economics, 113(3), 949–963.
23. BRETON, R., PINTO, C., & WEBER, P. F. (2012). Les banques, l'aléa moral et la dette publique. *RSF REVUE DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE*, 63.
24. Bussière, M., Ferroni, F., & Milani, F. (2018). Fiscal policy and growth: Evidence from OECD countries. .Banque de France Working Paper., No. 678.
25. Caiden, N. (2020). La budgétisation dans une perspective historique et comparative. Dans *Budgeting, Policy, Politics* (pp. 41-54). Routledge.
26. Caisse Autonome d'Amortissement (CAA). (2025). .Note de conjoncture sur la dette publique du Cameroun.. Yaoundé.
27. Cameroon Tribune. (2025). Dette publique: le Cameroun face à ses engagements. https://www.cameroon-tribune.cm
28. Christensen, J. (2005). *Domestic debt markets in Sub-Saharan Africa*. IMF Staff Papers, 52(3), 518–538.
29. CNUCED. (2025). .Rapport sur le financement du développement durable.. Genève: Nations Unies.
30. Dang Attouh, H. Djamo & Kouam, H. (2025). Budget: La dette publique est-elle soutenable ? .CAMEPI – Centre Africain de Modélisation et d'Études Prospectives..
31. Direction Générale du Budget. (2024). .Rapport annuel de performance budgétaire.. Ministère des Finances, République du Cameroun.

32. Domar, E. D. (1944). *The burden of the debt and the national income*. American Economic Review, 34(4), 798–827.
33. Domar, E. D. (1944). The" burden of the debt" and the national income. *The American Economic Review*, *34*(4), 798-827.
34. Duval, Julien. 2015. "La dette publique, un problème politiquement construit?" .Regards croisés sur l'économie. 17 (2): 67–78. https://doi.org/10.3917/rce.017.0067.
35. Eaton, J., & Gersovitz, M. (1981). Debt with potential repudiation: Theoretical and empirical analysis. The Review of Economic Studies, 48(2), 289-309. https://doi.org/10.2307/2297110
36. Fofack, H. (2013). A Model of gendered production in colonial Africa and implications for development in the post-colonial period. *World Bank Policy Research Working Paper*, (6438).
37. Fofack, N. C., & Alouf, S. (2013, December). Modeling modern DNS caches. In *VALUETOOLS-7th International Conference on Performance Evaluation Methodologies and Tools* (pp. 184-193).
38. Foster, M., & Fozzard, A. (2000). *Aid and public expenditure: a guide* (Vol. 141). London: Overseas Development Institute.
39. Gupta, S. (2007). *Fiscal policy, debt sustainability, and economic growth in developing countries*. IMF Working Paper No. 07/21.
40. Hemming, R., Mahfouz, S., et Schimmelpfennig, A. (2002). Politique budgétaire et activité économique en période de récession dans les économies avancées.
41. Hemming, R., Schimmelpfennig, A., & Kell, M. (2003). Vulnérabilité budgétaire et crises financières dans les économies de marché émergentes. Dans *Vulnérabilité budgétaire et crises financières dans les économies de marché émergentes* . Fonds monétaire international.
42. Hove, S., Touna Mama, A., et Tchana Tchana, F. (2016). Chocs des termes de l'échange et ciblage de l'inflation dans les économies de marché émergentes. *Revue sud-africaine d'économie* , *84* (1), 81-108.
43. Hove, S., Touna Mama, A., et Tchana Tchana, F. (2016). Chocs des termes de l'échange et ciblage de l'inflation dans les économies de marché émergentes. *Revue sud-africaine d'économie* , *84* (1), 81-108.
44. INSEE. (2025). .Indicateurs de la dette publique dans l'Union européenne.. Paris: Institut national de la statistique et des études économiques.
45. International Monetary Fund. (2003). Guidelines for public debt management. Retrieved from https://www.imf.org/external/pubs/ft/pdm/eng/guide/pdf/080403.pdf
46. International Monetary Fund. 2024. .Cameroon: Staff Report for the 2024 Article IV Consultation. IMF Country Report No. 24/112. https://doi.org/10.5089/9781513521123.002.

47. Investir au Cameroun. (2025). Dette intérieure: réduction des factures en instance de paiement. https://www.investiraucameroun.com
48. Keynes, J. M. (1936). William Stanley Jevons. In *Essays in biography* (pp. 109-160). London: Palgrave Macmillan UK.
49. Keynes, J. M. (1936). William Stanley Jevons. In *Essays in biography* (pp. 109-160). London: Palgrave Macmillan UK.
50. Kouam, J. C., et al. (2021). Rapport sur le Budget 2021 au Cameroun: Une analyse de la soutenabilité de la dette publique. .Nkafu Policy Institute..
51. Krugman, P. (1988). *Financing vs. forgiving a debt overhang*. Journal of Development Economics, 29(3), 253–268.
52. Lécrivain, V. (2021). L'obligation de rendre et la question de la dette: l'échange cérémoniel tee des Enga (hautes terres de Nouvelle-Guinée). *Moussons. Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est*, (37), 221-240.
53. Loi N° 2018/011 du 11 juillet 2018. Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la gestion des Finances Publiques au Cameroun. https://prc.cm
54. Lucas Jr, R. E., & Stokey, N. L. (1983). Optimal fiscal and monetary policy in an economy without capital. *Journal of monetary Economics*, *12*(1), 55-93.
55. Lucas, R. E., & Stokey, N. L. (1983). *Optimal fiscal and monetary policy in an economy without capital*. Journal of Monetary Economics, 12(1), 55–93.
56. Minea, A., and P. Villieu. 2008. "Un réexamen de la relation non linéaire entre déficits budgétaires et croissance économique." .Revue économique. 59 (3): 561–570. https://doi.org/10.3917/reco.593.0561.
57. Mirrlees, J. A. (1971). *An exploration in the theory of optimum income taxation*. Review of Economic Studies, 38(2), 175–208.
58. Mirrlees, J. A. (1976). Optimal tax theory: A synthesis. *Journal of public Economics*, *6*(4), 327-358.
59. Mousli, M. 2014. "L'efficacité du système budgétaire: Vers un découplage des activités de mesure et de pilotage de la performance." .Management & Avenir. 70 (4): 55–75. https://doi.org/10.3917/mav.070.0055.
60. Muhanji, S., & Ojah, K. (2011). Management and sustainability of external debt: A focus on the emerging economies of Africa. *Review of Development Finance*, *1*(3_4), 184-206.
61. Muhanji, S., & Ojah, K. (2011). Management and sustainability of external debt: A focus on the emerging economies of Africa. *Review of Development Finance*, *1*(3_4), 184-206.
62. Musgrave, R. A. (1959). *The theory of public finance: A study in public economy*. McGraw-Hill.

63. Musgrave, RA (1959). Impôts et budget. *Challenge*, *8* (2), 18-22.
64. Musgrave, RA (1989). Les trois branches revisitées. *Atlantic Economic Journal*, *17* (1), 1.
65. Ndikumana, L., & Boyce, J. K. (2011). *Africa's odious debts: How foreign loans and capital flight bled a continent*. Zed Books.
66. Ndikumana, L., et Boyce, JK (2011). *Les dettes odieuses de l'Afrique : comment les prêts étrangers et la fuite des capitaux ont saigné un continent*. Bloomsbury Publishing.
67. Ndikumana, L., et Boyce, JK (2011). *Les dettes odieuses de l'Afrique : comment les prêts étrangers et la fuite des capitaux ont saigné un continent*. Bloomsbury Publishing.
68. Ngambo, A., & Biligil, G. (2019). Impact de la dynamique de la dette sur la croissance économique et l'inflation: Cas du Cameroun. .BEAC Working Paper., N°02/19.
69. Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). 2023. "Budgeting for Performance in OECD Countries." .OECD Journal on Budgeting. 23 (1): 1–35. https://doi.org/10.1787/16812336.
70. Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). 2025. .Panorama des administrations publiques 2025: La budgétisation axée sur la performance.. https://doi.org/10.1787/758a7905-fr.
71. Otker-Robe, I., Polanski, Z., Topf, B., & Vávra, D. (2007). Faire face aux entrées de capitaux : expériences de certains pays européens.
72. Panizza, U., Sturzenegger, F., & Zettelmeyer, J. (2009). The economics and law of sovereign debt and default. Journal of Economic Literature, 47(3), 651-698. https://doi.org/10.1257/jel.47.3.651
73. Peacock, A. T., & Wiseman, J. (1961). *The growth of public expenditure in the United Kingdom*. Princeton University Press.
74. Presbitero, A. F., A. Berg, E. G. Berkes, C. A. Pattillo, and Y. Yakhshilikov. 2014. .Assessing Bias and Accuracy in the World Bank-IMF's Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries.. IMF Working Paper No. 14/48. https://doi.org/10.5089/9781475579772.001.
75. Ramsey, F. P. (1927). *A contribution to the theory of taxation*. Economic Journal, 37(145), 47–61.
76. Ramsey, F. P. (1927). A Contribution to the Theory of Taxation. *The economic journal*, *37*(145), 47-61.
77. Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). *Growth in a time of debt*. American Economic Review, 100(2), 573–578.
78. Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2011). From financial crash to debt crisis. American Economic Review, 101(5), 1676-1706. https://doi.org/10.1257/aer.101.5.1676

79. Reinhart, CM, et Rogoff, KS (2010). Croissance en période d'endettement. *Revue économique américaine*, *100* (2), 573-578.
80. Reinhart, CM, et Rogoff, KS (2010). Croissance en période d'endettement. *Revue économique américaine*, *100* (2), 573-578.
81. Schclarek, A. (2004). *Debt and economic growth in developing and industrial countries* (No. 2005: 34). Working Paper.
82. Schclarek, A. (2004). *Debt and economic growth in developing and industrial countries* (No. 2005: 34). Working Paper.
83. Sponem, S., & Lambert, C. (2010). Styles budgétaires et performance organisationnelle. .Revue Française de Gestion., 204(36), 109–127.
84. Stiglitz, Joseph E. 2010. "Risk and Global Economic Architecture: Why Full Financial Integration May Be Undesirable." .American Economic Review. 100 (2): 388–392. https://doi.org/10.1257/aer.100.2.388.
85. Tanzi, V. (1998). *Fundamentals of fiscal policy*. Oxford University Press.
86. Tanzi, V., & Zee, H. (2001). *Tax policy for developing countries*. IMF Economic Issues No. 27.
87. Tanzi, V., & Zee, H. H. (2000). Tax policy for emerging markets: developing countries. *National tax journal*, *53*(2), 299-322.
88. Tanzi, V., et Davoodi, H. (1997). Corruption, investissement public. *Fonds monétaire international*.
89. Wagner, R. (1893). *Richard Wagner's Prose Works* (Vol. 2). K. Paul, Trench, Trübner & Company, Limited.
90. Wildavsky, A. B. (1986). *Budgeting: a comparative theory of the budgeting process*. Transaction Publishers.
91. World Bank. 2023. .Cameroon Public Expenditure Review: Strengthening Budget Execution and Fiscal Transparency.. Report No. 178234-CM. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1782-3.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE ..... ***i***
AVERTISSEMENT ..... ***ii***
DEDICACE ..... ***iii***
REMERCIEMENTS ..... ***iv***
LISTE DES ABREVIATIONS ..... ***v***
LISTE DES TABLEAUX ..... ***vi***
LISTE DES GRAPHIQUES ..... ***vii***
RESUME ..... ***viii***
ABSTRACT ..... ***ix***
INTRODUCTION GENERALE ***1***
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION 2
II. PROBLÉMATIQUE 5
III. OBJECTIF DE LA RECHERCHE 7
IV. HYPOTHESES DE LA RECHERCHE 7
I. L'ETUDE 8
1. Intérêt théorique 8
2. Intérêt positif 8
II. METHODOLOGIE DE RECHERCHE 8
PREMIERE PARTIE : EXECUTION DE DEPENSES BUDGETAIRES ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN ***12***
CHAPITRE I : FONDEMENT THEORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE EXECUTION DE DEPENSES BUDGETAIRES ET LA DETTE PUBLIQUE INTERIEUR ***13***
SECTION I : CADRE CONCEPTUEL DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES ET DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE 14
1.1 Concept d'exécution des dépenses budgétaires 15
1.1.1 Clarification des concepts clés 15
1.1.2 Mesures des dépenses budgétaires 17
1.1.3 Origine des dépenses budgétaires 19
1.1.4 Dynamisme du cycle des dépenses budgétaires 21

1.2. Concept de dette publique intérieure 23
1.2.1. Définition et formes 23
1.2.2. Mesure 24
1.2.3. Origine et dynamique 25
1.2.4. Enjeux économiques 26
SECTION II : REVUE DE LITTERATURE THEORIQUE ET EMPIRIQUE 27
2.1 Revue de littérature théorique 28
2.1.1. Théorie de l'endettement public 28
2.1.2. Théorie de l'équivalence ricardienne 29
2.1.3. Théorie de la soutenabilité budgétaire et contrainte intertemporelle 29
2.1.4. Modèles d'optimisation budgétaire et discipline des finances publiques 30
2.2 Revue de littérature empirique 31
2.2.1. Études internationales 31
2.2.2. Études africaines 32
2.2.3. Études camerounaises 33
2.2.4. Limites des travaux existants 34
CHAPITRE II: EXECUTION BUDGETAIRE ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN : ANALYSE EMPIRIQUE 37
SECTION I : FAITS STYLISES ET STRATEGIES METHODOLOGIQUES 37
1.1. Faits stylisés 38
1.2. Stratégie Méthodologique (rappel du modèle et spécification empirique) 50
1.2.1. Cadre analytique de l'étude 50
1.2.2. Spécification du modèle économétrique 51
1.2.3. Justification du modèle Tobit 52
1.2.4. Définition et signe attendu des variables 53
SECTION II : ANALYSE STATISTIQUE ET VALIDATION ECONOMETRIQUE DES DONNEES 53
2.1. Analyse pre-econometrique des données 53
2.1.1. Analyse descriptive des variables 54
2.1.2. Matrice de corrélation entre les variables 54
2.1.3. Validation statistique des séries et justification du modèle retenu 54
2.2. Interprétation et discussion des résultats 55
2.2.1. Interprétation des résultats 55
2.2.2. Discussion des résultats 58

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE 62

DEUXIEME PARTIE : MOBILISATION DES RECETTES FISCALES ET DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN 65

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE 65

CHAPITRE III : CONTRIBUTION THEORIQUE ET EMPIRIQUE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES SUR LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN 66

SECTION I : CONTRIBUTION THEORIQUE DE LA MOBILISATION DES RECETTES FISCALE SUR LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE 66

1.1. Cadre conceptuel de la mobilisation des recettes fiscales 67

1.1.1. La mobilisation des ressources publiques 67

1.1.2. La dette publique intérieure : définition et caractéristiques 68

1.1.3. Le lien conceptuel entre mobilisation des recettes et dette intérieure 68

1.1.4. Indicateurs opérationnels et implications analytiques 69

1.2. Mécanismes théoriques de transmission entre recettes fiscales et dette intérieure 70

1.2.1. Le mécanisme du déficit budgétaire 70

1.2.2. Le mécanisme de trésorerie 70

1.2.3. Le mécanisme institutionnel 70

1.2.4. Le mécanisme de soutenabilité 71

SECTION II : REVUE DE LITTERATURE THEORIQUE 71

2.1. La théorie classique de la mobilisation des ressources publiques 72

2.2. La théorie de l'impôt optimal et l'arbitrage entre fiscalité et dette 72

2.3. La théorie de la soutenabilité budgétaire 73

2.4. Les modèles d'optimisation intertemporelle des ressources publiques 74

2.5. Lecture institutionnelle : gouvernance fiscale et dette intérieure 75

CHAPITRE IV : MOBILISATION DES RECETTES FISCALES ET DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU CAMEROUN : EVIDENCE EMPIRIQUE 78

SECTION I: FAITS STYLISES ET STRATEGIE METHODOLOGIE 78

1.1. Faits stylisés 78

1.2. Stratégie méthodologique 85

1.2.1. Cadre analytique 85

1.2.2. Spécification du modèle économétrique et variable du modèle 86

1.2.3. Justification du modèle retenu 87

1.2.4. Définition du modèle Tobit et signes attendus 87

SECTION II : ANALYSE STATISTIQUE ET VALIDATION ECONOMETRIQUE DES DONNEES 88
2.1. Analyse pre-econometrique des données 89
2.1.1. Analyse descriptive des variables.....89
2.1.2. Analyse des corrélations initiales.....90
2.1.3. Validation statistique des séries 90
2.2. Présentation des résultats et discussion.....91
2.2.1. Présentation des résultats 91
2.3. Discussion des résultats.....95
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....99
CONCLUSION GÉNÉRALE 100
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....106
TABLE DES MATIERES.....112